

VINCENT HELD

# APRÈS LA CRISE

Chronique  
de l'émergence  
d'un nouvel  
ordre monétaire  
international



POSTFACE DU PROFESSEUR PHILIPPE LAURENT



# APRÈS LA CRISE





VINCENT HELD

# APRÈS LA CRISE

**Chronique  
de l'émergence  
d'un nouvel  
ordre monétaire  
international**

POSTFACE DU PROFESSEUR PHILIPPE LAURENT

ISBN : 978-2-9701262-1-8

Copyright ©2018 by Vincent Held

[www.reorganisationdumonde.com](http://www.reorganisationdumonde.com)

Design graphique et mise en page > Damien Baslé - Atelier graphique

---

# Sommaire

Un scénario largement connu d'avance .....	13
<i>Intelligence artificielle : tous les emplois peuvent-ils être automatisés ?</i> .....	22
La fin annoncée d'un modèle économique en bout de course.....	25
Les timides avertissements du parrain politique d'Emmanuel Macron .....	27
Les banques centrales vous annoncent l'arrivée du revenu de base universel... mais seulement après le krach ! .....	31
<i>Un revenu universel pour apaiser la colère populaire ? Le point de vue d'un représentant de la haute finance mondialisée</i> .....	37
<i>Suisse : introduire le revenu de base pour confisquer l'épargne-retraite ?</i> .....	38
Vers l'effondrement inéluctable des systèmes financiers occidentaux .....	39
<i>Confisquer l'épargne pour sauver les grandes banques : à mal désespéré, remède désespéré !</i> .....	42
<i>Audit des banques centrales : la société KPMG à la place du mort ?</i> .....	43
Michaël Malquarti, le banquier militant qui annonçait un nouvel ordre monétaire.....	45
<i>Ben Bernanke et Richard Werner, les vrais pionniers de l'hélicoptère monétaire</i> .....	47
<i>Des convergences de vues inattendues avec le Prof. Yanis Varoufakis</i> .....	50
Le monde de l'après-crise prend forme.....	53

L'ascension irrésistible des cryptomonnaies souveraines.....	55
<i>Crypto franc : la Suisse fidèle à sa réputation     de discrétion !.....</i>	59
La Banque d'Angleterre révèle l'architecture du nouveau système monétaire .....	61
<i>Vers une guerre contre les emprunts hypothécaires, les leasings-auto... et les salaires ? .....</i>	63
Restrictions à l'emploi de l'argent liquide : la lutte contre le blanchiment et le terrorisme a bon dos !.....	67
<i>Comment les sanctions occidentales ont épargné     Daëch .....</i>	68
Supprimer le cash pour mieux taxer les paiements électroniques ? .....	73
<i>La « taxe Robin des Bois » se retournera-t-elle contre     les citoyens ?.....</i>	75
Vers un nouvel ordre monétaire international .....	79
<i>La fin de l'étalon-or et l'irrésistible ascension de la     grande finance américaine.....</i>	80
<i>Chine-Russie : une « plateforme de négoce d'or »     un peu particulière.....</i>	84
<i>Rapatriement de l'or : la Suisse à contre-courant.....</i>	86
<i>Manipulation des cours de l'or : comment     la « théorie du complot » s'est transformée en     « version officielle ».....</i>	90
Nouvelles technologies financières : des enjeux éthiques et sociaux explosifs .....	93
FinTech, Big Data et intelligence artificielle : les nouvelles amours des banques centrales.....	95
<i>Des « boîtes noires » pour décider de « l'accès au         crédit, à l'emploi, au logement, à la justice et à         la santé » ?.....</i>	100

Encadrement du marché du crédit : jusqu'où irons-nous dans la collecte de données privées ? .....	103
<i>L'arrivée discrète – mais décisive – de Facebook sur le marché des services financiers.....</i>	104
<i>La clémence inattendue de la BBC envers le système de « notation sociale » chinois.....</i>	109
Quand les géants du web évaluent notre état de santé.....	111
<i>Réseaux sociaux : l'activité en ligne des Européens intégrée à leur dossier médical !.....</i>	113
Les clients des assurances maladie entre le marteau et l'enclume ? .....	117
<i>Obésité : un ratage monumental de l'OMS met l'Europe en émoi .....</i>	119
<i>Réduire la couverture-santé au strict minimum ? Une potentialité inattendue du revenu de base universel... ..</i>	122
Revenu de base universel : la grande illusion d'optique.....	127
Un projet humaniste piloté par les grandes entreprises mondialisées ? .....	129
<i>Des actions publicitaires un brin surréalistes... mais d'une redoutable efficacité !.....</i>	133
Une utopie sociale au Forum économique mondial de Davos .....	137
<i>Ces militants du revenu de base qui applaudissent la robotisation.....</i>	140
Des perspectives d'avenir moins brillantes qu'il n'y paraît.....	143
Postface .....	147



---

*« Aujourd’hui, nous sommes face à un défi majeur qui vient de l’innovation technologique – de l’intelligence artificielle. [...] Pour la première fois dans l’histoire du capitalisme, la technologie va détruire beaucoup plus d’emplois qu’elle n’en créera. [...] Les revenus seront encore plus concentrés entre les mains des détenteurs [du capital] – mais même eux vont souffrir à long terme, parce qu’il n’y aura plus de demande pour [leurs] produits [...] Nous avons donc besoin d’un revenu de base universel. »*

Prof. Yanis Varoufakis  
(in « L’intelligence artificielle  
va rendre nécessaire le revenu  
de base universel », *Youtube*,  
octobre 2017)

---



---

*« Il ne faut pas se résigner à l'idéologie qui prend racine partout et qui imagine un monde dans lequel seule la moitié – ou peut-être les deux tiers – des travailleurs auront du travail, alors que les autres seront entretenus par une allocation sociale. [...] »*

*Le travail d'aujourd'hui et le travail de demain seront différents – et peut-être même très différents. On peut penser à la Révolution industrielle, il y a eu un changement. Là aussi, il y aura une révolution, ce sera différent. Mais il faudra que cela reste du travail, pas une pension. [...] C'est contre la dignité des personnes de les mettre à la retraite à 35-40 ans, en leur donnant une pension de l'État – et débrouille-toi. [...] Sans travail, on peut survivre, mais pour vivre, il faut du travail ! [...]*

*Ne pas avoir de travail, ce n'est pas seulement ne pas avoir le nécessaire pour vivre. [...] Le problème, c'est de ne pas rapporter le pain chez soi : ça c'est grave, ça ça enlève la dignité ! [...] C'est pourquoi nous devons travailler et défendre notre dignité, que donne le travail. »*

Discours du Pape François  
au cours d'une « Rencontre  
avec le monde du travail »  
à Gênes, en mai 2017



---

## ***Un scénario largement connu d'avance***

- *C'est la suite.*
- *La suite ? De quoi ?*
- *De mon livre.*
- *De celui qui vient de paraître ?*
- *Exactement.*
- *Mais, mon cher Ejlert, il va jusqu'à nos jours !*
- *Oui. Et celui-ci traite du futur.*
- *Du futur ! Mais, mon Dieu, on n'en sait rien.*
- *Non. Et pourtant, il y a des choses à en dire.*

(Hedda Gabler, Acte II)

Eh oui, nul ne sait exactement ce que l'avenir lui réserve. Et pourtant, il serait aujourd'hui fort excessif d'affirmer, à l'instar du très conformiste professeur Tesman (l'antihéros à la fois ridicule et touchant de la pièce d'Ibsen), que « l'on ne sait rien du futur ».

Dans le domaine économique tout au moins, un certain nombre d'évolutions majeures sont en effet d'ores et déjà largement prévisibles...

A l'heure actuelle, l'éclatement de la gigantesque bulle de la dette occidentale apparaît, en particulier, comme parfaitement inéluctable. La manière dont cette destruction de richesse vertigineuse devra être absorbée par nos systèmes financiers laisse également peu de place au doute.

Que l'on considère seulement la multiplication, au cours des dernières années, des lois de confiscations de l'épargne destinées à sauver les grandes banques en difficulté. Ce sont les fameux « *bail-ins* » qui, depuis 2009, ont été adoptés aussi bien par les États-Unis que par l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon, le Canada, l'Australie, la Suisse...<sup>1</sup>

Mais le consensus ne s'arrête pas à cette mesure d'une brutalité inédite – et qui risque d'entamer sérieusement la crédibilité des systèmes politiques occidentaux. Après le coup de massue impitoyable s'imposeront obligatoirement quelques mesures d'urgence pour remettre sur pied des populations à demi-assommées.

La pommade apaisante – à défaut d'être miraculeuse, est déjà prête à l'emploi. Il s'agit du revenu de base universel.

Certains dirigeants politiques se disent pour, d'autres contre. D'autres encore font mine de ne pas s'intéresser à la question. Peu importe. Le moment venu, cette mesure s'imposera d'elle-même. Et il n'y aura pas d'alternative.

Les banques centrales – indépendantes en théorie, mais sans grande marge de manœuvre dans la pratique – veilleront à la mise en œuvre scrupuleuse de cette feuille de route, qui repose d'ores et déjà dans leurs tiroirs.

### **Le revenu de base : un projet social, libéral... ou les deux à la fois ?**

Sur le plan politique, le revenu de base est essentiellement présenté comme une mesure sociale. Au Canada, par exemple, il est soutenu par le Parti libéral (dont est issu le premier ministre Justin Trudeau), en tant que moyen de « réduire la pauvreté ». Car d'après les statistiques officielles, ce pays opulent compterait quelque cinq millions de pauvres, avec plusieurs centaines de milliers de ménages en situation « d'insécurité alimentaire grave » !

Il faut toutefois reconnaître qu'en matière de soutiens politiques, le revenu de base brouille toutes les pistes...

On aura ainsi vu le grand quotidien britannique *The Guardian*, un titre

---

<sup>1</sup> cf. Confisquer l'épargne pour sauver les grandes banques : à mal désespéré, remède désespéré !, p. 42

de gauche libérale, faire la leçon au parti d'extrême-gauche espagnol Podemos pour son soutien insuffisant à l'idée du revenu de base :

« *Podemos a tort de remplacer son engagement en faveur du revenu de base par un revenu minimum garanti destiné uniquement aux personnes qui ne trouvent pas de travail. Un revenu de base garantit une vie digne pour tous. C'est un droit du citoyen, qui efface le stigma du chômage.* »<sup>2</sup>

Le cas français illustre toutefois de façon encore plus parlante la capacité du revenu de base à transcender tous les clivages politiques.

Remarquons avant tout qu'en 2012 déjà, deux figures de la droite française – Christine Boutin et Dominique de Villepin – avaient inclus le revenu de base dans leurs programmes présidentiels respectifs. Une démarche qui avait alors été peu médiatisée, du fait du poids électoral limité de ces deux candidats discrets.

Les personnes bien informées allaient néanmoins devoir admettre – comme l'aura relevé une blogueuse du *Club Mediapart*, que « le revenu de base n'est pas qu'un concept de gauche »<sup>3</sup> !

La campagne présidentielle française de 2017 allait encore ajouter à la confusion des observateurs politiques. Car outre Nathalie Kosciusko-Morizet, « l'éminence grise » de François Fillon s'était ouvertement déclarée en faveur du revenu universel !

« *Ce mardi lors de la conférence annuelle de la Coface, dans le très chic Carrousel du Louvre, devant un parterre d'assureurs, l'ex-PDG d'Axa, Henri De Castries, a surpris toute l'assistance... en mettant sur la table la mesure phare de Benoît Hamon, le candidat le plus à gauche de la Primaire.* »<sup>4</sup>

Et le magazine *Challenges* de manifester sa perplexité face à cette « campagne à front renversé »...

Pour tenter d'y voir plus clair, il nous faut ici introduire une manière inhabituelle de regarder cette question, dont on pourrait *a priori* penser

---

<sup>2</sup> « *Podemos party's plan to 'stimulate consumption' needs more ambition* », *The Guardian*, 15.01.2015

<sup>3</sup> Ce bref billet, paru en mars 2013, renvoyait à un article publié l'année précédente dans *Les Échos* : « *Le revenu de base, une solution anticrise ?* » (06/01/2012)

<sup>4</sup> « *Quand le filloniste Henri de Castries défend le revenu universel de Benoît Hamon* », *Challenges*, 24/01/2017

qu'elle relève du débat démocratique.

L'important avec le revenu de base n'est pas qu'une majorité de gens y soient favorables. C'est que l'on en parle. Cela permet aux parlementaires d'en préparer le cadre légal, et à l'exécutif de multiplier les « expérimentations » grande nature. Quant à la mise en œuvre de cette mesure, elle sera essentiellement du ressort des banques centrales, comme nous venons de l'évoquer.

On pourrait ainsi dire, en reprenant un slogan largement diffusé sur Internet que, politiquement parlant, « le revenu de base n'est ni à droite ni à gauche, il est droit devant nous »<sup>5</sup> !

Mais l'aspect politique n'est évidemment pas tout. Car le revenu de base offre bel et bien de gigantesques opportunités économiques. Pour certaines entreprises, tout au moins.

## Retour au plein-emploi : la fin du mirage

*« Créer des places de travail, ce n'est pas social. »*

*(Daniel Häni, fondateur de « l'Initiative pour un Revenu de Base Inconditionnel »)*

Certains observateurs ont déjà remarqué que la distribution d'un revenu de base universel avantagerait les entreprises, puisque l'État prendrait alors en charge une part de leur masse salariale. Si les travailleurs bénéficient déjà d'un soutien de l'État pour assurer leur subsistance, pourquoi en effet ne pas diminuer leurs salaires d'autant ?

Si elle a son intérêt, il nous semble que cette analyse manque l'essentiel, à savoir la *robotisation de l'économie*. Non pas que l'achat de robots humanoïdes pour faire la cuisine ou assurer le service dans un hôtel ou un restaurant serait forcément un très bon investissement. Il existe en revanche d'ores et déjà des domaines dans lesquels **l'intelligence artificielle (IA)** permettrait de réaliser des économies considérables.

Le prix à payer ? Une restructuration profonde (et potentiellement dévastatrice) de nos systèmes économiques en général – et du marché du travail en particulier...

---

<sup>5</sup> La version originale en anglais est sensiblement plus efficace : *basic income isn't left or right, it's straight forward!*

Dès janvier 2016, le gourou technologique Elon Musk avait ainsi lancé un avertissement auquel il convient de prêter attention :

*« On ne sait pas si l'intelligence artificielle va bien finir [...] La plupart des films ne montrent pas comment l'intelligence artificielle fonctionne vraiment dans la pratique [...] **Si l'intelligence artificielle est beaucoup plus performante qu'un humain, que fait-on ? Quel type d'emplois a-t-on encore ?** »<sup>6</sup>*

Une crainte visiblement partagée par le Prof. Cédric Villani, député de la majorité et auteur d'un rapport parlementaire sur l'intelligence artificielle remis au gouvernement français en début d'année 2018. Dans une interview-vidéo parue quelques mois plus tôt, ce mathématicien mondialement connu s'était lui aussi risqué à aborder la délicate question de « l'automatisation des métiers ».

*« On ne cachera pas, par exemple, le fait qu'on ne sait pas vraiment comment va évoluer le marché du travail sous l'effet de [l'intelligence artificielle] dans les décennies à venir. »<sup>7</sup>*

Et le journaliste de le relancer : *« Vous dites que 80% des métiers vont être touchés... On en fait quoi de ces gens-là, on les met sous tutelle de l'intelligence artificielle ? [...] En France, comment ça va se passer avec la paupérisation ?... »*

Réponse sans faux-fuyant de l'élu : *« On manque cruellement de bras dans toutes sortes de secteurs qui ont trait à s'occuper de la personne. On manque de monde dans les hôpitaux, on manque de médecins, on manque de personnes pour garder nos enfants. Il nous manque des emplois qualifiés – il nous manque aussi des emplois peu qualifiés. [...] C'est un sujet : comment on va arriver à renforcer tous les emplois qui demandent plus d'empathie, plus de contact humain. »*

Mais pour commencer à saisir l'ampleur du « transfert d'emplois » auquel nous allons bientôt être confrontés, le plus simple est de se pencher sur des exemples concrets. Tel que celui proposé par le Prof. Yanis Varoufakis pour justifier son soutien total à l'idée du revenu de base universel :

---

<sup>6</sup> « Why Elon Musk is worried about artificial intelligence », *CNN*, 28/01/2016

<sup>7</sup> « Cédric Villani : Intelligence artificielle perspectives futures », *Thinkerview (via Youtube)*, 05/12/2017

« Quand on arrivera au stade où on prendra notre téléphone pour appeler notre banque [...] et où l'on ne pourra plus dire si la voix que l'on entend au téléphone est celle d'un humain ou d'une machine – parce qu'elles sont similaires et que les deux sont capables de réaliser les mêmes tâches – alors vous pouvez imaginer l'impact soudain que cela aura sur l'emploi. »<sup>8</sup>

Un exemple d'une grande d'actualité !

Car voilà que quelques mois plus tard à peine, Google allait dévoiler une version apparemment fonctionnelle de logiciel parlant qui, justement, pouvait remplir les tâches d'un conseiller à la clientèle ! Simulant une voix humaine, le robot était en effet capable de communiquer une demande de façon claire, tout en prenant en compte les objections de son interlocuteur. Investiguant les différentes options à sa disposition, l'algorithme faisait en sorte d'obtenir les meilleures conditions possibles pour son client, en s'adaptant aux contraintes et aux imprévus rencontrés<sup>9</sup>.

De quoi faire le bonheur de n'importe quel responsable de centrale d'appels... et des clients, dont les temps d'attente seraient subitement réduits à quelques fractions de seconde. Mais ce n'est très certainement là que la pointe de l'iceberg !

A en croire un rapport d'experts remis au ministère des Finances allemand, certains logiciels permettraient déjà, par exemple, de remplacer intégralement les succursales bancaires :

« Grâce à l'utilisation efficace de certaines technologies, ainsi qu'à l'absence de tout réseau de filiales, ces [entreprises] peuvent offrir les services bancaires classiques à moindre coût et avec des fonctionnalités plus rapides et plus faciles d'utilisation. »<sup>10</sup>

En réalité, l'automatisation complète de certains emplois « répétitifs » du domaine des services a été annoncée il y a plusieurs années déjà. Dès décembre 2014, le *Financial Times* avait par exemple expliqué

---

<sup>8</sup> « Yanis Varoufakis - The Universal Dividend and Basic Income », acTVism Munich (via Youtube), 22/10/2017

<sup>9</sup> Il s'agit du logiciel Google Duplex, qui a été présenté à Mountain View lors de l'événement Google I/O de mai 2018.

<sup>10</sup> « FinTech- Markt in Deutschland » [Rapport final remis au ministère des Finances de la République fédérale d'Allemagne] (pp. 8-9), *bundesfinanzministerium.de*, 17/10/2016

que deux sociétés pétrolières de premier plan (dont Shell) voulaient recourir à l'intelligence artificielle « pour faire le travail de leurs comptables [...] et des employés de leurs centrales d'appels »<sup>11</sup> ! Une idée qui n'allait pas tarder à être reprise par plusieurs grands groupes internationaux – dans les domaines de la banque, de l'assurance et des télécommunications, notamment...<sup>12</sup>

Les technologies en question ne peuvent toutefois pas être mises en œuvre à grande échelle sans suppressions d'emplois massives. Ce qui, bien évidemment, pose un problème tant sur le plan politique qu'en termes d'image pour les entreprises concernées.

C'est ici que l'idée du revenu de base universel entre en jeu.

### **Une « utopie sociale » bien plus concrète qu'il n'y paraît...**

Nous reconnaissons au Prof. Villani l'immense mérite de valoriser une approche respectueuse de l'humain – ce qu'il fait d'ailleurs avec intelligence et sensibilité. Il aborde ainsi la question du « salaire universel » comme un moyen de « donner aux individus la possibilité de choisir » certaines étapes de leur parcours professionnel. Grâce à des programmes de formation continue ciblés, en particulier.

Il n'en demeure pas moins que le revenu de base universel permettra de faciliter la transition vers un nouveau modèle économique caractérisé par un chômage et un sous-emploi massifs...

Cette vision peu attrayante a par exemple été exposée par le professeur de finance zurichois Marc Chesney, qui aura su aborder la question avec un réel franc-parler !

*« Dans de nombreux secteurs de la production, l'automatisation s'accroît. De plus en plus de robots, d'ordinateurs sont présents [...] et tout ce processus va générer des millions de chômeurs au niveau mondial. Donc il faut trouver une solution. Une société civilisée ne peut pas survivre avec 20, 30, 40 pourcents de chômeurs – ou de*

---

<sup>11</sup> « Baker Hughes and Shell to trial artificial intelligence software », *Financial Times*, 04/12/2014

<sup>12</sup> Grâce à l'emploi – pour l'instant encore limité – du système « d'assistant digital » polyvalent Amelia, commercialisé par la société américaine IPsoft. On remarquera d'ailleurs que cette entreprise peu médiatisée a d'ores et déjà réussi à nouer un partenariat avec Amazon, sans même être cotée en bourse ! (cf. « IPsoft Demo: Amelia Integration with Amazon Alexa », IPsoft (via Youtube), 03/05/2017)

*personnes qui sont en sous-emploi, d'ailleurs. C'est pour cela que sur le principe, [le revenu de base universel] est une bonne idée.* »<sup>13</sup>

Des chiffres à vous donner le tournis ! Et pourtant, les analyses du Prof. Chesney sont confortées par nombre d'études publiées par l'Université d'Oxford<sup>14</sup>, le cabinet d'audit Deloitte<sup>15</sup>, l'OCDE<sup>16</sup>...

Malgré l'optimisme affiché, le Prof. Cédric Villani lui-même reconnaît qu'il faudra, à l'avenir, s'attacher à « protéger les individus plus que les emplois ». Il évoque d'ailleurs la possibilité de faire appel à des « gens de bonne volonté » (c'est-à-dire des *bénévoles*, en langage courant), pour travailler dans les hôpitaux ou s'occuper des personnes âgées...

Mais comment convaincre les gens de réaliser des tâches potentiellement ingrates – sans rémunération quelconque ?

### **Vers une généralisation du travail non rémunéré ?**

Le Conseil national du numérique et le *think tank* gouvernemental France Stratégie, avec lesquels collabore étroitement le Prof. Villani, ont justement fourni une piste de réflexion concrète. Il s'agirait de récompenser les activités bénévoles par l'accès à certains « droits sociaux ». Tels que des « droits à congé », ou même l'obtention « d'heures de formation »...<sup>17</sup> Dans une société où « se former en permanence sera une nécessité » (*voir encadré*), ce dernier point pourrait d'ailleurs représenter un incitatif plus puissant qu'il n'y paraît !

Mais la France n'est évidemment pas le seul pays à vouloir mettre à profit l'arrivée du revenu de base universel pour généraliser le recours au travail non rémunéré. Cette possibilité a en effet été évoquée de manière étonnamment directe par un ancien vice-président de la

<sup>13</sup> « Financer le Revenu de Base Inconditionnel c'est très simple », Initiative fédérale pour un revenu de base inconditionnel – Suisse (*via Youtube*), 08/05/2016

<sup>14</sup> « The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation? », C. Frey and M. Osborne, 17/09/2013

<sup>15</sup> cf. par ex. « Augmentation through automation: the future of automation in the UK Business Services sector », Deloitte, juillet 2016

<sup>16</sup> « A study finds nearly half of jobs are vulnerable to automation », *The Economist*, 24/04/2018

<sup>17</sup> Sources :

- « Travail emploi numérique – Les nouvelles trajectoires » (p.80), Conseil national du numérique, janvier 2016
- « Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret » (pp.76 ss.), France Stratégie, octobre 2015

Banque nationale suisse, peu de temps après son départ de l'établissement :

*« Il serait vraiment absurde que l'État verse des allocations sans contrepartie, c'est-à-dire sans une exigence de travail à la clé. [...] Ma mère, qui a vécu la guerre, dirait que c'est le retour au travail obligatoire, pratiqué par les nazis. **Mais je suis persuadé qu'un tel système peut être conçu et perçu d'une manière positive.** »<sup>18</sup>*

On peut s'étonner du fait qu'un propos à la tonalité aussi particulière ait pu passer inaperçu – et ce malgré sa publication dans un *média de référence* helvétique... Il n'en demeure pas moins que le message du Prof. Jean-Pierre Danthine était d'une limpidité parfaite : l'arrivée annoncée du revenu de base universel sera l'occasion de faire travailler gratuitement une partie de la population !

On commence ainsi à comprendre la préoccupation exprimée en 2017 par le Pape François face à la « révolution » du monde du travail dont il prévoyait l'arrivée prochaine...

Une révolution ! C'est justement le terme qu'emploie Klaus Schwab, président-fondateur du Forum de Davos – et fervent promoteur du revenu de base – pour qualifier le grand remaniement économique et social qui s'annonce.

*« Nous sommes à deux doigts d'une révolution technologique qui va fondamentalement modifier notre manière de vivre, de travailler et de nous mettre en relation les uns avec les autres. De par son ampleur, sa portée et sa complexité, cette transformation sera différente de tout ce que l'humanité a connu jusque-là. »<sup>19</sup>*

Différente... et certainement impossible à faire accepter sans l'aide d'une crise économique majeure.

---

<sup>18</sup> « BNS et franc suisse: "Nous avons un peu été les sauveurs de la nation" » [Jean-Pierre Danthine, membre de la Direction générale de la Banque nationale suisse de 2010 à 2015], *Le Temps*, 15/04/2016

<sup>19</sup> « The Fourth Industrial Revolution: what it means, how to respond », *weforum.org* (site officiel du Forum économique de Davos), 14/01/2016

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : TOUS LES EMPLOIS PEUVENT-ILS ÊTRE AUTOMATISÉS ?

*« De toute évidence, la relation entre l'intelligence artificielle et les humains est à un tournant de son histoire. La question est de savoir si elle va évoluer vers une coopération, une compétition ou une substitution. Ce débat reste ouvert. » (UNESCO, février 2018)*

En mars 2018, le Prof. Cédric Villani avait remis au gouvernement français son rapport parlementaire sur la future « stratégie en matière d'intelligence artificielle ». Or, ce grand scientifique – et vulgarisateur de talent – était parvenu à la conclusion que ce domaine technologique serait bientôt source de « grandes incertitudes » en matière d'emploi...

*« Le monde du travail est à l'aube de grandes transformations et n'y est encore que peu préparé. Les incertitudes sur les conséquences du développement combiné de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et de la robotique sont très importantes, notamment concernant les emplois détruits et créés. Néanmoins, il apparaît de plus en plus certainement que **la majorité des métiers et des organisations vont être très largement transformés.** »*

D'une façon générale, il fallait ainsi s'attendre à ce que l'économie évolue vers une « bipolarisation du marché du travail » :

*« L'automatisation conduirait à ce que soient créés principalement des emplois très qualifiés, d'un côté, et des emplois dans les services domestiques peu sophistiqués, de l'autre. »<sup>20</sup>*

Tout emploi « répétitif » était en effet susceptible d'être automatisé – y compris dans le domaine du travail de bureau !

*« Cette transformation pourrait également toucher directement les métiers peu qualifiés et intermédiaires des services : ainsi les "cols blancs" sont également largement concernés. »*

On ne sera donc pas surpris d'apprendre que les administrations publiques pourraient, elles aussi, être touchées...

<sup>20</sup> « Donner un sens à l'intelligence artificielle » [Mission parlementaire du 8 septembre 2017 au 8 mars 2018], *ladocumentationfrancaise.fr*, mars 2018

*« La dématérialisation – et a fortiori l'automatisation – des services publics va aller de pair avec un besoin croissant de dialogue et de médiation humaine de proximité, notamment envers les personnes les plus vulnérables. »*

Mais où se trouvait donc la limite entre travail automatisable et non-automatisable ? Eh bien, cela dépendrait notamment de « l'état des technologies »...

*« La partition entre la machine non-créative et l'humain créatif est de plus en plus remise en cause [...], ce qui rend difficile d'attribuer les domaines partagés. »*

En d'autres termes, cette frontière pourrait bouger en permanence !

Il s'agirait ainsi d'être capable d'identifier les « compétences automatisables à un horizon proche », afin de proposer aux personnes concernées « des modules d'évolution de leurs compétences ».

En bref, « dans une société automatisée, se former en permanence sera une nécessité ».



---

# **La fin annoncée d'un modèle économique en bout de course**

« *Si ce n'est pas cassé, ça ne peut pas être réparé.* »

Thomas Jordan,  
président de la Banque Nationale Suisse  
(à propos du système monétaire),  
mars 2017

« *Il apparaît de plus en plus clairement que le ralentissement actuel est fondamentalement différent des récessions des décennies précédentes. Ce que nous vivons, ce n'est pas uniquement un nouveau cycle économique, mais **une restructuration de l'ordre économique**. Si nul ne peut dire combien de temps la crise va durer, ce que nous trouverons de l'autre côté ne ressemblera pas à la normale des dernières années. Les entreprises qui cherchent des taux de rendement et de consommation élevée vont de plus en plus tourner leurs regards vers l'Asie. Ce qui est sûr, c'est que **lorsque nous entrerons enfin dans la période d'après-crise, le contexte commercial et économique ne sera pas revenu à son état d'avant-crise.*** »

Ian Davis,  
directeur général  
de McKinsey, mars 2009



## Les timides avertissements du parrain politique d'Emmanuel Macron

*« Il n'y a pas beaucoup de différence entre M. Madoff et les banquiers centraux – sauf que M. Madoff est en prison. Mais les banquiers centraux font la même chose que M. Madoff. »*

Jacques Attali, économiste médiatique et parrain politique revendiqué d'Emmanuel Macron<sup>21</sup>, aime les formules imagées. Au cours d'une interview accordée à la chaîne *Canal+* en novembre 2017<sup>22</sup>, il avait ainsi comparé notre système financier à une discothèque dont on pourrait dire par avance qu'elle prendrait feu en cours de soirée. Il y aurait alors très certainement des morts parmi les convives, qu'ils soient victimes des flammes – ou du mouvement de panique, qui ne manquerait pas de laisser quelques personnes écrasées.

Mais alors, comment profiter de la musique tout en évitant de se retrouver parmi les victimes ? Eh bien, la meilleure solution consistait à « danser à côté de la porte ». On pourrait ainsi bien faire la fête, tout en se préparant à foncer vers l'extérieur le moment venu... Et tant pis pour les personnes moins bien informées !

Eh oui, au fil des ans, le cynisme est devenu comme la marque de fabrique de ce personnage qui orbite dans les hautes sphères de la vie politique française. Mais quand on ne se présente pas aux élections et qu'on n'assume pas de fonctions officielles, on peut se permettre de dire les choses avec une certaine franchise.

Avec beaucoup de franchise, même...

<sup>21</sup> M. Attali aura par exemple revendiqué publiquement le fait d'avoir « mis le pied à l'étrier » à M. Macron, d'être « à l'origine de sa carrière », ou encore d'être son « ami très, très proche ».

<sup>22</sup> « L'info du vrai », *Canal+*, 06/11/2017

## Un sauvetage de l'euro... avec l'argent des épargnants ?

Car voilà que le même Jacques Attali, au cours de la même émission, allait se fendre d'une déclaration pour le moins inattendue. A en croire ce membre éminent de *l'establishment* français, les interventions monétaires récentes des banques centrales occidentales – tels que les gigantesques « plans de sauvetage » de la zone euro – pouvaient être comparés à une escroquerie. Ni plus ni moins !

*« Il n'y a pas beaucoup de différence entre M. Madoff et les banquiers centraux – sauf que M. Madoff est en prison. Mais les banquiers centraux font la même chose que M. Madoff, c'est-à-dire qu'ils mettent de l'argent dans une pyramide de Ponzi [l'escroquerie de Madoff] en espérant que le système continue à fonctionner. »<sup>23</sup>*

Pour déplacée qu'elle puisse paraître, cette affirmation décoiffante trouve un écho troublant dans les propos qu'avait tenus un haut responsable de la Réserve fédérale américaine en octobre 2012 déjà.

*« On dirait bien que nous sommes en train de créer une bulle [sur le marché de la dette] qui causera des pertes importantes quand les taux remonteront. On pourrait presque dire que c'est là notre stratégie. »<sup>24</sup>*

Plus troublant encore est le fait que ce haut responsable n'était nul autre que Jerome Powell, qui allait être nommé à la présidence de la Réserve fédérale américaine par l'administration Trump en février 2018 !

A ceci, nous ajouterons que les analyses de MM. Attali et Powell rejoignent de façon frappante ce que nous avons nous-même démontré de manière circonstanciée dans notre *Crépuscule de la Banque nationale suisse*. A savoir que le coût des interventions monétaires massives de la banque centrale helvétique a été reporté, par avance, sur les épargnants suisses. Et ce avec le soutien actif de politiciens de premier plan, tous partis confondus...

Et pour finir sur une note plus gaie, voici une citation *collector* de Jacques Attali. Juste après nous avoir expliqué que les banquiers centraux étaient des Madoffs en puissance, celui-ci allait en effet tenter de nous rassurer quant à la robustesse du système financier international :

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> « Meeting of the Federal Open Market Committee », Réserve fédérale américaine, 23-24 octobre 2012

*« Ça peut durer encore des années, parce que **les banques centrales sont très bien gérées en ce moment.** »*

Comme quoi, s'il s'était orienté vers des études d'économie plutôt que de sciences politiques, Bernard Madoff aurait certainement pu faire un excellent banquier central !



## **Les banques centrales vous annoncent l'arrivée du revenu de base universel... mais seulement après le krach !**

*« Le revenu de base accroît la dépense publique. Et alors ? »*

*(Mouvement Français pour un Revenu de Base)*

Difficile d'imaginer que des États désespérément surendettés – tels que la Grèce, l'Italie, l'Espagne, les États-Unis ou même la France – puissent un jour réellement mettre en œuvre un quelconque *revenu de base universel*. Et pourtant, ces pays sont aujourd'hui prêts à dépenser des fortunes pour répliquer, chez eux, la fameuse « expérimentation finlandaise » !

L'explication de ce paradoxe est en réalité très simple : le revenu de base ne coûtera rien aux États qui décideront de le mettre en œuvre. Il devrait même leur permettre de réaliser de gigantesques économies à un moment où ils en auront le plus grand besoin !

Mais la transition vers ce nouveau mode de fonctionnement ne sera certainement pas indolore pour tout le monde...

### **Vers un revenu de base administré par les banques centrales**

*« Vous pouvez créer de la monnaie et la distribuer aux gens. C'est l'hélicoptère monétaire. [...] La question est de savoir [...] quand il est opportun de recourir à ce type d'instrument de dernier recours. »*

*(Peter Praet, chef économiste de la BCE, 15.03.2016)*

Comment ne pas être frappé par le soudain engouement des banques centrales européenne, suisse, américaine, japonaise ou encore suédoise pour l'idée de « l'hélicoptère monétaire » ?

Comme l'indique la citation ci-dessus, « l'hélicoptère monétaire » consiste à créer de l'argent frais pour le distribuer directement aux citoyens... Or, lorsque cette opération est répétée de façon régulière, elle revient bien évidemment à mettre en place un *revenu de base universel* !

C'est précisément ce qu'avait expliqué, en décembre 2017, une députée suisse à ses collègues du Parlement :

« *La Banque nationale devrait fournir de l'argent sans dette. [...] Si l'argent est versé directement à la population [...], il en résulte automatiquement une sorte de revenu de base. [...] La Banque nationale suisse [pourra] créer de l'argent – et le répartir – comme depuis un hélicoptère* ». <sup>25</sup>

Il aura en tout cas suffi qu'en mars 2016, le président de la BCE, Mario Draghi, qualifie l'hélicoptère monétaire de « concept très intéressant » pour que tout s'emballe...

Quatre jours plus tard, un cadre dirigeant de la Banque nationale suisse <sup>26</sup> reprenait l'idée à son compte – sans que l'on comprenne au juste, qu'elle mouche avait bien pu le piquer !

La présidente de la banque centrale suédoise allait bientôt, elle aussi, mettre en avant l'option de l'hélicoptère monétaire :

« *Ce n'est sans doute pas quelque chose qui devrait être tenté avant d'avoir épuisé toutes les autres possibilités. Cependant, étant donné les difficultés qui pèsent sur de nombreuses économies, je pense qu'il est sage [...] de ne fermer aucune porte.* » <sup>27</sup>

Et voilà que Ben Bernanke, qui venait de quitter la présidence de la Réserve fédérale américaine, allait se joindre au débat... à travers la télévision d'État suisse !

« *Il est important de parler de l'hélicoptère monétaire, car les gens doivent comprendre qu'il existe des outils qui peuvent être utiles dans les situations extrêmes.* » <sup>28</sup>

---

<sup>25</sup> Débats du Parlement suisse sur l'Initiative Monnaie Pleine (1<sup>ère</sup> intervention de Kathrin Bertschy), *parlament.ch*, 14/12/2017

<sup>26</sup> Il s'agit de Daniel Lampart, alors également chef économiste de l'Union syndicale suisse (USS).

<sup>27</sup> « Skingsley: A new playing field for monetary policy: What can a small, open economy expect? », Banque de Suède, 19/05/2016

<sup>28</sup> « Helikoptergeld: Mehr als ein Hirngespinnst », *SRF*, 14/06/2016

Son successeur à la tête de la Réserve fédérale, Janet Yellen, n'allait pas tarder à trouver, à son tour, du charme à cette idée exotique :

« [L'hélicoptère monétaire] est quelque chose que l'on peut légitimement considérer **dans une situation anormale et extrême**. »<sup>29</sup>

Renchérissement par un autre haut responsable de la Fed le mois suivant :

« [L'hélicoptère monétaire] pourrait être **la prochaine étape**... »<sup>30</sup>

Et du côté de la Banque du Japon – une semaine plus tard à peine :

« **A ce stade**, il n'est pas nécessaire [...] d'employer l'hélicoptère monétaire »<sup>31</sup>

Voilà bien des propos rassurants ! Nulle situation « anormale » ou « extrême » à l'horizon, donc...

## M Idées

IDÉES Tribunes Enquêtes Rencontres Controverses Livres Analyses Editoriaux Chroniques

EDITION  
BONNÉS

### « Monnaie par hélicoptère »: « La Suisse parmi les pays les mieux placés pour prendre l'initiative »

C'est à Berne, plutôt qu'à Bruxelles ou à Londres, que les partisans d'une politique monétaire innovante pourraient mettre en œuvre leurs propositions, explique l'économiste Michaël Malquarti.

LE MONDE ECONOMIE | 26.04.2016 à 11h54 • Mis à jour le 26.04.2016 à 18h06 |

Article paru le 26 avril 2016 dans le grand quotidien français *Le Monde*.

<sup>29</sup> Phrase prononcée au cours d'une interview en direct sur la chaîne *CNBC*, le 16/06/2016.

<sup>30</sup> « Quantitative easing 'useful' when all else fails, says Fed official Loretta Mester », *ABC News (Australia)*, 15/07/2016

<sup>31</sup> « Bank of Japan's Kuroda rules out 'helicopter money': BBC », *Reuters*, 21/06/2016

## Quand la Suisse se prépare activement à un scénario catastrophe...

Tout comme leurs homologues américains et européens, les banquiers centraux suisses sont bien conscients du fait que « l'hélicoptère monétaire » doit être envisagé comme une option de dernier recours. Voici en effet ce qu'avait déclaré un ancien vice-président de la Banque nationale juste après son départ de l'établissement :

*« Cette politique [de l'hélicoptère monétaire] ne peut avoir de sens que dans le cas d'une économie complètement bloquée. [...] C'est un coup à peu près unique. Il faut choisir le bon moment »<sup>32</sup>*

Et pourtant, cette mesure censée répondre à une situation économique « extrême » ou « complètement bloquée » allait bientôt se retrouver au cœur des débats du Parlement suisse ! Et ce, en coordination directe avec la Banque nationale ! (cf. illustration ci-dessous)

### **Projet de loi de « l'Initiative Monnaie Pleine » (soumise au Parlement suisse le 9 novembre 2016)**

Art. 99a Banque nationale suisse

<sup>1</sup> En sa qualité de banque centrale indépendante, la Banque nationale suisse mène une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays; elle gère la masse monétaire et garantit le fonctionnement du trafic des paiements ainsi que l'approvisionnement de l'économie en crédits par les prestataires de services financiers.

<sup>2</sup> Elle peut fixer des délais de conservation minimaux pour les placements financiers.

<sup>3</sup> Dans le cadre de son mandat légal, elle met en circulation, sans dette, l'argent nouvellement émis, et cela par le biais de la Confédération ou des cantons ou en l'attribuant directement aux citoyens. Elle peut octroyer aux banques des prêts limités dans le temps.

<sup>4</sup> Elle constitue, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes, dont une part doit consister en or.

<sup>5</sup> Elle verse au moins deux tiers de son bénéfice net aux cantons.

<sup>6</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, elle n'est tenue que par la loi.

<sup>32</sup> « BNS et franc suisse: "Nous avons un peu été les sauveurs de la nation" », *Le Temps*, 15.04.2016

**Séminaire de politique monétaire du Parlement suisse  
(rencontre du 5 juillet 2017)**

Dans l'optique d'une éventuelle réforme de la politique monétaire, M. Michaël Malquarti, qui justifie de longues années d'expérience dans des fonctions dirigeantes sur la place financière genevoise, a présenté ses travaux de recherche consacrés à la création de monnaie-souveraine, sans crédit. Il s'agirait d'autoriser la BNS, en sa qualité d'autorité monétaire indépendante, à distribuer une «ration monétaire» à chaque résident. L'objectif de ce système, connu notamment aussi sous l'expression à connotation négative de «monnaie par hélicoptère», consiste à renforcer le pouvoir d'achat des ménages afin de contribuer notamment à relancer la consommation et les investissements. M. Malquarti est d'avis que la Suisse pourrait jouer un rôle de pionnière en introduisant ce modèle. Cet exposé a donné lieu à des débats animés entre les membres des CdF, les représentants des milieux scientifiques et les présidents de banques centrales présents.

Activée une dizaine d'années plus tôt, la fameuse « bombe à retardement » de la Banque nationale<sup>33</sup> semblait avoir entamé son compte à rebours final...

Mais ce *compte à rebours* était aussi celui de toutes les autres banques centrales engagées dans la grande fuite en avant des *quantitative easing* : Réserve fédérale américaine, BCE, Banque du Japon, Banque d'Angleterre, Banque de Suède...

**...un visionnaire cynique est nommé à la tête de la Réserve fédérale américaine**

On aura rarement vu un président de la Réserve fédérale aussi discret

<sup>33</sup> L'expression nous vient du Prof. Cédric Tille, qui avait fortement critiqué la Banque nationale suisse (BNS) en janvier 2011. Quelques semaines plus tard, il allait être nommé à un poste-clé de l'établissement... et se mettre à défendre activement une politique qu'il considérait lui-même comme dangereuse !

que Jerome Powell, qui avait été nommé à ce poste par l'administration Trump en février 2018. Ce technicien austère aura ainsi relativement peu attiré l'attention des médias – et ce, malgré des déclarations tout-à-fait remarquables !

Dès la fin de l'année 2012, M. Powell avait en effet prédit que les gigantesques programmes de rachat de dettes de la Réserve fédérale finiraient inévitablement par causer de « gros » dégâts...

*« On dirait bien que nous sommes en train de créer une bulle [sur le marché de la dette] qui causera des pertes importantes quand les taux remonteront. **On pourrait presque dire que c'est là notre stratégie.** »<sup>34</sup>*

A l'époque, M. Powell venait d'entrer à la direction de la Réserve fédérale, où il avait été nommé par Barack Obama. Le président démocrate avait alors fait l'éloge de ce banquier d'affaires républicain pour « sa connaissance impressionnante des politiques économique et monétaire ». <sup>35</sup>

Il ne s'était sans doute pas trompé !

L'hélicoptère monétaire se profile ainsi comme la roue de secours sur laquelle les dirigeants occidentaux pourront s'appuyer pour faire face à leurs obligations sociales (allocations chômage, famille, retraites...), lorsque l'élastique – toujours plus tendu – de la dette aura fini par lâcher. Pas étonnant dès lors que des dirigeants politiques de tous bords expriment tant d'enthousiasme pour l'idée du revenu de base universel !

---

<sup>34</sup> « Meeting of the Federal Open Market Committee on October 23–24, 2012 », Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, 24/10/2012

<sup>35</sup> « Obama to Nominate Two for Vacancies on Fed Board », *New York Times*, 27/12/2011

## UN REVENU UNIVERSEL POUR APAISER LA COLÈRE POPULAIRE ? LE POINT DE VUE D'UN REPRÉSENTANT DE LA HAUTE FINANCE MONDIALISÉE

« *Quand les gens vivent plus longtemps, ils peuvent – et doivent – travailler plus longtemps. Bien évidemment, tous les emplois ne sont pas adaptés aux personnes plus âgées, mais je suis sûr qu'il y aura du travail pour eux, même si c'est pour un salaire plus bas.* »<sup>36</sup>

Cette citation parue dans le *Bulletin* de Credit Suisse en fin d'année 2017 devrait aisément nous en convaincre. Michael Strobaek, le responsable des investissements de cette grande banque mondialisée, est un libéral assumé.

Et pourtant, au cours de la même interview, ce grand financier n'allait pas hésiter à afficher sa sympathie pour l'idée du revenu de base universel !

« *Le grand thème de l'avenir, c'est que des millions de personnes se retrouveront sans emploi. [...] **Nous devons subvenir aux besoins de ces personnes [...] sinon les gens se rebelleront comme pendant la Révolution française, lorsqu'ils ont traîné la noblesse jusqu'à la guillotine place de la Concorde.*** »

Contrairement à certains responsables politiques, ce représentant de la haute finance mondialisée pouvait livrer le fond de sa pensée sur le revenu de base en toute simplicité. Son calcul était on ne peut plus transparent : des temps allaient venir où il faudrait bien donner aux gens de quoi survivre pour échapper à leur vindicte !

Mais si cette politique ne coûtera absolument rien aux *États*, il n'est pas encore dit qu'elle sera totalement gratuite pour tout le monde...

Comme l'aura par exemple remarqué le grand quotidien suisse *Le Temps*, l'épargne privée des citoyens ne restera pas intacte le jour où la gigan-

<sup>36</sup> « Michael Strobaek: "People will rise up like during the French Revolution" », Credit Suisse (Bulletin trimestriel), 15/12/2017

tesque bulle de la dette occidentale éclatera. Même les capitaux de l'épargne-retraite ne seront pas à l'abri d'éventuelles ponctions, comme en témoigne, dans le cas français, la spectaculaire « loi Sapin II ».<sup>37</sup>

Les militants fervents du revenu de base ont en tout cas de quoi se réjouir. Leurs vœux risquent bien de se réaliser plus vite encore qu'ils ne l'espèrent !

### SUISSE : INTRODUIRE LE REVENU DE BASE POUR CONFISQUER L'ÉPARGNE-RETRAITE ?

Non, la Suisse n'est pas un pays communiste – elle en est même très loin. Cependant, la suppression pure et simple des rentes de retraite dites « LPP » – qui sont pourtant basées sur une épargne privée ! – peut aujourd'hui être proposée ouvertement par des parlementaires sans susciter le moindre émoi. Et ce n'est pas d'un marginal quelconque – mais bien d'un représentant du plus grand parti politique helvétique – que nous vient aujourd'hui cette demande d'expropriation tout à fait inédite !

*« Nous dépensons aujourd'hui des sommes colossales pour redistribuer les fonds des assurances sociales de façon équitable – et en particulier l'assurance-vieillesse, la **prévoyance professionnelle (LPP)**, l'assurance-invalidité, l'assurance-chômage, l'assurance-accidents [...] Si l'on pouvait économiser toutes ces dépenses de redistribution et verser un certain montant à tous les habitants de ce pays, alors me disais-je, l'idée [du revenu de base] mériterait réflexion. Mais **cela impliquerait que l'on supprime toutes les aides sociales existantes.** »<sup>38</sup>*

Dixit le député UDC Sebastian Frehner, au cours des débats du Parlement suisse sur « l'Initiative pour un Revenu de Base Inconditionnel »...

<sup>37</sup> « Europe: une partie de l'épargne bientôt saisie en banque », *Le Temps*, 25/09/2019

<sup>38</sup> Pour un revenu de base inconditionnel – Initiative populaire (Premier Conseil), *parlament.ch*, 23/09/2015

## Vers l'effondrement inéluctable des systèmes financiers occidentaux

« On dirait bien que nous sommes en train de créer une bulle [sur le marché de la dette] qui causera des pertes importantes quand les taux remonteront. **On pourrait presque dire que c'est là notre stratégie.** »

(Jerome Powell, actuel président de la Réserve fédérale américaine, octobre 2012)

Comment des États en faillite virtuelle ont-ils pu maintenir, des années durant, le coût de leur dette à un niveau aussi bas ?

Voilà une question essentielle mais qui, pourtant, aura largement échappé à tout débat public sérieux de longues années durant. Il faut dire que la réponse aurait eu de quoi inquiéter les citoyens les plus optimistes !

Or, qu'une fraction suffisamment importante de la population se rende compte que son épargne est menacée, et le *bank run* (ou « course à la banque ») aura tôt fait de mener à un effondrement financier généralisé.

En passant sous silence un certain nombre de réalités dérangeantes, médias, politiciens, académiciens – et financiers – ont ainsi contribué à retarder le cataclysme de plusieurs années...

La note finale n'en sera que plus salée.

### Une gigantesque bulle financière internationale

En juin 2014, des économistes du FMI s'étaient penchés sur la « plomberie financière » que la Réserve fédérale avait mise en place pour faire face à la crise des *subprimes*. Il en ressortait une conclusion très nette, quoiqu'étonnamment peu argumentée. C'était notamment grâce à un instrument financier peu connu du public, le *repo*, que le coût de la dette américaine avait pu être maintenu à un niveau artificiellement bas.

Le rapport précisait, il est vrai, que l'usage de cet instrument pouvait conduire à « des vulnérabilités du système financier ». Sans plus d'explications, toutefois, quant à la nature – ou l'ampleur – des risques encourus.

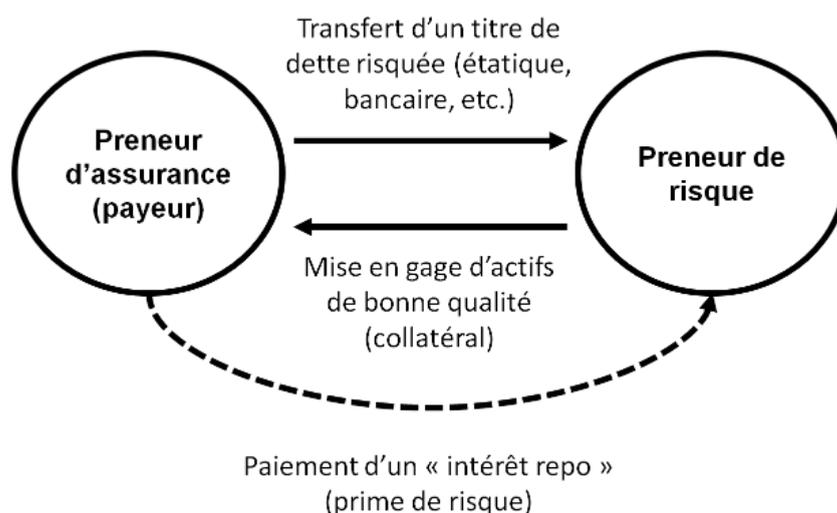
Et voilà qu'un mois plus tard à peine, la Banque centrale européenne (BCE) allait justement produire, elle aussi, un rapport consacré à ces mêmes produits dérivés. L'on y apprenait en particulier que :

« *Le marché repo joue un rôle important dans le système financier de la zone euro [...]. Après [...] la crise financière, la valeur du marché repo européen [...] a augmenté jusqu'à atteindre 5'499 milliards d'euros environ à la fin 2013.* »<sup>39</sup>

Et à la fin 2017, le volume de ce même *marché repo européen* atteignait les 7'250 milliards d'euros, si l'on se base sur les mêmes sources que celles citées par la BCE.<sup>40</sup> Soit une croissance de près de 440 milliards d'euros supplémentaires par an en moyenne !

Mais alors, en quoi consistent exactement ces mystérieux produits *repos*, dont semble dépendre la stabilité financière de certaines des plus importantes zones économiques au monde ?

Eh bien, le principe en est plutôt simple. Il s'agit de prendre sur soi le risque de certaines dettes, en échange du paiement d'un *intérêt repo*. Bien évidemment, plus la prise de risque est importante (dette de mauvaise qualité) – et plus le montant de cet intérêt est élevé !



<sup>39</sup> « Euro repo market: improvements for collateral and liquidity management », Banque centrale européenne, juillet 2014

<sup>40</sup> Les « ICMA Repo Surveys », qui sont également utilisés comme source officielle par la Banque des règlements internationaux de Bâle (cf. « Development in repo markets during the financial turmoil », décembre 2008).

*Le fonctionnement des transactions repo, tel que l'on peut l'observer par exemple sur la plateforme de trading allemande Eurex. Se pose dès lors la question : « Mais qui peut bien payer pour s'assurer contre le risque d'un actif dont il pourrait tout simplement se débarrasser ? ». Eh bien, le cas suisse a par exemple démontré que certaines assurances sociales et autres fonds de pension étaient prêts à consentir ce type de dépenses...<sup>41</sup>*

En clair : **le repo est un outil d'absorption du risque de la dette.**

En plus clair encore : c'est un produit dérivé qui permet de **spéculer sur de la dette risquée**, moyennant la mise en gage d'actifs de meilleure qualité<sup>42</sup>.

Voilà donc pourquoi la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) explique que le *marché repo* présente des « risques systémiques pour la stabilité financière » européenne<sup>43</sup> !

Il s'agit en effet ni plus ni moins que d'une gigantesque bulle spéculative internationale... Le marché repo porte en effet sur quelques dizaines de milliers (!) de milliards d'euros, ne serait-ce que pour les contrats libellés dans les monnaies suivantes :

- dollar américain
- euro
- yen
- livre britannique
- franc suisse

On ne sera donc pas étonné de découvrir que les pays concernés ont adopté – en toute hâte – des mesures de confiscation de l'épargne pour sauver les grandes banques à partir de 2009...

---

<sup>41</sup> cf. « Le crépuscule de la Banque nationale suisse », Éditions Xenia, pp. 79 ss.

<sup>42</sup> Tels que des avoirs auprès de banques centrales (*cash collateral*), des titres de dettes (hypothécaire, notamment) ou des actions de grandes entreprises... (cf. par ex. la liste des « collatéraux admissibles » de la plateforme boursière Eurex).

<sup>43</sup> Banque fédérale d'Allemagne, Bulletin mensuel (*Monatsbulletin*), édition de décembre 2013

## CONFISQUER L'ÉPARGNE POUR SAUVER LES GRANDES BANQUES : À MAL DÉSESPÉRÉ, REMÈDE DÉSESPÉRÉ !

*Un aperçu des lois de confiscations bancaires (bail-ins) en vigueur au niveau international, présenté sous une forme condensée et au mieux de nos connaissances.*

Pays	Année	Lois autorisant les « bail-ins »
Grande-Bretagne	2009	<i>Special Resolution Regime (modification du Banking Act Part I, Section 12A)</i>
États-Unis*	2010	<i>Dodd-Frank Act (Title II)</i>
Suisse	2011-2012	<i>Législation 'too-big-to-fail' (adoptée en deux temps par le Parlement suisse) + Ordonnance de la Finma sur l'insolvabilité bancaire (art. 48-50)</i>
UE	2013-2014	<i>Directive renflouement interne des banques – BRRD + Refonte du système de garantie des dépôts bancaires (art. 6)</i>
Japon**	2014	<i>Révision du Deposit Insurance Act</i>
Australie	2015	<i>L'autorité de surveillance des marchés (l'APRA) révèle dans l'Australian Financial Review qu'elle dispose déjà de pouvoirs de « bail-in ».</i>
Canada***	2016	<i>Loi C-15 du 22 juin 2016, Division 5 – Bank Recapitalization Regime (Bail-In) – Section 39.2 (Restructuring transactions/Conversion)</i>

*\*Pour les textes américains, nous nous appuyons notamment sur l'appréciation des autorités suisses (cf. « Examen du régime suisse too-big-to-fail en comparaison internationale », Gazette fédérale, 18/02/2015)*

*\*\*Pour les textes japonais, nous nous sommes basées sur des sources secondaires qui nous paraissent fiables (Nikkei Asian Review, International Financial Law Review, Nomura Journal of Capital Markets).*

*\*\*\*Au fil des ans, la grande presse canadienne a fourni des informations contradictoires quant au fait que les avoirs des déposants pourraient – on non – être ponctionnés pour sauver les grandes banques. Comme partout ailleurs, ce débat reste cependant extrêmement discret.*

## L'improbable aveuglement des grandes sociétés d'audit

Nous allons ici trahir un secret bien gardé.

La grande astuce des inventeurs du *repo*, c'est que leur création est presque totalement invisible dans les bilans des institutions financières (banques, assurances, fonds de pension...) qui l'utilisent. Une grande banque garantie par l'État peut en effet afficher un bilan débordant d'actifs de parfaite qualité – tout en étant exposée de façon massive à la gigantesque bulle du marché *repo* !

Il faudra tout de même se demander un jour comment les grandes sociétés d'audit ont pu ignorer, de si longues années durant, tant la nature que l'étendue du problème... Il paraît en effet assez incroyable que cette poignée d'entreprises transnationales – qui sont des pièces centrales des systèmes financiers occidentaux ! – aient pu être victime d'un si grand aveuglement.

Les sociétés PriceWaterhouseCoopers, Deloitte, Ernst & Young et KPMG ont d'ailleurs audité annuellement les comptes des banques centrales américaine, européenne, britannique, suisse... Et ce alors même que les systèmes de paiement électroniques respectifs de ces institutions servaient d'autoroutes financières à la spéculation sur le marché *repo* !

De quoi donner de solides arguments à quiconque plaide en faveur d'une refonte de notre système financier...

### AUDIT DES BANQUES CENTRALES : LA SOCIÉTÉ KPMG À LA PLACE DU MORT ?

Chaque grand scandale financier réclame sa victime sacrificielle. L'exemple le plus frappant étant sans doute celui de Bernard Madoff qui, après avoir perdu une fraction infime des montants engloutis par Wall-Street, était devenu l'icône de l'apocalyptique *crise des subprimes*.

Mais dans un scandale planétaire, il est également bon que certaines entreprises fassent faillite. En témoigne la déroute difficilement explicable de Lehman Brothers en septembre 2008, suite à des pertes de l'ordre de quelques milliards de dollars... Pourtant, plusieurs mois aupa-

ravant, la banque Bear Sterns avait reçu pour plus de 10 milliards d'aides gouvernementales pour se remettre à flots !

L'assureur A.I.G. aura quant à lui reçu 85 (!) milliards de dollars via la Réserve fédérale, la semaine même où la banque Lehman déposait le bilan...

Ce foudroiement inattendu d'un géant de la finance américaine devrait ainsi nous rappeler le fameux adage selon lequel « nul n'est immortel » !

Or, si une entreprise risque de se retrouver en plein cœur de la prochaine crise financière, c'est bien la société KPMG, dont le siège international est basé en Suisse...

Car ce géant de l'audit n'examine pas que les comptes de nombreuses grandes banques, mais également ceux de plusieurs banques centrales parmi les plus importantes au niveau mondial. Ces mêmes banques centrales dont certains des dirigeants expliquent parfois, au détour d'une phrase, qu'ils ont mis sur pied des montages financiers explosifs...

Pour se faire une idée du degré d'exposition de KPMG face à un scandale qui viendrait à toucher le microcosme des banques centrales occidentales, voici une liste d'établissements dont cette société est l'auditeur attitré :

- La Réserve fédérale américaine (auditée par Deloitte jusqu'en 2014)
- La Banque de France (co-auditée par Deloitte)
- La Banque d'Angleterre
- La Banque nationale suisse (auditée par PriceWaterhouseCoopers jusqu'en 2014)

Une exception notable consiste dans le cas de la Banque centrale européenne, qui aura été auditée par la société PriceWaterhouseCoopers jusqu'en 2012. Depuis lors, c'est la filiale allemande d'Ernst & Young qui a pris le relais (la même société auditant également les comptes de la Banque fédérale d'Allemagne).

On se souvient qu'à la suite de « l'affaire Enron », c'est le groupe Arthur Andersen dans son entier qui avait été dissous, nombre de ses filiales nationales fusionnant avec celles des sociétés PriceWaterhouseCoopers, Ernst & Young, Deloitte – et KPMG.

Qui sait si les scandales financiers de l'avenir ne conduiront pas, eux aussi, au démantèlement de l'une ou l'autre de ces *Big Four*... Et, pourquoi pas, de plusieurs d'entre elles !

## Michaël Malquarti, le banquier militant qui annonçait un nouvel ordre monétaire

*« Il faudra bien, en Suisse comme ailleurs, se pencher sur la réforme de nos systèmes monétaires, car ceux-ci sont objectivement mal conçus. Fruits imparfaits et aléatoires de l'Histoire, ils [...] ne nous offrent que les options négatives du sous-emploi, du surendettement ou de la sous-enchère sociale et environnementale. Ce n'est pas une fatalité. »*

*(Michaël Malquarti dans Le Temps, mai 2018)*

Dès février 2015, le jeune Michaël Malquarti, alors responsable de la « recherche » à la banque SYZ, n'avait pas craint de lancer un mot d'ordre impérieux. « Autorisons la Banque nationale suisse à distribuer de l'argent ! », avait-il martelé simultanément dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung* et du *Temps*.

Ne doutant visiblement de rien, le trentenaire allait expliquer son projet avec une ingénuité déconcertante :

*« Je propose d'introduire un nouvel instrument de politique monétaire [...] : la distribution d'une ration monétaire individuelle. Il s'agit en fait de mettre en application [...] le fameux hélicoptère [monétaire] de Milton Friedman [...] En pratique, chaque résident reçoit directement de la banque centrale une somme d'argent dont le montant et la fréquence [...] de renouvellement sont déterminés indépendamment du gouvernement. »<sup>44</sup>*

Petite piqûre de rappel quelques mois plus tard dans les colonnes du *Temps*, heureux de pouvoir présenter à nouveau l'idée « originale » du jeune économiste : « la Banque nationale suisse devrait donner de

<sup>44</sup> « Autorisons la BNS à distribuer de l'argent ! », *Le Temps*, 16/02/2015 (article paru le même jour dans la *Neue Zürcher Zeitung* sous le titre « Bares für Bürger »)

l'argent à chaque Suisse pour relancer l'économie » !<sup>45</sup>

Quatre jours plus tard, le Parlement suisse validait l'initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel », la date du référendum étant fixée au mois de juin suivant<sup>46</sup>. La campagne suisse en faveur du revenu de base universel allait démarrer sur des chapeaux de roue !

## Hélicoptère monétaire : la Grande-Bretagne aux avant-postes !

Bien loin des empoignades passionnées entre militants et opposants à ce projet de loi extrêmement médiatisé, Michaël Malquarti allait tourner ses regards vers l'Europe. Il faut dire que, dès le mois de septembre 2015, Jeremy Corbyn, le nouveau leader de la gauche britannique, avait envoyé les premiers signaux de son ralliement à l'idée de l'hélicoptère monétaire. Le marketing politique étant ce qu'il est, le projet avait été rebaptisé « *people's QE* », afin d'en souligner le caractère social.<sup>47</sup> L'ironie de l'histoire étant que le *Financial Times*, titre libéral s'il en est, avait lui aussi pris position en faveur de l'hélicoptère monétaire... et ce, dès la fin de l'année 2008<sup>48</sup> !

Une évolution saluée par Michaël Malquarti dans une tribune parue en avril 2016 dans le quotidien *Le Monde* :

*« Le Royaume-Uni est à l'avant-garde de ce mouvement [pour l'hélicoptère monétaire], aussi bien en termes de conception que de promotion de ces solutions. Mais c'est généralement la zone euro qui est la cible de la plupart de ces propositions. »*<sup>49</sup>

De fait, le lobby britannique pro-revenu de base Positive Money, qui a inventé le terme de « *QE4people* » bien avant son adoption par M. Corbyn, possède également une antenne à Bruxelles. Et justement,

<sup>45</sup> « La BNS devrait donner de l'argent à chaque Suisse pour relancer l'économie », *Le Temps*, 14/12/2015

<sup>46</sup> « Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Pour un revenu de base inconditionnel" », *Parlament.ch*, 18/12/2015

<sup>47</sup> cf. par ex. « Jeremy Corbyn's QE for the people is exactly what the world may soon need », *The Telegraph*, 16/09/2015

<sup>48</sup> Voir l'article « Central banks need a helicopter » de l'éditorialiste Eric Lonergan (04/12/2008). Quelques années plus tard, c'est le commentateur économique en chef du *Financial Times*, Martin Wolf, qui allait ouvertement apporter son suffrage à l'idée de l'hélicoptère monétaire (cf. « The case for helicopter money », 12/02/2013).

<sup>49</sup> « Monnaie par hélicoptère : La Suisse parmi les pays les mieux placés pour prendre l'initiative », *Le Monde*, 26/04/2016

l'association y promeut l'hélicoptère monétaire en tant que « plan de sauvetage pour la zone euro »<sup>50</sup> ! Avec un certain succès, semble-t-il, puisque comme nous l'avons vu, le président de la BCE avait qualifié l'hélicoptère monétaire « d'idée très intéressante » dès le début de l'année 2016...<sup>51</sup>

L'Europe étant incontestablement sur le bon chemin, il était temps, pour Michaël Malquarti, de recentrer ses efforts sur le pays natal. D'autant plus qu'une voie royale venait de s'ouvrir devant notre banquier militant !

### BEN BERNANKE ET RICHARD WERNER, LES VRAIS PIONNIERS DE L'HÉLICOPTÈRE MONÉTAIRE

En réalité, « l'idée innovante » de Michaël Malquarti avait déjà été théorisée au plus haut niveau de la finance mondiale, alors que celui-ci était encore sur les bancs de l'Université de Genève.

Car Ben Bernanke, qui venait d'entrer à la direction de la Réserve fédérale américaine, avait réactualisé l'idée de l'hélicoptère monétaire de Milton Friedman... au tournant des années 2000 déjà !

*« Ben Bernanke a acquis le surnom “d’Helicopter Ben” pour avoir fait remarquer, dans un discours prononcé en 2002<sup>52</sup>, que “le gouvernement des États-Unis dispose d’une technologie [...] qui lui permet d’imprimer autant de dollars qu’il le souhaite sans entraîner de coûts significatifs”. L’existence de cette technologie signifiait que “des injections de monnaie suffisantes permettront toujours, en fin de compte, d’inverser une déflation”. [Il avait précisé que] l’emploi de cette technologie [était] équivalent à la célèbre idée de l’hélicoptère monétaire de Milton Friedman”. »<sup>53</sup>*

<sup>50</sup> Voir le site [qe4people.eu](http://qe4people.eu) (état au 30 mai 2018)

<sup>51</sup> A noter que le mouvement milite également à Bruxelles en faveur de l'introduction d'un « euro digital », c'est-à-dire d'une cryptomonnaie européenne (cf. [positivemoney.eu](http://positivemoney.eu) – état au 30 mai 2018)

<sup>52</sup> Le discours en question (« Deflation, making sure “it” doesn't happen », 21/11/2002) aura été prononcé lors de l'une des toutes premières interventions publiques de Ben Bernanke en tant que membre du directoire de la Fed.

<sup>53</sup> « Don't Trust Ben Bernanke On Helicopter Money », *Forbes*, 12/04/2016

En réalité, Ben Bernanke avait déjà dépoussiéré le concept de l'hélicoptère monétaire en 1999, à l'occasion d'une présentation académique consacrée à l'économie japonaise.<sup>54</sup> Et comme on le sait, il n'allait pas tarder à être sélectionné par l'administration Bush pour entrer au directoire de la Réserve fédérale...

Or, il apparaît aujourd'hui clairement que M. Bernanke s'était lui-même inspiré des travaux d'un autre académicien pour élaborer sa théorie de l'hélicoptère monétaire. Il s'agit du discret – mais brillant – Prof. Richard Werner, qui avait déjà formulé cette approche dans une publication consacrée à l'économie japonaise en 1995.<sup>55</sup>

Il est ainsi peu étonnant de retrouver aujourd'hui le Prof. Werner aux premiers rangs du mouvement Positive Money, qui milite activement – et avec quelle efficacité ! – en faveur de l'hélicoptère monétaire.

Au mois de mars 2016, la grande association de commerçants de détail suisse HandelSchweiz avait en effet défrayé la chronique avec une proposition-choc. Il s'agissait de faire verser 100 francs par mois à chaque citoyen helvétique par la Banque nationale, afin de regonfler leur pouvoir d'achat. Or, les nombreux journaux<sup>56</sup> qui avaient relayé l'information avaient également qualifié Michaël Malquarti de « père intellectuel » de cette idée alléchante. Notoriété positive garantie !

De fait, le Parlement suisse allait bientôt inviter M. Malquarti à présenter ses « travaux de recherche » en présence de Thomas Jordan, le président de la Banque nationale. Et le succès allait être au rendez-vous ! Car l'exposé de M. Malquarti allait susciter « des débats

<sup>54</sup> « Japanese Monetary Policy: A Case of Self-Induced Paralysis? », discours tenu à l'Université de Princeton en décembre 1999

<sup>55</sup> L'emploi du terme « *monetary easing* » dans la présentation de Ben Bernanke en décembre 1999 témoigne de sa connaissance des travaux du Prof. Werner. Celui-ci insiste en effet régulièrement sur le fait qu'il a dû inventer cette expression pour des raisons linguistiques, à l'occasion de la publication d'un article en japonais dans le quotidien Nikkei, en septembre 1995 (voir par ex. son article « Quantitative Easing and the Quantity Theory of Credit », 2012).

<sup>56</sup> Largement relayée en Suisse alémanique, cette information semble bizarrement avoir échappé aux médias romands, pourtant globalement détenus par les mêmes groupes de presse...

animés » entre politiciens et banquiers centraux<sup>57</sup>.

On ne connaîtra sans doute jamais la teneur exacte de ces échanges à huis clos. En ce qui concerne le Dr. Jordan, toutefois, on peut supposer qu'il s'en est tenu à la position déjà exprimée devant les parlementaires trois mois plus tôt : *if it's not broken, don't fix it!*<sup>58</sup>

Eh oui, il est bien difficile de réformer le système monétaire avant de l'avoir irrémédiablement cassé. Surtout lorsque la « réforme » en question prévoit une réduction drastique de l'accès au crédit...

Il semble en effet que Michaël Malquarti ait longtemps hésité à présenter les *clauses en petits caractères* de son projet de « nouvel ordre monétaire ».

« *La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire. [...] En Suisse l'endettement privé [...] est très élevé et aujourd'hui cette source d'instabilité ne peut être freinée **qu'en coupant les crédits, y compris ceux à destination des activités productives, ou en restreignant notre liberté.** [...] Ce n'est pas évident de faire adopter un changement aussi profond.* »<sup>59</sup>

Une affirmation que ne renierait sans doute pas le Prof. Richard Werner, le talentueux chef de file médiatique du mouvement *Positive Money*, si influent en Grande-Bretagne. (*cf. Vers une guerre contre les emprunts hypothécaires, les leasings-auto... et les salaires ?*, p. 63)

On peut en tout cas regretter le fait que ces explications tardives soient apparues dans une publication locale, plus de trois ans après le début des activités éditoriales de M. Malquarti...

<sup>57</sup> « La politique fiscale et monétaire en Suisse, entre tradition et innovation » [Communiqué de presse des Commissions des finances du Parlement suisse], *Parlament.ch*, 05/07/2017

<sup>58</sup> « Débats du Parlement suisse sur "l'initiative Monnaie Pleine" » (intervention de Guillaume Barazzone), *Parlament.ch*, 06/12/2017

<sup>59</sup> « La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire », *Tribune de Genève*, 01/06/2018

## DES CONVERGENCES DE VUES INATTENDUES AVEC LE PROF. YANIS VAROUFAKIS...

Nous avons vu que, dès 2015, Michaël Malquarti avait appelé à la distribution d'un revenu de base par la Banque nationale suisse. Il s'agissait en effet de verser une « ration monétaire » à chaque citoyen – et ce, sur une base mensuelle.

Or, voilà que dès son premier article, le banquier genevois s'était penché sur les aspects pratiques de son projet. Alors même que ses idées semblaient encore bien loin de pouvoir se concrétiser !

*« La question du canal de distribution de cette ration [monétaire] n'est pas anodine [...] en particulier si l'on veut que cet outil soit un vrai outil de contrôle pour la banque centrale. Or en Suisse, un tel canal existe : il suffirait de passer par l'assurance maladie de base [...] C'est simple, éprouvé et peu coûteux. »<sup>60</sup>*

Cette idée de se servir des registres administratifs nationaux comme « canal » pour la distribution du revenu de base rappelle étrangement le « plan B » qu'avait préparé un certain Yanis Varoufakis lors du bras de fer qui avait opposé son gouvernement à l'Union européenne. Si les négociations avec Bruxelles avaient échoué, la Grèce aurait été prête à basculer sur un « système de paiement parallèle », entièrement indépendant du système bancaire... et grâce auquel le gouvernement grec aurait pu créer autant d'argent qu'il le voulait !

*« Cela aurait créé un système bancaire parallèle qui nous aurait donné de l'oxygène, pendant que les banques auraient été fermées à cause des mesures agressives qu'aurait prises la BCE. Tout cela a été très bien développé [...] Je pense que cela aurait eu un fort impact, car nous aurions très vite étendu [le système] à des applications pour smartphones, et cela aurait fait partie intégrante du système parallèle. »<sup>61</sup>*

Mais cet intérêt pour les systèmes de paiements extra-bancaires n'est pas le seul point qui rapproche les deux hommes. Car Yanis Varoufakis est, tout comme Michaël Malquarti, un fervent soutien du revenu de base universel. Et tout comme le financier genevois, l'icône anticapita-

<sup>60</sup> « Autorisons la BNS à distribuer de l'argent ! », *Le Temps*, 16/02/2015

<sup>61</sup> « Telephone conversation between Yanis Varoufakis, Norman Lamont and David Marsh 16 July 2015 », Official Monetary and Financial Institutions Forum, 28/07/2015

liste appelle à une refonte du système monétaire. Non pas en Suisse, bien évidemment, mais au niveau international<sup>62</sup>.

Pour l'anecdote, nous relèverons encore le fait que le nouvel ordre monétaire imaginé par le Prof. Varoufakis s'appuie sur l'emploi d'une cryptomonnaie supranationale qui serait gérée par... le FMI !

Mais oui, ce même FMI qu'il allait attaquer avec virulence deux mois après avoir émis cette proposition ! Tout en exigeant « un *mea culpa* », « des licenciements » et « un virage à 180 degrés en matière de politiques macroéconomique, fiscale et de réforme, en Grèce et au-delà »...<sup>63</sup>

Le Prof. Varoufakis est décidément un personnage bien plus mystérieux qu'il n'y paraît !

<sup>62</sup> Voir par ex. son article « Imagining a new Bretton Woods » (« Imaginons un nouveau Bretton Woods »), sur lequel nous nous pencherons brièvement au chapitre « Vers un nouvel ordre monétaire international » (pp. 32 ss).

<sup>63</sup> « The IMF confesses it immolated Greece on behalf of the Eurogroup », [yanisvaroufakis.eu](http://yanisvaroufakis.eu), 29/07/2016



---

## **Le monde de l'après-crise prend forme**

*« M. Saltzman [...] travaille avec une petite équipe à New York pour développer une monnaie électronique qu'il espère mettre en circulation d'ici une année. "Le but n'est pas simplement de faire de l'argent", dit-il. "Nous aimons nous dire que **nous ne sommes pas seulement en train de changer le monde, mais de le sauver.**" »*

New York Times,  
août 2017

*« S'il est utopique de rétablir la convertibilité-or des monnaies nationales, [...] il est toutefois nécessaire de s'inspirer de l'esprit de cette convertibilité pour réintroduire un frein à l'émission monétaire afin d'éviter une nouvelle crise systémique de la finance "globalisée". »*

Prof. Sergio Rossi  
(in « Un nouvel ordre  
monétaire national  
et international »,  
2015)



## L'ascension irrésistible des cryptomonnaies souveraines

*« Une cryptomonnaie nationale telle que le FedCoin rendrait possible le fameux “hélicoptère monétaire” de Milton Friedman. [...] Une simple ligne de code permettrait d’envoyer instantanément 1000\$ dans le portefeuille de chaque personne. »*

*(Le Prof. Campbell R. Harvey dans les colonnes du Washington Post<sup>64</sup>)*

*« [Créer une cryptomonnaie nationale] serait une manière plutôt efficace de pouvoir mettre en œuvre notre politique monétaire lorsque la prochaine crise éclatera. »*

*(Kevin Warsh, « ex-membre de la direction de la Réserve fédérale américaine, qui avait aussi été pressenti pour diriger l’institution »<sup>65</sup>)*

Les deux citations ci-dessus devraient aisément nous en convaincre : l’arrivée de « l’hélicoptère monétaire » annoncé par les banques centrales sonnera également l’avènement des cryptomonnaies officielles.

Dans son rapport trimestriel du mois de septembre 2017, la Banque des règlements internationaux (BIS)<sup>66</sup>, nous apprenait ainsi que trois pays avaient d’ores et déjà développé leurs propres cryptomonnaies :

- Les États-Unis, avec le FedCoin ;
- Le Canada, avec le CADcoin ;
- La Suède, avec l’eKrona.

---

<sup>64</sup> « Bitcoin is big, but fedcoin si bigger », *Washington Post*, 18/12/2017

<sup>65</sup> « Should the Fed Create ‘FedCoin’ to Rival Bitcoin? A Former Top Official Says ‘Maybe’ », *New York Times*, 04/05/2018

<sup>66</sup> Située à Bâle, la « banque centrale des banques centrales » a chapeauté l’élaboration des fameux *Accords Bâle I, II et III*.

La Banque d'Angleterre n'allait pas tarder à révéler qu'elle étudiait la question depuis 2015 et songeait, elle aussi, à lancer sa propre cryptomonnaie. Sans grande publicité, il est vrai.<sup>67</sup>

Quant à l'Union européenne, il semble qu'elle ait choisi d'avancer à pas feutrés. Plutôt que de parler ouvertement de « cryptomonnaie », elle allait mettre l'accent sur la notion de « blockchain », la technologie qui est à la base des cryptomonnaies.

En début d'année 2018, la Commission européenne avait ainsi annoncé la création d'un « Observatoire de la blockchain dans l'UE », puis d'un « Partenariat pour la blockchain en Europe ». Avec des budgets conséquents :

*« La Commission européenne a déjà [...] investi plus de 80 millions d'euros dans des projets liés à la blockchain [...] Près de 300 millions d'euros vont encore être alloués à la blockchain d'ici 2020. »<sup>68</sup>*

Relevant le fait que « la blockchain est devenu un sujet de discussion à la mode ces temps-ci », Mariya Gabriel, membre de la Commission européenne, allait tenter d'expliquer l'utilité de cette coûteuse technologie :

*« Cette construction simple [...] permet une foule d'applications. La première qui vient à l'esprit des citoyens est le Bitcoin, la cryptomonnaie la plus populaire. »<sup>69</sup>*

Mais plutôt que d'expliquer en quoi consistait cette « foule d'applications », Mme Gabriel allait surtout vanter les mérites des cryptomonnaies. Et insister sur le fait que les problèmes rencontrés par le Bitcoin (fluctuations de prix brutales, forte consommation d'énergie) « ne sont pas inhérents [à] la technologie blockchain ». En clair : à l'avenir, ce type de soucis ne représentera plus un obstacle.

Et la jeune femme d'ajouter timidement :

*« Bien sûr, la Commission s'intéresse à la technologie blockchain depuis un certain temps. Elle a commencé à financer des projets en 2013 déjà. »*

---

<sup>67</sup> « Bank of England could issue its own Bitcoin-style currency within a year cutting out the need for high street banks », *Daily Mail*, 31/12/2017

<sup>68</sup> « European countries join Blockchain Partnership » [Communiqué de presse de la Commission européenne], *ec.europa.eu*, 10/04/2018

<sup>69</sup> « Blockchain for Europe », *NewEurope*, 26/02/2018

A ceci, il faudra encore ajouter le fait que, depuis mars 2017, la Commission européenne organise une conférence annuelle consacrée aux sociétés actives dans « l'innovation financière », les fameuses « Fin-Tech ». Y participent des dirigeants de la Banque centrale européenne, des ministres des Finances, des commissaires européens... ainsi que des sociétés pionnières dans le domaine des cryptomonnaies, bien évidemment<sup>70</sup> !

Il semble toutefois qu'il ait fallu attendre l'année suivante pour que la création d'une cryptomonnaie européenne soit enfin évoquée dans un document officiel de l'UE. En juillet 2018, une étude produite par le Secrétariat général du Parlement européen allait en effet préconiser une « participation publique directe [au marché des cryptomonnaies] grâce à une monnaie digitale de banque centrale. »<sup>71</sup>

Peu de doute, donc, quant au fait que l'UE aura fait le nécessaire pour pouvoir disposer de sa propre cryptomonnaie le moment venu ! Même s'il se pourrait bien, au final, que certains pays *sortent de l'euro* et n'utilisent plus cette monnaie que pour leurs échanges internationaux<sup>72</sup>...

On peut s'étonner du fait que le Japon – pays de naissance du Bitcoin et « berceau des cryptomonnaies », ait longtemps maintenu un si grand mystère autour de ses projets de cryptomonnaie nationale. En avril 2018, au cours d'une « conférence FinTech » organisée avec le FMI, le vice-président de la Banque du Japon avait toutefois évoqué cette possibilité de façon directe :

*« La Banque du Japon a récemment pris diverses initiatives dans les domaines de l'innovation et de la FinTech. [Elle a notamment] conduit un projet conjoint avec la Banque centrale européenne [...] pour étudier le potentiel de la technologie [blockchain]. Bien que la Banque du Japon n'ait pas l'intention d'émettre sa propre [cryptomonnaie] à ce stade, elle reconnaît pleinement l'importance de comprendre les*

---

<sup>70</sup> On peut notamment citer le cas de la société française Leetchi, dont un représentant était intervenu en tant qu'orateur lors de la conférence #FinTechEU de mars 2017. Leetchi avait alors déjà lancé le projet Cryptofundedme, une « plateforme de financement participatif » basée sur des « donations en cryptomonnaies »... Une idée d'affaires *a priori* surprenante !

<sup>71</sup> « Competition issues in the Area of Financial Technology (FinTech) » [Rapport], *europarl.europa.eu*, juillet 2018

<sup>72</sup> Depuis 2012, le professeur d'économie monétaire suisse Sergio Rossi a publié un grand nombre d'articles démontrant qu'une cryptomonnaie européenne pourrait parfaitement coexister avec des cryptomonnaies nationales (cf. par ex. « Plan pour un nouvel ordre monétaire européen », 2018).

*technologies innovantes de manière approfondie [...] pour chercher à les intégrer [...] à ses infrastructures de banque centrale. »<sup>73</sup>*

(Sur le plan pratique, le géant bancaire japonais MUFG Bank testait sa propre cryptomonnaie depuis plus d'un an déjà. Détail intéressant, celle-ci s'échangeait au cours de « 1 jeton MUFG pour 1 yen »...<sup>74</sup>)

La Suisse, quant à elle, nous offre un exemple particulièrement comique. On y aura en effet vu le ministre des Finances fustiger les cryptomonnaies en les qualifiant de « bulle spéculative »...<sup>75</sup> Et pourtant, au même moment, les Écoles polytechniques de Lausanne et Zurich travaillaient d'arrache-pied à l'élaboration du futur cryptofranc ! (*voir encadré*)

Et puisque nous y sommes, voici une autre anecdote croustillante. En septembre 2016, la société SIX Group, qui gère le système de paiements électroniques de la Banque nationale suisse, avait recruté nulle autre que... Blythe Masters.

Mais oui, cette employée de JP Morgan devenue célèbre pour avoir inventé les *Credit Default Swaps*, l'instrument financier à l'origine de la crise des subprimes !

Il faut dire que Blythe Masters s'était entretemps reconvertie dans la promotion de la technologie blockchain, dont la Suisse allait bientôt avoir grand besoin... et bien d'autres pays avec elle !

---

<sup>73</sup> « Central Banking in the Digital Age » [Closing Remarks at the IMF-JFSA-BOJ Conference on FinTech], *BoJ.or.jp*, 16/04/2018

<sup>74</sup> « Bank of Tokyo-Mitsubishi says testing its own digital currency », *Reuters*, 15/06/2016

<sup>75</sup> « Kryptowährungen sind eine Spekulationsblase », *Blick*, 28/03/2018

## CRYPTOFRANC : LA SUISSE FIDÈLE À SA RÉPUTATION DE DISCRÉTION !

Nous avons vu qu'en mars 2018, le ministre des Finances helvétique avait exprimé un profond désamour pour les cryptomonnaies...

Il n'empêche. Quelques jours plus tôt, deux jeunes députés avaient demandé au gouvernement suisse « d'étudier la faisabilité et les enjeux de la création d'un crypto franc ». <sup>76</sup> Si leurs interventions paraissaient hésitantes, la question n'en avait pas moins été mise sur la table.

Et il était temps, car le monde politique était déjà très en retard...

Dès le mois d'avril 2018 allait en effet subitement apparaître un nouveau site web de « passionnés de la blockchain » : le Fintechrockers Club. Rassemblant des « talents » divers sous l'égide d'un cadre de l'UBS, le « club » expliquait le fonctionnement du futur crypto franc avec force détails. L'on y apprenait également que certains acteurs publics étaient d'ores et déjà activement impliqués dans ce projet :

*« La Banque nationale suisse (BNS) est le seul nœud de minage (mining node) de la blockchain qui puisse créer des crypto francs **ou les retirer du marché**, ce qui lui donne un contrôle total sur les liquidités en crypto francs. Le protocole qui régit la blockchain est créé par un groupe de travail spécifique, comprenant une équipe de spécialiste des Écoles Polytechniques de Lausanne et Zurich. Le code est ouvert, mais appartient à la BNS, qui le supervise en collaboration avec une équipe de développeurs dédiée. La Finma continuera à veiller au respect des normes réglementaires et prudentielles [...] Ces mesures [régulatoires] seront mises en œuvre directement par la blockchain. »*<sup>77</sup>

De fait, les Écoles Polytechniques de Lausanne et Zurich avaient organisé une « Swiss Blockchain Summer School » dès le mois de juin 2017...

Avec le recrutement de Mme Masters par SIX Group six mois plus tôt, il y avait de quoi soupçonner que le crypto franc était déjà sur des rails !

Une conclusion hâtive à en croire Roger Wattenhofer, un professeur de l'EPFZ « sollicité de toute part » pour parler de la technologie blockchain :

<sup>76</sup> Il s'agit du socialiste Cédric Wermuth et du PDC Guillaume Barazzone.

<sup>77</sup> « Swiss national blockchain and cryptocurrency », *Fintechrockers.com* (état au 31/05/2018)

*« Je ne crois pas qu'un franc suisse électronique arrive de sitôt ; j'ai l'impression que la Banque nationale suisse est assez conservatrice sur la question, quoiqu'un grand savoir-faire soit actuellement disponible en Suisse. »<sup>78</sup>*

A ce stade, on pourrait être convaincu par les prévisions pessimistes du Prof. Wattenhofer. Ah oui, sauf que notre scientifique s'intéresse également à certaines questions politiques et sociales... comme le revenu de base universel, par exemple !

*« Le monde politique devrait discuter de l'État social de demain. Y aurait-il un revenu de base ? Si oui, que contiendra-t-il ? Et comment sera-t-il financé ? Via le budget de l'État à l'aide de nouveaux impôts, ou via la création monétaire de la Banque nationale ? »*

Eh oui, en Suisse, il n'y a pas que les banquiers qui sachent garder les secrets !

---

<sup>78</sup> « Blockchain ist ein Hype » (« La blockchain est une mode »), site web de l'École polytechnique de Zurich (ethz.ch), 22/09/2017

## La Banque d'Angleterre révèle l'architecture du nouveau système monétaire

*« Certaines banques centrales se demandent si elles doivent étendre l'utilisation de leurs monnaies digitales – et comment elles pourraient le faire. [...] La principale difficulté [...] est de rendre possible la circulation de ces monnaies digitales sans que tout passe par les banques, comme c'est le cas aujourd'hui. [...] Les banquiers centraux pourraient alors s'appuyer de façon plus sûre sur ce que Milton Friedman appelait "l'hélicoptère monétaire" : soit la distribution à la population d'argent nouvellement créé. »*

*(The Economist, mai 2018)*

A la veille du Nouvel-An 2018, le *Daily Mail* avait révélé à ses lecteurs que la Banque d'Angleterre étudiait la question des cryptomonnaies « depuis 2015 » déjà. En conséquence de quoi, la banque centrale britannique pourrait déjà lancer sa propre cryptomonnaie « d'ici une année » à peine, ce qui pourrait « rendre les succursales bancaires obsolètes » !<sup>79</sup>

De fait, en juillet 2016 déjà, la Banque d'Angleterre avait produit une analyse détaillée de la manière dont fonctionnerait une cryptomonnaie « émise par la banque centrale ».<sup>80</sup>

L'on y découvrait ainsi une modélisation mathématique complexe des comportements qu'adopteraient les différents acteurs économiques (citoyens, banques, gouvernement, etc.) dans ce nouveau système monétaire.

---

<sup>79</sup> « Bank of England could issue its own Bitcoin-style currency within a year cutting out the need for high street banks », *Daily Mail*, 31/12/2017

<sup>80</sup> « The macroeconomics of central bank issued digital currencies », Banque d'Angleterre, juillet 2016

Or, l'une des particularités de ce modèle était le fait qu'il prévoyait la possibilité, pour la banque centrale, de réaliser des « injections de liquidité ». Et ce, par exemple, sous la forme d'un « dividende citoyen »... c'est-à-dire d'un *revenu de base universel*<sup>81</sup> !

Un autre aspect remarquable de cette publication officielle était l'inclusion dans le modèle d'une « taxe de liquidité », qui serait prélevée sur *la totalité* des transactions financières : investissements, consommation et dépenses opérationnelles des entreprises – dont les salaires ! Une idée qui n'est pas sans rappeler le projet de « micro-taxe » du professeur zurichois Marc Chesney, sur lequel nous reviendrons un peu plus loin (*cf. Supprimer le cash pour mieux taxer les paiements électroniques ?*, p. 73).

Pour conclure, nous remarquerons que le versement régulier d'un revenu de base à la population créera forcément une inflation importante. La gestion de cette inflation permanente va donc se retrouver au cœur des préoccupations des banquiers centraux.

La Banque d'Angleterre explique ainsi que « lorsqu'elle s'attend à ce que l'inflation dépasse la valeur cible », la banque centrale doit pouvoir « retirer des liquidités de la circulation ». Cette mesure produit toutefois des effets pervers, puisqu'elle conduit à un « déclin de l'activité réelle », c'est-à-dire à un ralentissement économique.<sup>82</sup>

Le fait de *prévenir* l'inflation – plutôt que de devoir la *guérir* de façon brutale – pourrait ainsi devenir l'un des objectifs prioritaires de nos banques centrales.

Quitte, éventuellement, à exercer un contrôle sévère sur le marché du crédit...

---

<sup>81</sup> Le très médiatique Prof. Yanis Varoufakis aura par exemple proposé de parler de « *dividende de base universel* » plutôt que de *revenu de base*, en développant une habile rhétorique autour du « *droit universel à des revenus de capitaux* »... (*cf. « The Universal Right to Capital Income », project-syndicate.org, 31/10/2016*)

<sup>82</sup> « *The macroeconomics of central bank issued digital currencies* » (p.40), Banque d'Angleterre, juillet 2016

## VERS UNE GUERRE CONTRE LES EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES, LES LEASINGS-AUTO... ET LES SALAIRES ?

Le Prof. Richard Werner, académicien au CV impressionnant et auteur économique à succès, est également un militant politique à la fibre sociale affirmée. Voici en effet ce qu'il avait déclaré en fin d'année 2002, à l'occasion de sa nomination parmi les « *Global Leaders of Tomorrow* » du Forum de Davos :

« *Une grande partie du monde vit dans la pauvreté. Les écarts de revenu et de richesse augmentent. Le chômage et l'exploitation des plus faibles posent problème, même dans les économies avancées.* »<sup>83</sup>

Par la suite, le Prof. Werner allait s'engager activement au sein du réseau Positive Money, une ONG qui aura pesé de façon extraordinaire dans le débat politique britannique. Car dès son élection à la tête du Parti travailliste en 2015, Jeremy Corbyn allait se rallier à l'idée-force de Positive Money. A savoir : faire distribuer directement de l'argent aux citoyens britanniques par la Banque d'Angleterre ! C'est la fameuse politique du *QE4People*, que la branche bruxelloise du mouvement (Positive Money Europe) propose également comme « plan d'urgence pour la zone euro ».

Avec, là aussi, des résultats spectaculaires !

On se souvient en effet que, dès le mois de mars 2016, le président de la Banque centrale européenne avait qualifié le *QE4People* « d'idée très intéressante »... (cf. pp. 32 ss.)

Or, cette prise de position inattendue faisait suite à une « conférence » que Positive Money Europe venait de tenir au Parlement de l'UE, le 17 février 2016 ! Le Prof. Werner y avait en effet expliqué à des parlementaires européens et autres journalistes son idée de créer de la monnaie pour la distribuer « aux gens ».

Une politique qui aurait également ses désavantages, puisqu'elle générerait inmanquablement une forte inflation...

<sup>83</sup> « Press Release for Global Leaders of Tomorrow Nominees 2003 (Tokyo) », World Economic Forum, 11/12/2002

Or, voici la proposition du Prof. Werner pour limiter la hausse des prix : restreindre drastiquement l'accès au crédit bancaire ! D'où sa proposition d'effectuer une distinction claire entre « prêts productifs » et « prêts improductifs ».

Lorsque l'on cherche à contenir l'inflation, tout crédit bancaire « qui ne contribue pas à générer du PIB » doit en effet être considéré comme néfaste. Peu importe qu'il s'agisse d'un prêt à un *hedge fund*... ou d'un emprunt hypothécaire ! Dans les deux cas, nous avons en effet affaire à une « création de crédit improductive ». <sup>84</sup>

Quant aux crédits à la consommation (leasing-auto, etc.), il est vrai qu'ils contribuent momentanément à accroître le PIB. Ils causent toutefois de l'inflation, sans générer de croissance durable... Ils convient donc de les assimiler, eux aussi, à des « crédits improductifs ».

Nous faudra-t-il alors renoncer définitivement à tout crédit bancaire ?

Eh bien non, absolument pas ! Car tout crédit qui permet de réaliser des « gains de productivité » a, au contraire, un effet bénéfique sur l'économie.

C'est pourquoi des prêts bancaires devraient être octroyés aux entreprises qui 1) contribuent à générer de la croissance, ou 2) parviennent à *baisser leurs coûts de production*. Quitte à réduire leur personnel.

Une logique qui peut paraître absurde et contre-intuitive... mais qui est en réalité parfaitement pertinente du point de vue de la lutte contre l'inflation !

Voici donc une problématique on ne peut plus concrète : **comment résister à l'uberisation du marché du travail si elle est encouragée par les banques centrales elles-mêmes ?**

On peut par ailleurs supposer que « l'économie de partage », avec ses plateformes de covoiturage et d'emprunts participatifs, est destinée à un brillant avenir...

Il nous faut enfin relever le parallélisme flagrant qui existe entre les propositions du Prof. Werner et celles du banquier privé genevois Michaël Malquarti (*cf. pp. 45 ss.*). Les propositions de M. Malquarti pour réfor-

<sup>84</sup> « Strategic QE, Putting the Monetary System to Better Use », Positive Money Europe [Conférence au Parlement européen], 17/02/2016

mer le système monétaire suisse sont en effet étonnamment similaires à celles que le Prof. Werner insuffle depuis quelques années aux décideurs britanniques et européens !

*« La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire. [...] L'endettement privé [...] est très élevé et aujourd'hui cette source d'instabilité ne peut être freinée qu'en coupant les crédits, y compris ceux à destination des activités productives, ou en restreignant notre liberté. [...] Ce n'est pas évident de faire adopter un changement aussi profond. »<sup>85</sup>*

Après l'hélicoptère monétaire, les restrictions drastiques à l'octroi de prêts bancaires... Durant ses études dans le Sud de l'Angleterre, Michaël Malquarti aurait-il fréquenté les cours du Prof. Werner ?

---

<sup>85</sup> « La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire », *Tribune de Genève*, 01/06/2018



## **Restrictions à l'emploi de l'argent liquide : la lutte contre le blanchiment et le terrorisme a bon dos !**

*« La Banque centrale européenne (BCE) souhaite également retirer les billets de 500 euros, une façon de pousser les consommateurs à se tourner vers des paiements électroniques pour des achats conséquents. »*

*(Le Temps – Et si on abolissait le cash ?, 08/09/2016)*

Au cours des dernières années, diverses restrictions gouvernementales ont été imposées à l'utilisation de l'argent liquide en Europe. On a ainsi vu par exemple l'Italie et la Belgique limiter le montant des transactions en liquide à 3'000 euros, l'Espagne à 2'500 euros, la Grèce à 1'500 euros, le Portugal à 1'000 euros – tout comme la France d'ailleurs, suite aux attentats du 13 novembre 2015.

Tout ceci au nom de la lutte contre le terrorisme et autre blanchiment d'argent. Comme il se doit.

Évidemment, dans certains pays occidentaux, la lutte contre le terrorisme et le blanchiment est un phénomène à géométrie variable. L'article du *Temps* mentionné ci-dessus aura ainsi suscité une réponse cinglante de la part de la journaliste économique romande Liliane Held-Khawam :

*« Les journalistes mainstream devraient s'intéresser aux travaux de Jean-François Gayraud, qui détaillent la criminalité du casino financier. Ignorer ses travaux, c'est vouloir travailler de manière partielle et fourvoyer les lecteurs dans des directions précises, qui sont autant d'impasses.*

*La criminalité financière n'a pas besoin de cash. Elle a exactement les produits financiers, les paradis fiscaux et les intermédiaires financiers opaques qu'il faut. [...] Quant à Daëch, censé être l'ennemi public numéro 1, [il] a ses banques qui opèrent sous le beau soleil d'Orient... »<sup>86</sup>*

---

<sup>86</sup> « Suppression du cash : l'insupportable propagande », *Les Éconoclastes*, 09/09/2016.

## COMMENT LES SANCTIONS OCCIDENTALES ONT ÉPARGNÉ DAËCH

Dans un documentaire diffusé par Arte dans la foulée des attentats du 13 novembre 2015, Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme, s'était fendu d'une déclaration fracassante. D'après lui, l'organisation « État islamique » avait en effet mis la main sur une vingtaine de banques en Irak et en Syrie qui, bizarrement, continuaient toujours d'opérer à l'international :

*« Ce qui est intéressant, c'est qu'ils ont maintenu l'activité des banques. On estime qu'ils contrôlent à peu près 24 banques et branches bancaires à la fois en Irak et en Syrie. Et ce qui est tout à fait étonnant, c'est que ces banques fonctionnent toujours à l'heure où l'on parle. Ces banques effectuent toujours des transactions internationales. »<sup>87</sup>*

Question du journaliste interloqué : « Y'a pas de sanctions ? »

Réponse catégorique de l'expert : « Y'a pas de sanctions. »

Et M. Brisard d'en remettre une couche quelques jours plus tard, avec ces nouvelles précisions relayée dans les colonnes du grand quotidien *Le Figaro* :

*« L'État islamique contrôle 140 succursales bancaires. La plupart sont fermées, mais sur celles qui sont en activité, environ 10 à 20%, ne font pas de transactions internationales. Ce sont des banques de dépôt. »<sup>88</sup>*

Un récit qui avait de quoi faire un peu tache, au milieu des beaux discours des politiciens occidentaux. Ceux-ci allaient pourtant faire profil bas. Point de réactions outrées, point de protestations, point d'appel à ce que M. Brisard *retire ses propos*. Le calme plat.

M. Brisard continuera d'ailleurs par la suite d'apparaître régulièrement dans les grands médias français. Et pourtant, la délicate question de l'accès de l'État islamique au système financier international n'aura suscité que bien peu de débats.

La controverse allait pourtant réémerger en janvier 2017, dans une publication remarquable parue dans le grand quotidien suisse *Le Temps*. Relevant le fait que les exportations pétrolières de Daëch pouvaient dif-

<sup>87</sup> « Daech, naissance d'un État terroriste », *Arte*, 18/11/2015

<sup>88</sup> « Pétrole, taxes, trafics d'humains: comment Daech se finance », *Le Figaro*, 26/11/2015

facilement passer inaperçues des « satellites qui ne cessent de scruter la région », Marc Chesney, professeur de Finance à l'Université de Zurich, allait adopter un ton très offensif :

*« Quelles sont les banques impliquées dans la circulation des flux financiers liés à cette organisation terroriste ? **A l'heure où la technologie permet d'identifier et d'analyser de tels flux, il resterait à expliquer pourquoi, dans le cas de Daesh ou du front Al-Nosra, l'information demeure lacunaire. Ainsi, de nombreuses zones d'ombre subsistent. Il conviendrait de les mettre en lumière et de dénoncer la duplicité de certains responsables politiques dans de nombreux pays et en particulier en France.** »<sup>89</sup>*

Ceci étant posé, notre académicien allait procéder à des mises en cause à la fois précises et brutales :

*« Il serait temps que les "responsables" politiques concernés, en France comme en Allemagne, s'expliquent sur leurs déclarations et sur leur stratégie consistant à soutenir et à fournir à des groupes rebelles, qu'ils présentent comme modérés, **des armes qui finissent le plus souvent entre les mains de structures terroristes, tant en Syrie qu'en Libye ou en Afghanistan.** Il serait aussi plus que temps qu'ils rendent compte de leurs affinités avec les monarchies du Golfe persique, qui promeuvent et financent un islamisme salafiste absolument incompatible avec la démocratie.»*

Là encore, les principaux intéressés resteront cois. Y compris Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères français, que l'article avait pourtant personnellement mis en cause. A croire qu'il leur paraissait préférable de ne pas faire trop de vagues...

Sans autre commentaire, nous livrerons encore au lecteur cette déclaration faite par Chems Akrouf, enseignant à l'Université Panthéon-Assas, suite aux attentats islamistes qui avaient foudroyé Barcelone en août 2017 :

*« J'ai été analyste militaire pendant 18 ans, j'ai été analyste à la direction du renseignement militaire, j'ai collaboré avec beaucoup d'agences de renseignement françaises et étrangères. La réalité, pour parler aux gens qui nous regardent, c'est que par exemple [...] Vous prenez [...] une des plus grandes unités secrètes française, qui s'appelait le GOLT – groupement d'opérations de lutte contre le terrorisme – avec juste cinq per-*

<sup>89</sup> « Terrorisme, la fin de la Trêve », *Le Temps*, 12/01/2017

*sonnes qui travaillaient sur le financement – de Ben Laden jusqu’à l’État islamique. Ils les ont dissous ! Ils l’ont recréé, et ils font juste passer des noms pour vérifier s’ils ont des comptes à l’étranger. »<sup>90</sup>*

Une analyse d’ailleurs confirmée par le grand magazine allemand *Der Spiegel*, à l’occasion d’un article intitulé « Plafonnement des paiements en liquide : la fausse solution ».

*« Alors que le plafonnement des paiements en argent liquide est fortement contesté en Allemagne, d’autres pays de l’UE l’ont déjà adopté depuis longtemps. Il ne sert toutefois à rien dans la lutte contre le blanchiment ou l’économie souterraine. [...] Évidemment, ni les mafias, ni les terroristes, ni les marchands d’armes ou de drogue ne se promènent avec des liasses de billets de banque. [...] Pour un montant modique, toute personne peut en effet créer de façon anonyme des sociétés-boîtes-aux-lettres dans le monde entier, que ce soit aux Caraïbes, sur les Îles Anglo-Normandes<sup>91</sup> ou au Proche-Orient. Ensuite, il suffit de payer par chèque, carte de crédit ou virement bancaire. En toute légalité. Les notaires et avocats proposent également des comptes à travers lesquels de l’argent non déclaré peut être écoulé. »<sup>92</sup>*

Ainsi donc, même s’il s’agit d’une politique parfaitement arbitraire, l’ajout de restrictions à l’emploi de l’argent liquide n’en représente pas moins une tendance lourde. C’est également ce qu’aura expliqué le professeur de finance bâlois Alexander Berentsen – tout en formulant des prédictions étonnamment précises concernant la Suisse :

*« Bien que les arguments avancés par les critiques de l’argent liquide ne tiennent pas la route, la pression politique va s’accroître pour limiter l’emploi du cash. Cette pression va surtout venir de l’étranger. La Suisse sera tôt ou tard confrontée au choix d’endiguer l’utilisation du liquide ou de se retrouver sur liste noire. Il est très vraisemblable que la Suisse réagisse à cette pression avec la suppression des grosses coupures. Cela compliquera la tâche à la population si elle veut placer*

<sup>90</sup> « 24h Pujadas, L’info en question », *LCI*, 19/08/2017

<sup>91</sup> Jersey et Guernesey, qui appartiennent à la Grande-Bretagne.

<sup>92</sup> « Bargeld-Obergrenzen im Ausland: die Scheinlösung », *Der Spiegel*, 07/02/2016

*son argent hors du système financier. »<sup>93</sup>*

Et de fait, la suppression des billets de 1000 francs aura régulièrement été évoquée par les milieux politique et médiatique suisses à partir de l'année 2013. Sans que « l'étranger » y soit pour grand-chose, d'ailleurs.<sup>94</sup>

### **Les banques centrales prêtes à enterrer l'argent liquide ?**

A en croire le Prof. Berentsen, cette mode internationale de la suppression des grosses coupures et du plafonnement des transactions en liquide ne serait toutefois qu'une première étape...

*« On peut dire dès aujourd'hui **avec certitude**, que l'argent du futur sera virtuel. Pour les gens, cela signifie que l'argent physique – c'est-à-dire le liquide – va disparaître. »<sup>95</sup>*

Il nous faut ici insister sur le fait que le Prof. Alexander Berentsen est loin d'être un tout-venant. Il travaille en effet en tant que collaborateur scientifique à la Réserve fédérale américaine. Il intervient aussi occasionnellement en tant que « conseiller externe » auprès de la Banque nationale suisse...

En début d'année 2018, cet académicien bien réseauté avait ainsi expliqué que ce seraient les banques centrales elles-mêmes, qui se chargeraient de faire disparaître l'argent liquide à brève échéance. Celles-ci s'apprêtaient en effet à mettre en circulation des « monnaies digitales » destinées à se substituer à l'argent liquide :

*« Dans un avenir proche, une alternative très ressemblante à l'argent liquide va être développée, qui éliminera très rapidement l'argent liquide en tant que moyen de paiement. [...] Les banques centrales vont permettre au grand public de détenir de la monnaie légale sous forme électronique. Une grande partie de la population va considérer cela comme une alternative très ressemblante à l'argent liquide, ce qui va*

---

<sup>93</sup> « Die Alternative – Das Ende des Bargelds », *vollgeld-initiative.com* (état au 30 mai 2018)

<sup>94</sup> Cf. en particulier les multiples interventions parlementaires de la députée socialiste Margret Kiener Nellen, qui aura régulièrement remis cette question sur la table au nom de « la lutte contre le blanchiment ». A noter que le Parlement suisse avait adopté un plafonnement des transactions en argent liquide à 100'000 francs en décembre 2014 déjà.

<sup>95</sup> « Das Ende des Bargelds », *vollgeld-initiative.com* (« Die Alternative »), état au 30 mai 2018

*faciliter la fin de l'argent liquide. [...] Les banques centrales ne vont pas émettre de cryptomonnaie au sens d'un actif [...] qui permettrait aux utilisateurs de rester anonymes. »<sup>96</sup>*

Qu'ils le veuillent ou non, monsieur et madame tout le monde allaient donc bientôt être soumis à une **transparence totale** dans leurs paiements du quotidien. Une affirmation d'autant plus remarquable que, comme nous l'avons vu, le Prof. Berentsen considère lui-même que les arguments en faveur de la suppression du cash sont irrecevables !

Nous remarquerons enfin que cette conviction du Prof. Berentsen concernant la fin prochaine de l'argent liquide est visiblement partagée par les organisateurs du Forum de Davos. Car depuis plusieurs années, cet influent réseau d'affaires transnational se pose justement la question de savoir « qui sera roi dans un monde sans argent liquide »<sup>97</sup> !

Gageons en tout cas que ce ne sera pas le citoyen de base, auquel personne ne semble très pressé de demander son avis.

---

<sup>96</sup> « The Case for Central Bank Electronic Money and the Non-case for Central Bank Cryptocurrencies », Economic Research (*Federal Reserve Bank of St-Louis*), 28/02/2018

<sup>97</sup> « Who will be king in a cashless world? », *weforum.org*, 26/08/2015

## Supprimer le cash pour mieux taxer les paiements électroniques ?

Nous allons ici nous pencher brièvement sur un cas particulier de ce que l'on appelle les *taxes sur les transactions financières (TTF)*. Il s'agit du projet de « micro-taxe » élaboré par le professeur de finance zurichois Marc Chesney, un académicien de renom qui milite également en faveur du revenu de base universel.<sup>98</sup>

Bien qu'il mette en avant la nécessité de « délester l'économie d'activités néfastes telles que le trading à haute fréquence », le Prof. Cheney n'en admet pas moins que son réel objectif est ailleurs :

« Il s'agirait [...] de **taxer tous les paiements électroniques**, comme les factures de restaurant... et pas seulement les achats d'actions ou d'obligations. »

D'après le professeur franco-suisse, cette nouvelle *taxe universelle* pourrait ainsi permettre de « remplacer tous les impôts actuels » !<sup>99</sup>

Il paraît toutefois évident qu'à partir d'un certain niveau de taxation, une telle mesure n'aurait de chance de fonctionner que si le recours à l'argent liquide était rendu très compliqué... Est-ce à dire que le Prof. Chesney tient, lui aussi, la fin de l'argent liquide pour inévitable ?

Quoiqu'il en soit, ce modèle de la « micro-taxe » – qui a été présenté au Parlement suisse en juillet 2017, n'est absolument pas une spécificité helvétique.<sup>100</sup>

Nous avons vu en effet que dès l'année 2016, la Banque d'Angleterre avait esquissé les contours d'un nouveau système monétaire capable

<sup>98</sup> Notamment dans le cadre de l'Initiative suisse pour un Revenu de Base Inconditionnel (cf. « Financer le Revenu de Base Inconditionnel c'est très simple », *Youtube*, 08/05/2016)

<sup>99</sup> « Une taxe sur les transactions financières pourrait remplacer tous les impôts actuels », *Le Temps*, 26/06/2015

<sup>100</sup> « La politique fiscale et monétaire en Suisse, entre tradition et innovation » [Communiqué de presse des Commissions des finances du Parlement suisse], *Parlament.ch*, 05/07/2017

de tenir compte du versement régulier d'un revenu de base aux citoyens...<sup>101</sup> Or, ce modèle prévoyait également la généralisation de « taxes de liquidité », qui seraient prélevées aussi bien sur les investissements que sur la consommation et les salaires !

Ce n'est donc peut-être pas un hasard si le leader du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, s'est rallié coup-sur-coup à l'idée du revenu de base, puis à celle d'une *taxe sur les transactions financières*...<sup>102</sup>

### **Réguler les cryptomonnaies de façon stricte pour protéger les rentrées fiscales ?**

La possibilité de générer des revenus grâce à la raréfaction de l'argent liquide pourrait ainsi expliquer la volonté de nombreux États de réguler les cryptomonnaies de manière très stricte. L'exemple le plus frappant étant sans doute celui de la Chine, qui a mis en œuvre une interdiction complète des cryptomonnaies non officielles sur son territoire en fin d'année 2017. Non sans avoir annoncé, auparavant, l'arrivée prochaine d'une cryptomonnaie nationale...

De manière moins spectaculaire, on peut également penser au cas du ministre des Finances français Bruno Le Maire, qui aura fait preuve d'un volontarisme indéniable en matière de soutien à la *blockchain* – la technologie qui est à la base des cryptomonnaies. Autorisation de l'usage de la blockchain dans les transactions financières<sup>103</sup>, volonté affichée de « rester à la pointe » en matière de « cryptoactifs »<sup>104</sup>, participation aux débats du salon FinTech de Paris... Pourtant, Bruno Le Maire n'en aura pas moins confié l'élaboration de la future réglementation sur les cryptomonnaies à un ennemi déclaré du Bitcoin<sup>105</sup> !

Une attitude apparemment contradictoire... mais peut-être, en réalité, parfaitement cohérente ! Car c'est bien de cette capacité répressive

<sup>101</sup> cf. « La Banque d'Angleterre révèle l'architecture du nouveau système monétaire », pp. 61 ss.

<sup>102</sup> En 2015 et 2017, respectivement. A noter que le *shadow chancellor* John McDonnell – un autre haut dignitaire du Parti travailliste – se sera lui aussi engagé de façon personnelle pour promouvoir ces deux idées dans les médias.

<sup>103</sup> « Compte rendu du Conseil des ministres du 8 décembre 2017 », [www.gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr)

<sup>104</sup> cf. p. ex. sa tribune dans le magazine *Numerama* (datée du 19/03/2018 sur [numerama.com](http://numerama.com)).

<sup>105</sup> Il s'agit de Jean-Pierre Landau, ancien banquier central, qui avait décrit le Bitcoin comme un dangereux instrument spéculatif en 2014 déjà (« Beware the mania for Bitcoin », *Financial Times*, 14/01/2014).

que pourraient dépendre les futures rentrées fiscales de l'État. En l'absence d'instruments de contrôle techniques et juridiques fiables, les « taxes de liquidité » prévues par la Banque d'Angleterre pourraient en effet aisément être contournées grâce à l'emploi de *cryptomonnaies privées*.

En tout état de cause, l'idée de la « micro-taxe » du Prof. Chesney pourrait bien permettre à de nombreux États de continuer à fonctionner même suite à un choc économique majeur...

### LA « TAXE ROBIN DES BOIS » SE RETOURNERA-T-ELLE CONTRE LES CITOYENS ?

Il semble que le regain d'intérêt pour les *taxes sur les transactions financières (TTF)* doive beaucoup, au niveau mondial, à l'engagement passionné du président français Nicolas Sarkozy.

Dès 2009, celui-ci avait en effet brandi cette idée – avec le premier ministre britannique Gordon Brown – comme un moyen de lutter contre la spéculation financière. En janvier 2011, M. Sarkozy avait en outre profité de la présidence française du G20 pour afficher son intention de « poser la question des mode de financement innovants » – avec, en particulier, l'idée d'introduire une TTF :

*« La France est favorable à une taxe sur les transactions financières. La France considère que cette taxe est morale compte tenu de la crise financière que nous venons de traverser, que cette taxe est utile pour dissuader la spéculation [...] et que cette taxe est efficace pour trouver de nouvelles ressources pour le développement. »<sup>106</sup>*

Au mois de novembre de la même année, le sommet du G20 qui s'était tenu à Cannes allait ainsi aboutir à une déclaration commune en faveur des TTF :

*« Nous avons discuté d'un ensemble d'options de financements innovants [sic], mises en évidence par M. Bill Gates. [...] Nous reconnaissons les initiatives prises dans certains de nos pays pour taxer le secteur fi-*

<sup>106</sup> « Conférence de presse de présentation de la présidence française du G20 et du G8.pdf », *diplomatie.gouv.fr*, 24/01/2011

nancier [...] dont une **taxe sur les transactions financières** [...] pour soutenir le développement. »<sup>107</sup>

On remarquera que Bill Gates avait, pour sa part, affirmé soutenir le principe de la TTF pour « combattre la pauvreté ». De fait, cette proposition allait bientôt revêtir une connotation éminemment sociale et rejoindre la boîte à idées de nombreuses personnalités de gauche, en Europe comme aux États-Unis !

La présidentielle française de 2012 allait d'ailleurs mettre aux prises deux candidats farouchement favorables aux TTF : François Hollande, ennemi déclaré de « la finance », et Nicolas Sarkozy, dont nous avons pu mesurer l'enthousiasme pour cette « innovation financière ».

C'est donc sans surprise que le principe de la TTF sera adopté par le Parlement français en octobre 2012. Cette nouvelle taxe nationale devant entrer en vigueur dès qu'une mesure similaire serait introduite au niveau européen.

Et justement, quelques mois plus tard à peine, l'UE allait elle aussi adopter une résolution favorable aux TTF. Grâce au soutien de l'Allemagne, notamment.<sup>108</sup>

La Commission européenne se fendra à cette occasion d'une déclaration particulièrement apaisante :

**« La TTF ne s'appliquera pas aux activités financières courantes des citoyens et des entreprises (p. ex. les prêts, les paiements, les assurances, les dépôts, etc.), afin de protéger l'économie réelle ».**<sup>109</sup>

Mais c'est sans doute en Grande-Bretagne, pays hautement financiarisé s'il en est, que les efforts de communication sur la question des TTF auront été les plus importants.

On remarquera d'ailleurs que, comme pour le revenu de base (avec le réseau Positive Money), l'idée de la TTF peut s'appuyer, au Royaume-

<sup>107</sup> « Communiqué: Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 », site de la présidence française du G20 ([g20-g8.com](http://g20-g8.com)), 04/11/2011

<sup>108</sup> À noter qu'à peine arrivé à la présidence de la République, Emmanuel Macron s'était lui aussi engagé en faveur d'une TTF européenne... le but étant, cette fois-ci, de financer « la lutte contre le réchauffement climatique » ! (cf. « Taxe sur les transactions financières : « Emmanuel Macron doit cesser son double discours » », *Le Monde*, 28.06.2017)

<sup>109</sup> « Taxe sur les transactions financières dans le cadre de la coopération renforcée: la Commission fixe les modalités » [Communiqué de presse de la Commission européenne], [europa.eu](http://europa.eu), 14/02/2013

Uni, sur un mouvement extrêmement professionnalisé. Il s'agit de l'association The Robin Hood Tax, qui bénéficie ouvertement du soutien de nombreux banquiers et autres financiers.<sup>110</sup> Avec à la clé des passages télé, des publications scientifiques et des vidéos promotionnelles de qualité cinématographique (plusieurs courts-métrages mettant en scène l'acteur multi-récompensé Billy Nighy ont d'ailleurs fait un véritable carton sur *Youtube*).

La « taxe Robin des Bois » a donc incontestablement le vent en poupe !

Pour finir, il faut encore remarquer que la question des TTF est régulièrement mise sur la table aux États-Unis. Indépendamment du fait que les deux favoris de la primaire démocrate de 2016 (Hillary Clinton et Bernie Sanders) étaient favorables à cette mesure, le Congrès se penche lui aussi régulièrement sur cette question. Début 2016, le Brookings Institute, un célèbre *think tank* basé à Washington, avait ainsi observé que :

« Aux États-Unis, plusieurs propositions de TTF ont récemment été présentées au Congrès par [divers députés démocrates] ainsi que par le sénateur indépendant (et candidat à la primaire démocrate) Bernie Sanders. »<sup>111</sup>

Il ne reste plus qu'à voir si, contrairement aux bonnes intentions affichées par leurs créateurs, les TTF ne finiront pas par être aussi prélevées sur les citoyens et les entreprises de « l'économie réelle ».

Ce serait tout de même un comble si Robin des Bois s'alliait au Shérif pour s'en prendre aux habitants de Nottingham !

<sup>110</sup> « 50+ financiers call on EU leaders say: no more delays on Robin Hood Tax », *robinhoodtax.org.uk*, 06/07/2017

<sup>111</sup> « Financial transaction taxes in theory and practice (Report) », *brookings.edu*, 29/02/2016



## | Vers un nouvel ordre monétaire international

*« Un jour, Henry Ford a dit en substance ceci : il est sans doute bon que les hommes de cette nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire. Car si tel était le cas, il y aurait une révolution demain matin. »*

*(Charles Binderup, député du Nebraska, s'adressant au Congrès américain en mars 1937)*

L'ordre monétaire international traduit un rapport de forces entre nations. Ainsi, les Accords de Bretton Woods de juillet 1944, signés juste après le débarquement de Normandie, consacraient-ils la prééminence des États-Unis vis-à-vis de leurs alliés occidentaux.

Échaudés par la menace – alors bien tangible – de l'Union soviétique, les Européens avaient en effet dû consentir quelques privilèges à leur nouveau protecteur.

Mais moins de trente ans plus tard, les États-Unis allaient estimer qu'ils étaient en capacité de changer les règles du jeu, de façon à imposer des conditions qui leur étaient encore plus favorables. Le rôle central du dollar dans les échanges internationaux (notamment incontournable pour acheter du pétrole – d'où la notion de *pétrodollar*), avait en effet rendus caducs les Accords de 1944. Les États-Unis allaient abandonner l'étalon-or – et le reste du monde avec eux.

Allait s'ensuivre un endettement de plus en plus effréné tant de l'État que des citoyens américains. Et c'est bien évidemment Wall-Street qui allait être la grande gagnante de ce modèle de développement quelque peu déséquilibré... (*voir encadré*)

## LA FIN DE L'ÉTALON-OR ET L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE LA GRANDE FINANCE AMÉRICAINE

La logique d'expansion du secteur financier au détriment de l'économie réelle a véritablement démarré avec l'abandon de l'étalon-or par les États-Unis au tournant des années 1970. Les autres pays, incapables de résister à la perte de compétitivité que leur infligera dès lors un dollar en constante dévaluation, n'allaient pas tarder à se débarrasser, eux aussi, du fardeau de la parité-or de leurs propres monnaies.

Libérés de la seule contrainte qui leur liait réellement les mains, les systèmes bancaires occidentaux allaient pouvoir considérablement renforcer leur influence sur la marche de l'économie réelle.

Les banques américaines allaient en outre recevoir un joli coup de pouce du monde politique. En passant à une situation de déficit budgétaire constant, les dirigeants américains allaient en effet offrir un formidable coup d'accélérateur au développement de leur système financier. Comme prévu, serait-on tenté de dire.

Rappelons en effet que la situation budgétaire des États-Unis s'était détériorée, contre toute attente, au moment-même où ceux-ci se retiraient du Viêt-Nam... Une évolution pour le moins contre-intuitive !

On peut bien entendu proposer d'autres lectures de l'effondrement de l'équilibre budgétaire états-unien. Force est néanmoins de constater que les cordons de la bourse de l'État fédéral américain auront dès lors été confiés aux bons soins des banques. La finance privée allait ainsi pouvoir accroître inexorablement son emprise sur le monde politique. Elle s'engraisserait en outre sur le dos du peuple américain, via à un coût de la dette publique toujours plus considérable.

Grâce au statut de monnaie de réserve hyperdominante du (pétro) dollar, une partie de l'inflation liée à la planche à billets américaine allait en outre devoir être absorbée par le reste du monde. La marge de manœuvre des financiers américains n'en serait que plus grande !

Les politiciens américains, quant à eux, allaient passer maîtres dans l'art de générer des déficits croissants, tout en assumant de moins en moins de tâches vis-à-vis du public. A une exception près, toutefois. La présidence Clinton, qui aura réussi à inverser cette tendance de façon spec-

taculaire – jusqu'à engranger des excédents budgétaires considérables en fin de second mandat.

Fort heureusement, les aventures guerrières de son successeur allaient permettre un rapide retour à la normale. En attendant le coup de massue irrémédiable de la fameuse « crise des subprimes », qui allait sceller le destin des systèmes financiers occidentaux !

Mais même les élastiques les plus souples finissent un jour par casser...

Or, l'éclatement annoncé de la bulle de la dette occidentale sonnera le glas de l'ordre monétaire international imposé par les États-Unis au tournant des années 1970.

A ce moment-là, comme nous l'avons vu, « l'hélicoptère monétaire » des banques centrales représentera la seule roue de secours possible pour de nombreux États autrement incapables de faire face à leurs obligations sociales. La nécessité de mettre en place un système de paiement direct entre les citoyens et leur banque centrale offrira ainsi l'occasion d'opérer la transition vers les cryptomonnaies.

C'est précisément ce qu'explique (de façon d'ailleurs inutilement compliquée) un certain Yanis Varoufakis dans son bref – mais instructif – article : « Imaginons un nouveau Bretton Woods ». <sup>112</sup>

Comme nous l'avons vu aux chapitres précédents, les grandes économies occidentales sont déjà très largement équipées pour transiter rapidement vers un système de cryptomonnaies.

L'annonce dès 2017 par la Chine, puis la Russie – et même l'Iran et le Venezuela ! – de la création de leurs propres cryptomonnaies nationales ne laisse donc que peu de doute sur ce point. Quel que soit le rapport de force entre nations au moment du changement de système monétaire, celui-ci se basera, dans tous les cas, sur l'utilisation de cryptomonnaies souveraines.

---

<sup>112</sup> Le Prof. Varoufakis y décrit un mécanisme d'équilibrage entre monnaies « basé sur une *distributed ledger* digitale transparente ». Une terminologie spécifique à la technologie blockchain qui, dans ce contexte, évoque immanquablement les cryptomonnaies. (« Imagining a New Bretton Woods », *project-syndicate.org*, 04/05/2016)

(A l'appui de ce constat, on relèvera encore les efforts déployés depuis plusieurs années par l'ONU pour accompagner des dizaines de pays émergents dans leur « transition vers les paiements digitaux ». <sup>113</sup> Même si, au final, certaines de ces économies ne seront peut-être pas en mesure d'utiliser leur propre cryptomonnaie dans les échanges internationaux !)

Mais le nouvel ordre monétaire international qui se dessine aujourd'hui semble présenter un autre point de consensus majeur.

### **Étalon-or : le retour en force inattendu d'une idée démodée**

En 2011 déjà, le grand patron de presse Steve Forbes avait avancé une prédiction spectaculaire concernant l'avenir de la monnaie américaine. Au cours d'une interview avec la chaîne *NewsmaxTV*, il avait en effet asséné avec calme :

*« Nous allons revenir à un étalon-or. Ce sera une version modernisée, mais fondamentalement, le principe de base sera que le dollar restera constant par rapport à l'or. »*<sup>114</sup>

Une affirmation qu'il allait réitérer occasionnellement au cours des années suivantes – un peu seul, il faut bien le dire.

Il faudra attendre l'année 2015 pour que le sénateur texan Ted Cruz, l'un des principaux candidats de la primaire républicaine, propose lui aussi un retour à l'étalon-or.

Une prise de position qui allait susciter un débat national ! Les grands médias américains allaient toutefois rapidement tomber d'accord sur le fait qu'il s'agissait-là d'une mauvaise idée. Ted Cruz avait dit une grosse bêtise, une de plus. Et l'on s'en était tenu là.

Pourtant, au cours d'une courte interview accordée au magazine *GQ* (!), un autre candidat à l'élection présidentielle – un certain Donald Trump, n'avait pas hésité à apporter son soutien à l'idée de son grand rival :

*« Le retour à l'étalon-or serait difficile, mais mon Dieu, ce serait magnifique ! »*<sup>115</sup>

<sup>113</sup> A travers la « Better Than Cash Alliance », une organisation chapeautée par le Secrétariat général de l'ONU et soutenue notamment par Bill Gates et la Clinton Foundation – ainsi que par diverses entreprises (Visa, Mastercard, Citi Bank, Coca Cola...) et autres ONG (US Aid, World Food Program, Save the Children...).

<sup>114</sup> « Forbes: We Will Return to the Gold Standard », *NewsmaxTV (via Youtube)*, 21/08/2011

<sup>115</sup> « Donald Trump Weighs in on Marijuana, Hillary Clinton, and Man Buns », *GQ Videos*, 23/11/2015

Sans que cette déclaration remarquable du grand favori à l'investiture républicaine n'attire autrement l'attention. Une fois arrivé à la présidence des États-Unis, celui-ci mettra d'ailleurs cette thématique encore plus en sourdine que durant sa campagne.

L'idée de réarrimer le dollar à l'or allait pourtant continuer de travailler la classe politique américaine...<sup>116</sup> Mais les dirigeants de ce pays n'étaient certainement pas les seuls à qui cette question allait faire perdre le sommeil !

De fait, la calamiteuse *crise des subprimes* semble avoir communiqué une idée contagieuse aux grandes nations qui ont su préserver l'indépendance de leur politique économique. Leur idée commune : amasser autant d'or qu'elles le peuvent dans les coffres de leurs banques centrales respectives.

On aura ainsi vu l'Inde acheter d'un seul coup 200 tonnes d'or au FMI en octobre 2009. Le premier ministre Narendra Modi cherchera par la suite à « mobiliser » les réserves détenues par des particuliers – celles-ci se montant, d'après ses estimations, à quelque 20'000 tonnes d'or<sup>117</sup> !

La Chine, quant à elle, aura longtemps gardé une certaine discrétion sur la quantité exacte des réserves d'or amassées par sa banque centrale. En 2014, l'édition allemande du *Wall Street Journal* avait ainsi constaté que la « consommation d'or » annuelle du pays était « supérieure de 500 tonnes » au moins à ce qui était officiellement reconnu. Et c'était sans compter les importations réalisées directement via Shanghai, dont le montant était tenu secret<sup>118</sup> !

L'année suivante, un économiste de *Bloomberg* allait dresser un constat similaire – tout en spéculant sur la volonté du gouvernement chinois de réintroduire l'étalon-or :

« *La grande question, c'est combien d'or ils possèdent. Nous savons qu'officiellement ils en détiennent environ 1'000 tonnes. Mais [ce sont des chiffres qui datent] d'il y a six ans déjà. [...] Notre estimation, chez*

---

<sup>116</sup> En témoigne cette motion déposée au Congrès par un député républicain en mars 2018, qui allait proposer de « définir le dollar comme une quantité fixe d'or ». (Source : « H.R.5404 - To define the dollar as a fixed weight of gold », Rep. Alexander Mooney, *Congress.gov*, 22/03/2018)

<sup>117</sup> « India's Gold Stash Dwarfs Fort Knox Hoard and Modi Wants It », *Bloomberg*, 05/11/2015

<sup>118</sup> « China bunkert heimlich Goldreserven », *WSJ Deutschland*, 25/01/2014

*Bloomberg Intelligence, c'est qu'ils en possèdent environ 3'600 à 4'000 tonnes. Mais s'il devait s'avérer que c'est encore plus, cela leur donnerait une bonne marge pour adosser leur monnaie [à l'or].* »<sup>119</sup>

Or, si la Chine opère dans une opacité assumée, la Russie, elle, affiche ouvertement son ambition d'adosser le rouble à la plus grande quantité d'or possible. La Banque centrale de la Fédération de Russie apparaît ainsi régulièrement au sommet des classements officiels des plus grands acheteurs d'or mondiaux.

C'est d'ailleurs à une chaîne d'information internationale notoirement liée à l'État russe, *Russia Today*, que l'on doit l'explication suivante : les achats d'or effrénés de la Chine et de la Russie viseraient, en réalité, à mettre en place un « étalon-or interne » entre ces pays (*voir encadré*). Ceci dans le but de se débarrasser de l'hégémonie du dollar. Une clé de lecture parfaitement limpide !

### CHINE-RUSSIE : UNE « PLATEFORME DE NÉGOCE D'OR » UN PEU PARTICULIÈRE...

En avril 2016, le vice-président de la Banque centrale de Russie avait commenté ainsi le lancement d'une « plateforme de négoce d'or », lancée conjointement avec la Banque populaire de Chine :

*« En Chine, le commerce de l'or se déroule à Shanghai et en Russie, à Moscou. Notre idée est de créer un lien entre ces deux villes pour intensifier les échanges entre ces deux marchés. »*<sup>120</sup>

Il ne s'agissait donc que de créer une plateforme pour l'échange d'or physique. Rien de plus !

Pourtant, un an et demi plus tard, la chaîne de télévision *Russia Today* allait donner une tout autre signification à ce projet. « L'étalon-or russo-chinois signifie la fin de la dominance américaine », pouvait-on lire en toutes lettres

<sup>119</sup> « Chinese Gold Standard Would be "Game Changer" - Bloomberg Intelligence », *Kitco News (The Street)*, 25/06/2015

<sup>120</sup> « Moscow & Shanghai seek to dominate gold trade », *Russia Today*, 19/04/2016 (l'interview originale avait été publiée en russe le jour-même par *TASS*, une agence de presse détenue par le gouvernement de la Fédération de Russie).

sur le site web de ce grand média paraétatique russe !

*« D'après des responsables russes, les BRICS<sup>121</sup> envisagent [de mettre en place] une plateforme de négoce d'or interne. Lorsque ceci sera fait, l'économie globale sera significativement réorganisée, prédit un expert en métaux précieux. »*

Et ledit « expert en métaux précieux » de développer :

*« Pour Pékin et Moscou, l'Amérique a utilisé le dollar pour contrôler le monde, en imposant une sorte d'étalon-or 2.0. Ils souhaitent s'émanciper de ce contrôle. [...] En fixant le prix du pétrole en yuan, en permettant d'effectuer [des transactions financières] adossées à l'or à Shanghai et en établissant [deux banques d'aides au développement], la Chine offre une alternative au système post-Bretton Woods. Cela va assurément changer la donne. »<sup>122</sup>*

La « plateforme de négoce » apparemment anodine avait donc un but d'une portée historique : tordre le bras aux États-Unis pour imposer un nouvel ordre monétaire international !

Cette ruée vers l'or que nos grands médias auront longtemps fait mine de ne pas voir ne concerne d'ailleurs pas seulement les poids lourds de la géopolitique mondiale. Kazakhstan, Turquie, Iran, Iraq, Jordanie, Thaïlande, Philippines, Corée du Sud... Au cours des années 2010, les banques centrales de nombreuses autres économies – aux tailles d'ailleurs fort variables – ont entrepris de renforcer massivement leurs stocks d'or !

Depuis 2012 par ailleurs, plusieurs pays se sont subitement décidés – sinon à acquérir plus d'or, du moins à rapatrier leurs stocks déposés à l'étranger. Cela a été successivement le cas du Venezuela, de l'Allemagne, des Pays-Bas – ou encore de la Hongrie et de la Turquie.

<sup>121</sup> Un groupement économique qui réunit le **B**résil, la **R**ussie, l'**I**nde, la **C**hine et l'**A**frique du Sud (**S**outh Africa, en anglais).

<sup>122</sup> « Russia-China real gold standard means end of US dollar dominance », *RT.com*, 09/12/2017

## RAPATRIEMENT DE L'OR : LA SUISSE À CONTRE-COURANT

En 2014, une initiative populaire intitulée « Sauvez l'or de la Suisse ! » avait tenté de faire rapatrier l'or de la Banque nationale encore détenu au Canada et en Grande-Bretagne. Soit quelque 310 tonnes, d'après les données officielles.<sup>123</sup>

Il faut dire qu'au tournant des années 2000, la Banque nationale suisse s'était déjà défait de plus de la moitié de ses stocks d'or à des prix historiquement bas. Ceci avec la bénédiction des milieux politiques, soit dit en passant.<sup>124</sup>

C'est ainsi que le projet de loi qui visait à préserver – et reconstituer – les stocks d'or suisses allait se heurter à l'opposition de *tous* les partis politiques. Y compris de l'UDC, qui était pourtant censée avoir parrainé l'initiative (en réalité, si de nombreuses sections locales y étaient favorables, la direction nationale, elle, y était opposée).

Le projet s'étant heurté à une opposition médiatique généralisée, le référendum allait donner lieu à un résultat catastrophique. La Suisse ne rapatrierait pas son or.

Le président turc, justement, se sera distingué par un volontarisme remarquable sur la question du renforcement des stocks d'or nationaux. En 2016, il en avait ainsi appelé à « ceux qui ont des devises sous le matelas » pour « qu'ils les changent contre de l'or » (ou tout au moins contre des livres turques).<sup>125</sup>

Deux ans plus tard, Recep Tayyip Erdogan allait en outre critiquer verbalement le fonctionnement des prêts du FMI :

*« J'ai fait une proposition au sommet du G20. Pourquoi tous les prêts sont-ils faits en dollars ? Utilisons une autre devise. Je suggère que les*

<sup>123</sup> « Initiative sur l'or – Questions et réponses » [Communiqué de presse de la Banque nationale suisse], *snb.ch*, 07/10/2014

<sup>124</sup> cf. notre ouvrage *Le Crépuscule de la Banque nationale suisse* à la section « Accords de Washington : le début de la liquidation du patrimoine national ».

<sup>125</sup> « Erdogan urges Turks to convert foreign currency to lira », *AFP*, 02/12/2016

*emprunts soient basés sur l'or. Avec le dollar, le monde est toujours sous la pression des taux de change. Il faut que nous sauvions les États et les nations de cette pression. A travers l'Histoire, l'or n'a jamais été un outil d'oppression.* »<sup>126</sup>

Et nous voilà retombés dans la grille de lecture russe : adosser les transactions internationales à l'or pour faire contrepoids au dollar !

Mais n'est-ce pas là la clé de toute l'affaire ? Si l'on admet qu'un système monétaire alternatif est déjà envisageable – en particulier du fait de la puissance financière chinoise, alors les États-Unis doivent, eux aussi, montrer qu'ils sont capables de suivre le mouvement. Il serait par conséquent parfaitement compréhensible que les dirigeants américains se préparent discrètement à réadosser leur monnaie à l'or...

### **Les transactions financières adossées à l'or : une tendance mondiale !**

En janvier 2018, l'agence *Reuters* avait indiqué que le World Gold Council<sup>127</sup> souhaitait standardiser les lingots d'or de 1 kilo au niveau mondial.

« *L'objectif est de créer des barres standard qui puissent être utilisées dans le monde entier et livrées n'importe où, en utilisant potentiellement la blockchain pour identifier les barres.* »<sup>128</sup>

Ah, la blockchain, encore et toujours la blockchain... Et pourquoi pas un simple système de suivi logistique, comme lors de l'expédition de n'importe quel colis entre deux pays quelconques ?

En réalité, la réponse avait été donnée tout au début de l'article : ces lingots standardisés (ou « kilobarres ») pourraient être utilisés pour garantir certaines *transactions financières* !

Une information qui n'avait rien d'anodin...

En Suisse, par exemple, la société Vaultoro avait développé une plateforme digitale basée sur la blockchain qui aurait permis, justement, d'effectuer des transactions financières basées sur l'or. Elle y avait toutefois renoncé, de peur de... concurrencer le monopole de l'État sur la monnaie !

---

<sup>126</sup> « International loans "should be based on gold, not dollars": Erdoğan », *Hurriyet Daily*, 16/04/2018

<sup>127</sup> Une association qui regroupe plusieurs sociétés majeures – principalement anglo-saxonnes – actives dans la production d'or. La China National Gold Corporation, le plus important producteur d'or chinois, en est également membre.

<sup>128</sup> « Exclusive: World Gold Council investigates standard for gold kilobars », *Reuters*, 22/01/2018

« *Battre de la monnaie privée est illégal dans la plupart des pays. Or, en créant un jeton digital et en disant que 1 jeton représente [par exemple] 1 gramme d'or, vous êtes en fait en train de battre votre propre monnaie.* »<sup>129</sup>

Voilà sans doute pourquoi en Grande-Bretagne et au Canada, ce sont les sociétés publiques chargées du stockage des réserves d'or nationales (The Royal Mint et Royal Canadian Mint) qui se sont attelées au développement de ce type de plateformes...<sup>130</sup>

Quant à la Russie et à la Chine, nous avons vu que c'étaient leurs banques centrales respectives qui s'étaient chargées du développement de leur mystérieuse « plateforme de négoce d'or » commune. Gageons que le fonctionnement de celle-ci n'est pas très différent de celui de ses homologues occidentales !

Mais alors, les États-Unis seraient-ils à la traîne ? On pourrait le penser si le Texas n'avait pas officiellement inauguré, à la mi-année 2018, un « espace de stockage de lingots » d'un genre nouveau :

« *L'installation ne servira pas seulement de lieu d'entreposage sécurisé pour les individus, les entreprises [...] et même les États. La loi crée également un mécanisme qui permettra l'emploi de l'or et de l'argent dans les transactions quotidiennes. Pour faire court, les gens pourront déposer de l'or et de l'argent – et payer d'autres personnes par transfert électronique [...] avec de la monnaie saine.* »<sup>131</sup>

Voilà encore une infrastructure qui permettrait, concrètement, d'introduire une monnaie électronique couverte par l'or ! Un fait d'ailleurs mis en évidence par un professeur de l'Université de Houston lors du lancement du projet :

« *L'impact financier est modeste, mais l'impact politique est significatif. Beaucoup de conservateurs sont intéressés par un retour à l'étalon-or...* »<sup>132</sup>

Et alors, que penser de la « cryptomonnaie basée sur l'or » développée par la société californienne Emergent Technologies ? Au mois d'août 2018, le magazine économique *Bilan* avait relevé que, contre toute

<sup>129</sup> « 5 Reasons Why Putting Gold onto a Blockchain Is a Bad Idea », *Vaultoro*, 26/02/2017

<sup>130</sup> Sources :

- « CME Group, UK's Royal Mint test blockchain-based gold trading platform », *Reuters*, 29/11/2016
- « Canadian Mint joins gold-trading blockchain network », *Business Insider*, 23/12/2016

<sup>131</sup> « The Texas Bullion Depository Officially Opened For Business This Week », *ZeroHedge*, 15/06/2018

<sup>132</sup> « A gold depository in Texas moves closer to reality », *Star Telegram*, 29/07/2016

attente, cette entreprise discrète n'allait pas lancer son Gold-Coin aux États-Unis... mais bien en Suisse<sup>133</sup> !

Et l'hebdomadaire genevois de relever que ce projet en apparence exotique n'avait en réalité rien de bien exceptionnel :

« *En début d'année, c'est Perth Mint, la plus grande raffinerie d'or australienne, qui avait annoncé son intention de créer une cryptomonnaie basée sur de l'or physique cette année.*

*Le site goldscape a recensé de nombreux projets dans ce domaine, aux noms tous plus similaires les uns que les autres : Golden Currency à Singapour, GoldVein et GoldMineCoin en Russie, KaratGold en Allemagne, Sudan Gold Coin à Dubai... On en compte plusieurs dizaines en cours de création. Même si rien ne dit qu'elles verront toutes le jour. »*

A ce stade, on peut avoir l'impression que le nouvel ordre monétaire international est déjà dans les cartons. Les principaux acteurs économiques mondiaux semblent en effet s'être déjà mis d'accord sur deux points essentiels, à savoir : l'emploi généralisé des cryptomonnaies souveraines – et la couverture-or des monnaies utilisées dans les échanges internationaux. A ceci, on peut encore ajouter que l'emploi de la blockchain permettra de vérifier *en temps réel* que la valeur de chaque monnaie sur le marché des changes n'excède pas sa couverture-or<sup>134</sup>.

Il resterait à comprendre comment un pays comme le Canada a pu se délester de *l'intégralité* de ses réserves d'or tout en sachant qu'il en aurait bientôt le plus grand besoin !

---

<sup>133</sup> « Le renouveau des cryptomonnaies basées sur l'or », *Bilan*, 13/08/2018

<sup>134</sup> Comme l'explique par exemple le professeur d'économie monétaire suisse Sergio Rossi, il sera alors nécessaire qu'un institut supranational chapeaute les transactions entre les pays qui appartiennent à des zones monétaires différentes (cf. « Plan pour un nouvel ordre monétaire européen », *Interventions Économiques*, 2018). De façon quelque peu inattendue, le Prof. Yanis Varoufakis a quant à lui proposé que ce rôle soit confié au FMI, institution dont il est pourtant un critique virulent (cf. « Imagining a New Bretton Woods », *project-syndicate.org*, 2016)...

## MANIPULATION DES COURS DE L'OR : COMMENT LA « THÉORIE DU COMLOT » S'EST TRANSFORMÉE EN « VERSION OFFICIELLE »

Le 9 mai 2014, l'émission *makro* de la grande chaîne de télévision allemande 3Sat avait consacré un court documentaire aux manipulations (supposées) du cours de l'or par les banques. L'entrée en matière de la présentatrice était pour le moins énergique :

*« Un simple coup d'œil au prix de l'or suffit à révéler des machinations qui ont tout d'un véritable roman à suspens. »*

S'offrait alors au spectateur une vue plongeante sur les gratte-ciel londoniens environnés de brume. Et une voix masculine de déclamer :

*« Londres ! Le plus important marché de l'or au monde ! C'est ici que se décide si le prix de l'or monte ou baisse. Deux fois par jour, une poignée de banquiers s'appellent pour déterminer le prix du précieux métal. [...] Ce fixing n'est pas surveillé. Cette générosité a visiblement conduit à de graves manipulations de prix. Seules cinq banques participent au fixing londonien... »*

S'ensuivait une charge en règle menée par le chef économiste d'une banque régionale allemande :

*« La situation, c'est que ce marché est dominé par trois acteurs américains essentiels. Ces banques détiennent une part de marché de l'ordre de 80%. En d'autres termes, on est proche d'une structure monopolistique, avec naturellement le pouvoir de manipuler le marché que cela comporte. »*

*« Et [ce pouvoir] est visiblement utilisé abondamment. »,* renchérissait la voix off. S'ensuivait une explication quant à la manière (supposée) dont des contrats portant sur de « l'or-papier » permettaient à HSBC, Citibank et JP Morgan de faire pression sur le cours de l'or.

Depuis lors, de nombreuses banques (HSBC, UBS, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JP Morgan...) – et même le consortium de chimie industrielle allemand BASF ! – ont été poursuivis par les tribunaux américains pour manipulation des prix de l'or, de l'argent ou encore du platine et du palladium. Avec des milliards de dollars de pénalités à la clé pour plusieurs d'entre eux – mais très peu d'explications pour le public !

(A noter que les autorités de surveillance des marchés financiers an-

glaise et suisse ont, elles aussi, poursuivi plusieurs banques pour des affaires de manipulation du cours de divers métaux précieux. Ces procédures, encore plus discrètes que celles menées aux États-Unis, sont toutefois largement restées hors du champ de conscience du public.)

Quant au reportage de 3Sat, il était toujours en ligne à la mi-année 2018, accompagné d'un texte de présentation triomphant :

*« C'est officiel. Le marché de l'or est lui aussi manipulé. On le supposait depuis longtemps. Les fluctuations de prix bizarres sont tout simplement trop évidentes. »*



---

# **Nouvelles technologies financières : des enjeux éthiques et sociaux explosifs**

*« L'intelligence artificielle est en train de tuer la [vie privée,] parce que nous sommes totalement transparents pour l'intelligence artificielle. »*

Dr. Laurent Alexandre,  
entrepreneur technologique  
et conseiller du Parlement français  
en matière d'intelligence artificielle,  
septembre 2017

*« L'intelligence artificielle va être amenée à jouer un rôle essentiel dans des domaines aussi variés que cruciaux (santé, banque, logement...) [...] Sans possibilité d'expliquer les décisions prises par [l'intelligence artificielle], il apparaît difficile de les justifier. Or, **comment accepter l'injustifiable dans des domaines aussi décisifs pour la vie d'un individu que l'accès au crédit, à l'emploi, au logement, à la justice ou à la santé ?** »*

Mission parlementaire sur  
« la stratégie française en matière  
d'intelligence artificielle »,  
mars 2018



## FinTech, Big Data et intelligence artificielle : les nouvelles amours des banques centrales

« La société commence à peine à comprendre les implications économiques, éthiques et sociales de l'intelligence artificielle. »

(Banque fédérale d'Allemagne, février 2018)

En décembre 2017, l'agence *Bloomberg* avait relevé que le recours croissant des banques centrales aux données du *Big Data* était une tendance mondiale : Autorité monétaire de Singapour, Banque du Japon, Banque de Chine, Bank of India, Banque centrale de Russie, Banque centrale européenne, Réserve fédérale américaine... On ne comptait plus les instituts monétaires – grands et petits – qui cherchaient à « canaliser la puissance des données » pour améliorer la qualité de leurs prédictions<sup>135</sup> !

Quelques mois plus tard, le chef économiste de la Banque d'Angleterre allait offrir aux étudiants de la King's Business School de Londres, un aperçu plus précis de ce que le *Big Data* pouvait offrir à son institution. Avant tout, les nouvelles méthodes d'analyse de données devaient permettre d'améliorer fortement certaines mesures économétriques. Il s'agissait, par exemple, d'évaluer plus précisément des variables telles que le niveau du PIB, des salaires, des prix à la consommation, etc.

Un autre exemple concret mis en avant par le banquier central concernait le marché hypothécaire. En constituant de gigantesques bases de données, la Banque d'Angleterre avait réussi à « obtenir une meilleure visibilité sur le comportement des ménages et du marché du logement ». C'est d'ailleurs sur la base de ces analyses qu'elle avait imposé, en cours d'année 2014, de nouvelles « restrictions [...] à l'octroi de crédits hypothécaires aux ménages britanniques ».

---

<sup>135</sup> « How Central Banks Are Using Big Data to Help Shape Policy », *Bloomberg*, 18/12/2017

Mais l'aspect le plus fascinant de la présentation était sans doute le suivant. Dans un futur proche, l'évolution technologique allait permettre d'obtenir « une carte des flux financiers et des flux d'activités qui parcourent l'ensemble de l'économie ». Le tout étant observable « en temps réel », « comme cela se fait déjà pour la circulation routière ».<sup>136</sup>

Il serait alors possible de « modéliser ces flux – et de les modifier à travers des changements de politique ».

Grâce à l'intelligence artificielle, il serait en outre possible de prédire l'évolution d'un « système économique et financier complexe », notamment suite à des « chocs » de politique monétaire.

Si toutes ces applications semblaient plutôt bien entrer dans le cadre des attributions traditionnelles des banques centrales, certaines des « promesses » du *Big Data* demeuraient beaucoup plus mystérieuses. Comme, par exemple, l'idée selon laquelle certaines méthodes d'analyse de texte automatisées pourraient permettre de « s'adresser au grand public » de façon plus efficace<sup>137</sup>...

En tout état de cause, l'article de *Bloomberg* que nous venons de citer indiquait que de nombreuses banques centrales recouraient d'ores et déjà à **l'intelligence artificielle (IA)** pour traiter les données du *Big Data*<sup>138</sup>. Sans que le but de leur démarche n'apparaisse toujours très clairement !

On peut par exemple citer le cas de la Banque nationale du Canada, qui aura recruté un nouveau responsable de l'intelligence artificielle dans le but affiché... « d'améliorer l'expérience-client ». Littéralement !

*« Je suis très heureux de joindre une institution de pointe telle que la Banque nationale. Ce n'est pas tous les jours que l'on a l'opportunité de contribuer au développement de prestations concrètes pour simplifier la vie des gens. »*<sup>139</sup>

<sup>136</sup> Ibid.

<sup>137</sup> Le fait de pouvoir « atteindre une audience plus large » semble d'ailleurs être au cœur des préoccupations d'Andrew Haldane, l'actuel chef économiste de la Banque d'Angleterre (cf. « Central Bank Communications and the General Public », coécrit avec le Prof. Michael McMahon et paru en début d'année 2018).

<sup>138</sup> Via un recours largement répandu à *l'apprentissage automatique*, notamment.

<sup>139</sup> « National Bank announces the appointment of Manuel Morales as Chief Scientist, Artificial Intelligence » [Communiqué de presse], Banque nationale du Canada, 14/05/2018

Dixit le communiqué de presse officiel de la banque centrale canadienne. A vous faire désespérer d'obtenir le début d'une information tangible...

### **Votre solvabilité bientôt évaluée... par Twitter et Facebook ?**

Mais voilà que la Banque fédérale d'Allemagne considère, elle aussi, que « les banques centrales doivent adopter l'intelligence artificielle ». Car ces techniques pourraient permettre de mieux réguler le marché du crédit... notamment grâce aux données collectées sur les réseaux sociaux !

*« Les consommateurs pourraient être évalués par l'intelligence artificielle lorsqu'ils sollicitent un emprunt hypothécaire. Recouper des données provenant des transactions internes, **des réseaux sociaux et d'autres sources** fournit une image plus pertinente des emprunteurs bancaires. Il se peut toutefois que les refus soient difficiles à comprendre. »<sup>140</sup>*

Des paroles d'un poids particulier, puisqu'elles ont été prononcées à Bruxelles, à l'occasion d'une conférence organisée par la Commission européenne...

Nous remarquerons avant tout qu'ici, le fait d'observer les gens sur les réseaux sociaux ou de leur refuser un crédit sur la base d'une évaluation automatisée n'est pas considéré comme problématique. Au contraire même, puisque cette approche permet d'obtenir « une image plus pertinente des emprunteurs » ! Le véritable défi, c'est de réussir à expliquer aux gens les raisons d'un éventuel refus, malgré la complexité – et peut-être même l'opacité – du processus de décision.

Il se pourrait d'ailleurs que cette approche révolutionnaire ait été adoptée depuis plusieurs années par la Banque d'Angleterre. Car en 2014 déjà, cette institution s'était justement tournée vers les réseaux sociaux (notamment Twitter et Facebook) pour alimenter ses « modèles d'analyse »<sup>141</sup> !

Une information spectaculaire qui avait été révélée par la chaîne de

<sup>140</sup> « Artificial intelligence (AI) in finance: Six warnings from a central banker », Intervention at the 2nd Annual FinTech Conference (Brussels), *bundesbank.de*, 27/02/2018

<sup>141</sup> « Bank of England turns to Google to shed light on economic trends », *The Guardian*, 13/06/2011

télévision *Sky News*... en pleines fêtes de Noël ! Au cours de son interview, le chef économiste de la banque centrale britannique avait bien évidemment insisté sur le fait que les données des Internauts seraient entre de bonnes mains.

Les explications d'Andrew Haldane<sup>142</sup> n'étaient pourtant pas exemptes d'une certaine ambiguïté. Il apparaissait, par exemple, que la Banque d'Angleterre pouvait décider elle-même si elle voulait – ou non – rendre les données personnelles collectées anonymes...

*« Il faut clairement trouver un équilibre entre le respect de la vie privée et le fait de comprendre au mieux ce qui est en train de se passer [...] Nous pouvons anonymiser [les données collectées] – c'est tout-à-fait logique lorsque l'on agrège les données... »<sup>143</sup>*

La même Banque d'Angleterre avait par ailleurs conclu, dès 2011, un partenariat avec la société Google. Car les « recherches effectuées sur Internet » permettaient d'obtenir « des informations sur les comportements économiques » !<sup>144</sup>

Y compris, peut-être, pour mieux évaluer le profil de risque des demandeurs de crédit ?

## **Vers une surveillance plus étroite du marché du crédit**

Il ne s'agit peut-être que d'une coïncidence, mais les faits sont bien là. En même temps qu'elle commençait à puiser dans les « sources de données non conventionnelles » du *Big Data*, la Banque d'Angleterre introduisait de nouveaux mécanismes de contrôle du crédit bancaire.

C'est ainsi qu'après avoir donné un premier tour de vis au crédit hypothécaire en 2014, la banque centrale britannique allait encore accroître la pression sur les investissements immobiliers dès le début de l'année 2016.

De telle sorte que la banque Santander, par exemple, n'allait pas tarder à annoncer qu'elle renoncerait désormais à prêter à certaines catégories d'investisseurs.<sup>145</sup>

<sup>142</sup> A noter que M. Haldane est également l'auteur de la passionnante présentation sur les « promesses du *Big Data* » que nous venons de survoler (cf. plus haut).

<sup>143</sup> « Bank of England to Monitor Social Networks », *Sky News*, 26/12/2014

<sup>144</sup> « Bank of England turns to Google to shed light on economic trends », *The Guardian*, 13/06/2011

<sup>145</sup> « Buy-to-let lending squeeze: 'some banks won't lend at all' », *The Telegraph*, 17/09/2017

Cette volonté de surveiller plus étroitement les emprunteurs n'est d'ailleurs pas une spécificité britannique. Dès l'année 2011, la Banque centrale européenne avait en effet lancé la construction d'une base de données géante, destinée à fournir des informations « ultra-détaillées » sur les prêts octroyés dans les pays de la zone euro. Et même dans « certains » pays non membres !

Cette centralisation de l'information devait ainsi permettre d'examiner la *situation d'endettement globale* des demandeurs de crédit. L'un des objectifs étant de permettre aux autorités compétentes de bloquer les prêts qu'elles jugeraient trop risqués, sur la base d'une étude au cas-par-cas :

*« Bien qu'au début du projet aucune donnée ne sera collectée dans un but spécifique de supervision, ces données rendront également service à la supervision bancaire de diverses manières – **grâce notamment [...] à l'identification unique des contreparties [c'est-à-dire des emprunteurs] vis-à-vis de l'ensemble de la population des prêteurs.** »*<sup>146</sup>

Or, quoi que l'on pense du système de « notation sociale » chinois, cette gigantesque expérience démontre justement qu'il est parfaitement possible, dès aujourd'hui, d'automatiser l'évaluation des emprunteurs. Y compris en s'appuyant sur des données extraites des réseaux sociaux ! (Nous reviendrons sur cette question d'une grande actualité au chapitre suivant.)

Il apparaît ainsi que dans un avenir proche, l'emploi de l'intelligence artificielle conjugué à la constitution de bases de données financières géantes devrait permettre de réguler le marché du crédit de façon largement automatisée. Que ce soit pour surveiller « l'exposition au risque globale » des instituts de crédit – ou pour examiner les demandes de prêts au cas-par-cas.

Reste à voir jusqu'où nous serons prêts à aller dans le prélèvement de données privées – des individus comme des entreprises – afin de garantir une surveillance efficace du marché du crédit...

---

<sup>146</sup> « AnaCredit: banking with (pretty) big data », *Central Banking focus* report 2016 (Cet article de référence, signé par le chef statisticien de la BCE, est abondamment cité dans les publications officielles de l'établissement – ainsi que dans celles de la Banque des règlements internationaux.)

## DES « BOÎTES NOIRES » POUR DÉCIDER DE « L'ACCÈS AU CRÉDIT, À L'EMPLOI, AU LOGEMENT, À LA JUSTICE ET À LA SANTÉ » ?

*« L'intelligence artificielle va être amenée à jouer un rôle essentiel dans des domaines aussi variés que cruciaux (santé, banque, logement...) [...] Il doit être possible d'ouvrir les boîtes noires, mais également de réfléchir en amont aux enjeux éthiques que les algorithmes d'intelligence artificielle peuvent soulever. »<sup>147</sup>*

Début mars 2018, le mathématicien – et député de la majorité parlementaire – Cédric Villani avait rendu au gouvernement français son rapport sur « la stratégie en matière d'intelligence artificielle ». Or, ce grand scientifique y avait relevé le fait qu'à l'avenir, l'intelligence artificielle serait appelée à jouer un « rôle essentiel » dans des « domaines aussi décisifs pour la vie d'un individu que l'accès au crédit, à l'emploi, au logement, à la justice [et] à la santé »...

Le fait de pouvoir « ouvrir les boîtes noires » de l'intelligence artificielle afin d'en comprendre le fonctionnement tenait donc « de l'enjeu démocratique ». Mais cet objectif était-il réellement atteignable ?

Au cours d'un « forum parlementaire » consacré à l'intelligence artificielle qui s'était tenu à Paris quelques mois plus tôt, certains intervenants avaient justement émis de sérieux doutes à ce propos :

*« Mounir Mahjoubi [le secrétaire d'État chargé du numérique] a très bien expliqué aux parlementaires que vouloir rendre la boîte noire des algorithmes transparente n'est pas possible, **parce qu'une intelligence artificielle, par définition, restera une boîte noire.** Les bons sentiments, la volonté de rendre l'intelligence artificielle transparente veut dire que nous n'aurions pas d'intelligence artificielle. »<sup>148</sup>*

De fait, le « rapport Villani » allait lui-même poser un constat largement similaire :

*« Une grande partie des considérations éthiques soulevées par [l'intelligence artificielle] tiennent à l'opacité de ces technologies. En dépit de leur performance accrue dans de nombreux domaines, [...] il est souvent*

<sup>147</sup> « Donner un sens à l'intelligence artificielle » [Mission parlementaire du 8 septembre 2017 au 8 mars 2018], *ladocumentationfrancaise.fr*, mars 2018

<sup>148</sup> 1<sup>er</sup> Forum parlementaire de l'intelligence artificielle [Intervention du Dr. Laurent Alexandre], RM conseil (via *Youtube*), 14/11/2017

*très difficile d'expliquer leurs décisions [...] C'est le fameux problème de la boîte noire : des systèmes algorithmiques dont il est possible d'observer les données d'entrée (input), les données de sortie (output) mais dont on comprend mal le fonctionnement interne. »<sup>149</sup>*

A défaut de véritablement pouvoir « ouvrir les boîtes noires », il faudrait ainsi tout au moins pouvoir « expliquer les décisions prises » par l'intelligence artificielle. Sans quoi il serait bien évidemment impossible de faire accepter au public ces technologies « d'une grande opacité » !

Ce constat était notamment valable en matière de crédit, où l'on ne pourrait plus nécessairement s'appuyer sur des « règles définies à l'avance », du type : « si vos revenus sont inférieurs à tant par mois, le prêt vous sera refusé ».

Il apparaissait en effet qu'il serait par exemple utile, à l'avenir, de tenir compte des informations collectées sur les réseaux sociaux pour évaluer les emprunteurs :

*« Cette révolution [du Big Data] est rendue possible par [...] l'avènement du web 2.0 [c'est-à-dire des réseaux sociaux] et des contenus générés par les utilisateurs [...] Dans le secteur bancaire, il s'agit par exemple de mieux prédire les probabilités de défaut de paiement des emprunteurs... »<sup>150</sup>*

Mais comment expliquer à un emprunteur que sa demande de crédit a été rejetée à cause de son activité en ligne ? Nous connaissons peut-être bientôt la réponse !

<sup>149</sup> « Donner un sens à l'intelligence artificielle » [Mission parlementaire du 8 septembre 2017 au 8 mars 2018], *ladocumentationfrancaise.fr*, mars 2018

<sup>150</sup> Ibid. (p.149)



## Encadrement du marché du crédit : jusqu'où irons-nous dans la collecte de données privées ?

« Traditionnellement, nous nous appuyions beaucoup sur la théorie [...] Ce dans quoi nous investissons aujourd'hui, c'est exactement le contraire. Nous prenons [...] de grandes bases de données qui viennent d'un peu partout – de sources traditionnelles, mais **aussi de sources non traditionnelles** [...] et nous les moulinons pour essayer de leur faire raconter une histoire. »

(Andrew Haldane, chef économiste  
de la Banque d'Angleterre, 26/12/2014)

Nous venons de voir que certaines banques centrales affichaient – plus ou moins ouvertement – leur intention de s'appuyer sur le *Big Data* pour mettre sous tutelle le marché du crédit.

Mais jusqu'où pourrons-nous aller, à l'avenir, dans la collecte de données privées pour sélectionner les meilleurs emprunteurs ? Nous avons vu, par exemple, que la Banque d'Angleterre s'était associée, au cours des années 2010, à des entreprises telles que Google, Facebook et Twitter pour alimenter ses « modèles d'analyse ».

Nous avons également vu que la Banque fédérale d'Allemagne trouvait intéressante l'idée de pouvoir utiliser des données extraites « des réseaux sociaux et d'autres sources » pour évaluer les demandeurs de crédits. Or, ce qui intéresse les instituts de crédits, c'est bien de pouvoir déterminer le *profil de risque* de leurs clients... Il faut donc bien admettre que notre activité sur les réseaux sociaux fournit des informations pertinentes sur notre solvabilité financière !

Tout comme elle permet, visiblement, d'obtenir de précieuses informations sur notre état santé... (cf. *L'activité en ligne des Européens intégrée à leur dossier médical !*, p. 113)

Mais au-delà de ce constat choquant, il est évident que les données privées des entreprises présentent, elles aussi, un intérêt majeur en matière de surveillance du marché du crédit.

## L'ARRIVÉE DISCRÈTE – MAIS DÉCISIVE – DE FACEBOOK SUR LE MARCHÉ DES SERVICES FINANCIERS

Dès le mois d'avril 2016, le grand quotidien britannique *The Independent* avait averti des bouleversements que provoquerait l'arrivée inéluctable de la société Facebook sur le marché des services financiers :

*« Si vous savez où les gens sont allés, quels sites ils visitent, quelles applications ils téléchargent – et aussi quelles sont leurs habitudes d'achat, alors vous savez énormément sur eux. Bien plus que leur banquier, leur fournisseur de cartes de crédit et de débit, ou encore leur opérateur de téléphonie mobile. [...] Le défi [pour le secteur financier], c'est que **Facebook pourrait devenir capable de mieux évaluer le risque de crédit que les banques et les fournisseurs de cartes de crédit** – ce qui lui permettrait de jouer un rôle d'intermédiaire dans les prêts de particulier à particulier (peer-to-peer lending). »<sup>151</sup>*

Et voilà qu'en août 2018, l'Agence France Presse (AFP) allait révéler que Facebook avait approché diverses banques américaines depuis « plusieurs mois » déjà. Ceci dans le but d'obtenir des données tant sur la situation financière de leurs clients – que sur leurs habitudes d'achat :

*« Le groupe de Mark Zuckerberg souhaitait avoir **des informations sur toutes les transactions financières effectuées par carte bancaire et connaître les soldes des comptes courants de clients** [...] Il demandait des informations sur les commerces avec lesquels ils font affaire [...] Facebook n'a en revanche pas précisé quelle utilisation il entendait faire des données demandées [...]*

*“Comme plusieurs entreprises Internet avec des activités commerciales, nous nous associons à des banques et des émetteurs de cartes ban-*

---

<sup>151</sup> « Facebook payment system will change banking forever », *The Independent*, 23/04/2016

caires pour offrir des services comme le chat (une messagerie instantanée) avec les clients **et la gestion de compte**”, a répondu à l’AFP une porte-parole [de Facebook].

Et d’ajouter : **“Les comptes courants liés aux pages Facebook permettent à leurs propriétaires de recevoir en temps réel des actualisations sur Messenger et peuvent ainsi garder les traces sur les données de leurs transactions, comme des reçus de caisse, les dates de livraisons et le solde de leurs comptes courants”.** »<sup>152</sup>

Facebook marchait donc résolument dans les pas de son pendant asiatique, Tencent. Car depuis plusieurs années déjà, le grand média social chinois s’était lancé dans les services de paiement mobiles – via son système de messagerie (WeChat), justement. Et ce, avec des résultats spectaculaires<sup>153</sup> !

Enfin, il nous faut encore signaler le fait que cette gigantesque société d’investissement<sup>154</sup> s’est lancée depuis 2015 dans l’évaluation de la solvabilité financière de ses utilisateurs. Avec cette confirmation des autorités chinoises : oui, Tencent se sert des informations collectées sur les réseaux sociaux pour mieux évaluer les emprunteurs ! (cf. ci-dessous)

Il y a quelque raison de penser que Facebook ne tardera pas à en faire autant...

## Entreprises : adopter le cloud ou renoncer à emprunter ?

On sait en effet que depuis le début des années 2010, les géants de l’informatique d’entreprise – tels que Microsoft, IBM, SAP ou Salesforce – se sont mis à commercialiser massivement la technologie du *cloud computing*. Or ce mode de stockage des données met à leur disposition toutes les informations fournies par les sociétés clientes.

<sup>152</sup> « Facebook veut accéder aux données bancaires de ses utilisateurs », *Agence France Presse* (via Le Parisien), 07/08/2018

<sup>153</sup> D’après une étude relayée par le magazine Forbes en juin 2017, Tencent gérait alors à elle seule environ 40% des paiements mobiles chinois. Un marché en pleine expansion et qui représentait alors déjà un volume de transactions de quelque 5’000 milliards de dollars par an ! (cf. « Is WeChat Pay Taking Over Alipay? », Forbes, 20/06/2017)

<sup>154</sup> La capitalisation de Tencent a dépassé celle de Facebook en novembre 2017.

Le fait que les mêmes entreprises soient également des pionnières de la *blockchain* mérite ainsi toute notre attention. Car l'intérêt pour cette technologie signale la volonté de pouvoir partager les informations disponibles avec plus de facilité (grâce à la sécurité que doit offrir le cryptage, en particulier).

Mais dans quel contexte une entreprise pourrait-elle bien vouloir transférer des données qui touchent à son fonctionnement interne, si ce n'est pour les mettre à la disposition de consultants... ou d'instituts de crédit ? On peut ainsi se demander si, à l'avenir, le fait de rendre certaines données disponibles sur le *cloud* ne deviendra pas, pour les entreprises, une condition nécessaire à l'obtention de prêts...

D'autant plus que de nombreuses banques centrales cultivent des relations extrêmement étroites avec les entreprises du secteur « Fin-Tech », dont le président de la Banque d'Angleterre aura tant vanté les mérites :

*« A l'avenir, la FinTech devrait permettre de collecter – et de partager – une large gamme d'informations financières et non-financières entre un nombre plus important d'acteurs [...] à l'intérieur du pays comme à l'international. »*<sup>155</sup>

Or, cette « large gamme d'informations » collectées tant sur les individus que sur les entreprises pourrait être utilisée, à l'avenir, pour imposer une surveillance financière étroite à certains acteurs économiques. C'est en tout cas ce qu'aura laissé entendre un haut dirigeant de la Banque fédérale d'Allemagne au cours d'une conférence organisée par la Commission européenne :

*« A travers des conseillers-robots, par exemple, l'intelligence artificielle peut directement influencer et contrôler les décisions financières quotidiennes des clients et, en fin de compte, leur bien-être. »*<sup>156</sup>

Peut-on alors imaginer qu'un coaching financier personnalisé (et automatisé !) aide un jour les emprunteurs à s'aligner sur un comportement

<sup>155</sup> « The promise of FinTech – Something new under the sun » (Deutsche Bundesbank G20 conference), *bankofengland.co.uk*, 25/01/2017

<sup>156</sup> « Artificial intelligence (AI) in finance: Six warnings from a central banker », Intervention at the 2nd Annual FinTech Conference (Brussels), *bundesbank.de*, 27/02/2018

économique idéal, afin d'augmenter leurs chances d'obtenir un prêt ? Dans un tel cas de figure, les banques centrales pourraient d'ailleurs jouer un rôle d'accélérateur dans la transformation de l'économie. Il leur deviendrait par exemple possible d'accompagner les entreprises vers un mode de fonctionnement plus « écologique »... ou plus robotisé !

L'intérêt croissant de nombreuses banques centrales pour les mines d'information du *Big Data* laisse en tout cas penser qu'un jour prochain, les demandeurs de crédits se retrouveront sous la loupe. Avec des risques d'intrusion dans la sphère privée potentiellement importants pour les particuliers et autres propriétaires de PME.

### **Surveillance financière : l'Occident et la Chine à l'unisson ?**

En mai 2017, la Banque populaire de Chine avait annoncé son intention d'utiliser « activement le *Big Data*, l'intelligence artificielle et le *cloud computing* » pour « enrichir ses méthodes de supervision financière ». Le tout devant servir à « **augmenter [sa] capacité à identifier [...] les risques financiers** »...<sup>157</sup>

Or un an plus tard à peine, un rapport parlementaire remis au gouvernement français esquissait une perspective extrêmement similaire...

*« Dopée par les progrès de l'intelligence artificielle, la révolution du Big Data contribue à rendre le monde plus transparent, plus quantifiable, mesurable à l'infini. [...] Dans le secteur bancaire, il s'agit par exemple de mieux prédire les probabilités de défaut de paiement des emprunteurs et ainsi d'optimiser l'allocation du crédit en fonction de leur niveau de risque respectif. C'est du moins toute la promesse du Big Data, renforcée par l'avènement de l'intelligence artificielle. »*<sup>158</sup>

Dans un cas comme dans l'autre, l'on s'orientait visiblement vers une supervision largement automatisée du marché du crédit, avec un recours abondant aux sources d'information « non conventionnelles » du *Big Data*...

<sup>157</sup> « China's Central Bank Establishes FinTech Committee », *CCN*, 15/05/2017

<sup>158</sup> « Donner un sens à l'intelligence artificielle » [Mission parlementaire du 8 septembre 2017 au 8 mars 2018], *ladocumentationfrancaise.fr*, mars 2018

Pour ce qui est de la faisabilité de tels contrôles, nous insisterons sur le fait que cette approche est en réalité déjà mise en œuvre en Chine depuis plusieurs années déjà – et notamment par la société Alibaba. La plus grande plateforme d'e-commerce au monde attribue en effet une « note de crédit » calculée « sur la base du *Big Data* » à chacun de ses plus de 400 millions d'utilisateurs<sup>159</sup> ! Avec une volonté affichée d'évaluer tant « les consommateurs » que « les propriétaires de petites entreprises »...<sup>160</sup>

Il en va de même de la société de médias sociaux Tencent, qui s'est, elle aussi, mise à octroyer des « notes de crédit » à ses utilisateurs sur la base du *Big Data* – en collaboration, là encore, avec le gouvernement chinois. En août 2015, un quotidien anglophone détenu par le Parti communiste avait d'ailleurs abordé sans détour cette question encore largement taboue en Occident :

*« L'empire commercial de Tencent est basé sur les réseaux sociaux. La société a accumulé énormément de données en fournissant toutes sortes d'outils qui permettent aux gens d'entrer en contact les uns avec les autres. Ce service d'évaluation du risque de crédit [des emprunteurs] peut aider Tencent à profiter de ses gigantesques bases de données générées par les réseaux sociaux pour les commercialiser – et doper son chiffre d'affaires. »*<sup>161</sup>

Certaines méthodes d'évaluation des emprunteurs préconisées dans les milieux officiels occidentaux sont ainsi étonnamment similaires à celles déjà mises en œuvre dans le fameux système de « notation sociale » chinois, tant décrié par nos médias.

Il pourrait ainsi être temps de recentrer ce débat d'une grande actualité sur ce qui est en train de se passer *chez nous*... ne serait-ce que pour tenter de clarifier une situation encore très floue !

<sup>159</sup> cf. par ex. la présentation « Fintech impact on banks & the implications for central bank policy » de la banque Citigroup (16/05/2017). Un document d'ailleurs disponible sur le site de la BCE.

<sup>160</sup> « Ant Financial Unveils China's First Credit-Scoring System Using Online Data » [Communiqué de presse], Alibaba Group, 28/01/2015

<sup>161</sup> « Tencent to use social networks for credit-rating services », *China Daily*, 08/08/2015

## LA CLÉMENCE INATTENDUE DE LA BBC ENVERS LE SYSTÈME DE « NOTATION SOCIALE » CHINOIS

En octobre 2015, la *BBC* s'était penchée avec intérêt sur le système de « notation sociale » dont la Chine avait annoncé l'arrivée prochaine :

*« Le gouvernement chinois est en train de mettre sur pied un système de "notation sociale" [...] qui doit évaluer la fiabilité de chaque citoyen. D'ici 2020, tout le monde en Chine sera enregistré dans une vaste base de données nationale [...] Ces informations seront recoupées pour calculer une note unique, qui attribuera un classement à chaque citoyen. »*

En attendant que l'État reprenne complètement la main sur la marche des opérations, les milieux officiels chinois scrutaient les résultats de huit « projets pilotes » momentanément délégués au secteur privé :

*« L'un des projets [pilotes] les plus importants est mené par Sesame Credit, le bras financier d'Alibaba. Avec 400 millions d'utilisateurs, Alibaba [...] dispose d'une base de données unique sur les consommateurs pour attribuer des "notes sociales" individuelles. [...] Sesame Credit ne divulgue pas la manière précise dont elle calcule ses scores de crédit. Elle dit se baser sur "un algorithme complexe". »<sup>162</sup>*

Le leader mondial du commerce en ligne n'en avait pas moins livré quelques indices sur la manière dont il évaluait sa clientèle :

*« L'entreprise ne cache pas le fait qu'elle juge [les consommateurs] selon le type de produits qu'ils achètent. [...] "Quelqu'un qui joue à des jeux vidéo [...] sera considéré comme oisif, alors que quelqu'un qui achète fréquemment des couches pour bébé [...] a plus de chances d'avoir le sens des responsabilités", a expliqué le responsable Technologie de Sesame. [...] Les détails sur la mécanique interne du système restent vagues, même s'il est clair que chaque citoyen sera noté. »*

La Banque d'Angleterre, il est vrai, allait bientôt révéler qu'elle était elle-même activement engagée dans la collecte de données personnelles sur Internet – sans que l'on connaisse le but précis de cette démarche... (cf. *Votre solvabilité bientôt évaluée par... Twitter et Facebook ?*, p. 97)

<sup>162</sup> « China 'social credit': Beijing sets up huge system », *BBC*, 26/10/2015

On peut néanmoins s'étonner de la clémence avec laquelle les journalistes de la *BBC* auront présenté les méthodes d'évaluation passablement intrusives pratiquées, notamment, par la société Alibaba...

Car tout en relevant que certains « détracteurs » avaient qualifié le système de notation chinois « d'orwellien » et de « cauchemardesque », la grande chaîne britannique allait donner la parole assez longuement à des défenseurs de l'initiative gouvernementale :

*« Certains pensent que la Chine a néanmoins terriblement besoin d'une forme de système de crédit. [...] "Sans système de crédit, un escroc peut commettre un crime à un endroit puis faire la même chose ailleurs" [...] explique Wen Quan, une blogueuse qui écrit sur la technologie et la finance. »*

Et voici les médias chinois subitement réhabilités aux yeux de l'Occident ! Il est vrai que l'on ne saurait soupçonner une innocente « blogueuse » de participer à une opération de communication politique...

Nous n'adresserons donc qu'un seul reproche au compte-rendu autrement très instructif des journalistes britanniques. C'est d'avoir oublié de mentionner le fait que les principaux actionnaires d'Alibaba n'étaient pas chinois... mais bien japonais et américains !

## Quand les géants du web évaluent notre état de santé

*« La société Facebook Inc. connaît déjà vos amis et le genre de choses qui attire votre attention. Bientôt, elle pourrait également connaître votre état de santé. [...] Ces dernier mois, le géant des médias sociaux a multiplié les rencontres avec des experts du domaine des soins et des entrepreneurs [...] Facebook a refusé de commenter ses projets dans le domaine de la santé. »<sup>163</sup>*

Voilà qui pourrait aisément passer pour une rumeur alarmiste, colportée sur les réseaux sociaux par des Internauts malveillants... Il s'agissait pourtant là d'une dépêche on ne peut plus authentique de la vénérable agence de presse *Reuters* !

Quoiqu'assez surprenante, la nouvelle n'allait pourtant pas faire de vagues. Jusqu'à ce qu'en avril 2018, la grande chaîne d'information américaine *CNBC* révèle que Facebook avait « mandaté un médecin pour demander aux hôpitaux de partager les données de leurs patients »...

*« C'est assez effrayant [...] l'idée de base était que Facebook démarre des partenariats avec des hôpitaux de premier plan à travers tout le pays. Le but étant de combiner leurs données [...] avec ce que l'hôpital sait de vous. Vos problèmes médicaux, le genre de médicaments que vous prenez, etc. »<sup>164</sup>*

Malgré ce démarrage en fanfare, la présentatrice allait pourtant très vite relativiser le caractère scandaleux de l'approche pour le moins intrusive adoptée par Facebook :

*« Nous voyons aujourd'hui Amazon, Alphabet [la société-mère de Google] – et maintenant même Facebook – se tourner vers le domaine de*

<sup>163</sup> « Exclusive: Facebook plots first steps into healthcare », *Reuters*, 03/10/2014

<sup>164</sup> « Facebook health partnership on hold on concerns of data privacy », *CNBC*, 05/04/2018

*la santé. C'est une opportunité qu'ils ne peuvent tout simplement pas laisser de côté. Il faut bien être conscient de tout ce que ces entreprises technologiques savent sur nous. Ces données sont très intéressantes – et peut-être même lucratives – pour les entreprises du domaine de la santé, qu'il s'agisse de votre hôpital, de votre clinique – ou peut-être même de votre assurance... »*

Voilà une hypothèse tout-à-fait intéressante ! Mais en quoi les informations collectées sur nous via les réseaux sociaux et autres moteurs de recherche pourraient-elles bien s'avérer « lucratives » pour des assurances ? On sait que Google, par exemple, est déjà fortement active dans le domaine médical. Avec des résultats parfois spectaculaires, tels que la capacité à prédire avec fiabilité les risques d'accidents cardio-vasculaires d'un patient sur simple analyse d'une photographie de sa rétine<sup>165</sup> !

Mais peut-on réellement imaginer que les géants du web soient capables d'évaluer notre état de santé, uniquement sur la base de notre activité en ligne ?

Eh bien, il semblerait tout au moins que l'Union européenne en soit persuadée. Sa décision d'alimenter les dossiers médicaux des citoyens européens avec des données tirées des réseaux sociaux semble en effet gravée dans le marbre ! (*voir encadré*) C'est là en effet l'un des axes de travail officiels du projet MyHealthMyData, dont la phase de « mise en œuvre » a démarré au mois d'avril 2018...<sup>166</sup>

On peut d'ailleurs s'étonner de la philosophie affichée par les architectes de la future plateforme d'échange des informations médicales de l'UE. Car l'un des buts avoués de MyHealthMyData est de « créer un véritable marché de l'information » et ce, notamment, entre « les citoyens de l'UE » et certaines « entreprises »...<sup>167</sup>

Ce qui pose la question suivante : les informations médicales des citoyens européens seraient-elles en train de se transformer en marchandises ?

<sup>165</sup> « Google has developed a way to predict your risk of a heart attack just by scanning your eye », *Business Insider*, 20/02/2018

<sup>166</sup> « Deliverable 11.2 Project Presentation – Project Timeline », *myhealthmydata.eu* (état au 30 mai 2018)

<sup>167</sup> « A new paradigm in healthcare data privacy and security », *myhealthmydata.eu* (état au 30 mai 2018)

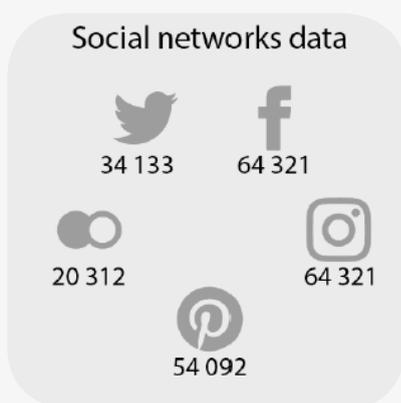
## RÉSEAUX SOCIAUX : L'ACTIVITÉ EN LIGNE DES EUROPÉENS INTÉGRÉE À LEUR DOSSIER MÉDICAL !

On se souvient qu'en février 2018, la Commission européenne avait subitement expliqué qu'elle finançait – depuis de nombreuses années déjà – des projets en lien avec la technologie blockchain. En plus de se pencher sur la question des cryptomonnaies, elle s'était attelée à la création d'une plateforme électronique destinée à « protéger les données des patients et leur permettre de partager des informations privées de manière sûre »...

Une manière de présenter les choses tellement peu informative qu'elle nous a incités à nous rendre sur le site web du projet. Or voici ce que l'on pouvait y lire, à peine arrivé sur la page principale :

« *MyHealthMyData a vocation à créer un véritable marché de l'information [...] entre les citoyens de l'UE, les hôpitaux, les centres de recherches et les entreprises.* »<sup>168</sup>

Un élément particulièrement intrigant de ce projet parrainé par la Commission européenne résidait dans le fait que les « comptes d'utilisateur sur les réseaux sociaux » y apparaissaient en toutes lettres comme une « source de données » sur les patients...<sup>169</sup>



Dans un document de travail on ne peut plus officiel, il était en outre précisé que des données (textes, images, etc.) seraient extraites de « Twitter, Facebook, Flickr, Pinterest et Instagram ». <sup>170</sup>

Faut-il en déduire que les données collectées sur nous via les réseaux sociaux fournissent des indications fiables sur notre état de santé ?

<sup>168</sup> « A new paradigm in healthcare data privacy and security », *myhealthmydata.eu* (état au 30 mai 2018)

<sup>169</sup> « MyHealthMyData – Big Data PPP Info Day 2017 » [Présentation de la société Lynkeus, p. 9], *ec.europa.eu* [site de la Commission européenne], 17-18 janvier 2018

<sup>170</sup> « Deliverable 6.8 Blockchain Analytics (1) – Social networks data », *myhealthmydata.eu* (état au 31 juillet 2018)

Les images et textes que nous publions permettraient-ils d'identifier les signes avant-coureurs de certaines pathologies physiques ou psychiques ? Ou tout simplement, pourquoi pas, le début d'une grossesse ?

Et dans quel(s) contexte(s) les données ainsi obtenues ont-elles vocation à être employées ? Demandes de crédit, postulations professionnelles, souscriptions d'assurances (vie, maladie, prévoyance...) ?

Il pourrait être temps de nous en dire un peu plus !

## **Quand la marchandisation des dossiers médicaux paraît inéluctable**

*« DECODE fournit des outils qui permettent aux individus de choisir s'ils veulent garder leurs données personnelles privées ou les publier pour le bien commun. [...] DECODE est un projet financé par la Commission européenne. »*

*(decodeproject.eu)*

Si le fonctionnement étonnamment transparent de la plateforme MyHealthMyData rend la discussion du cas européen particulièrement intéressante, ce projet ne semble pas être une exception. De fait, de nombreux pays occidentaux semblent aujourd'hui pressés de mettre à profit l'avènement de la technologie blockchain pour faciliter le partage des données médicales de leurs administrés !

Outre la Suisse (qui participe activement au projet MyHealthMyData<sup>171</sup>), cet intérêt pour l'emploi de la technologie blockchain dans le domaine des soins se retrouve par exemple au Canada et aux États-Unis. On aura ainsi vu la société IBM être distinguée par le Département de la Santé américain pour une brochure consacrée au « rôle croissant de la blockchain dans le domaine des soins ». On y trouvait, sans surprise,

---

<sup>171</sup> Il y a tout lieu de penser que le site suisse d'accès aux dossiers médicaux électroniques des patients *MonDossierMedical.ch*, qui a été lancé par le canton de Genève en 2013 déjà, sert de projet-pilote au niveau national. A noter que cette plateforme a été développée en partenariat avec La Poste Suisse, qui offre désormais « une solution complète de cybersanté » sous l'appellation « Post E-Health ».

les mêmes éléments rhétoriques que ceux employés par la Commission européenne :

« *La blockchain promet de rendre aux citoyens le contrôle de leurs données et de leur vie privée.* »

Or, de façon inattendue, le langage employé dans cette courte publication destinée à l'administration publique américaine reflétait une vision imprégnée de pensée marchande...

« *La technologie blockchain peut être utilisée pour partager un registre de transactions à travers un réseau d'affaires (business network) [...] Elle facilite la création de **relations commerciales efficaces en termes de coûts**, où quasiment toute chose de valeur peut être tracée et échangée sans nécessiter de contrôle centralisé. [...] La technologie blockchain [...] n'est pas adéquate pour la conduite de grands volumes de transactions dont la valeur [ajoutée] est faible.* »<sup>172</sup>

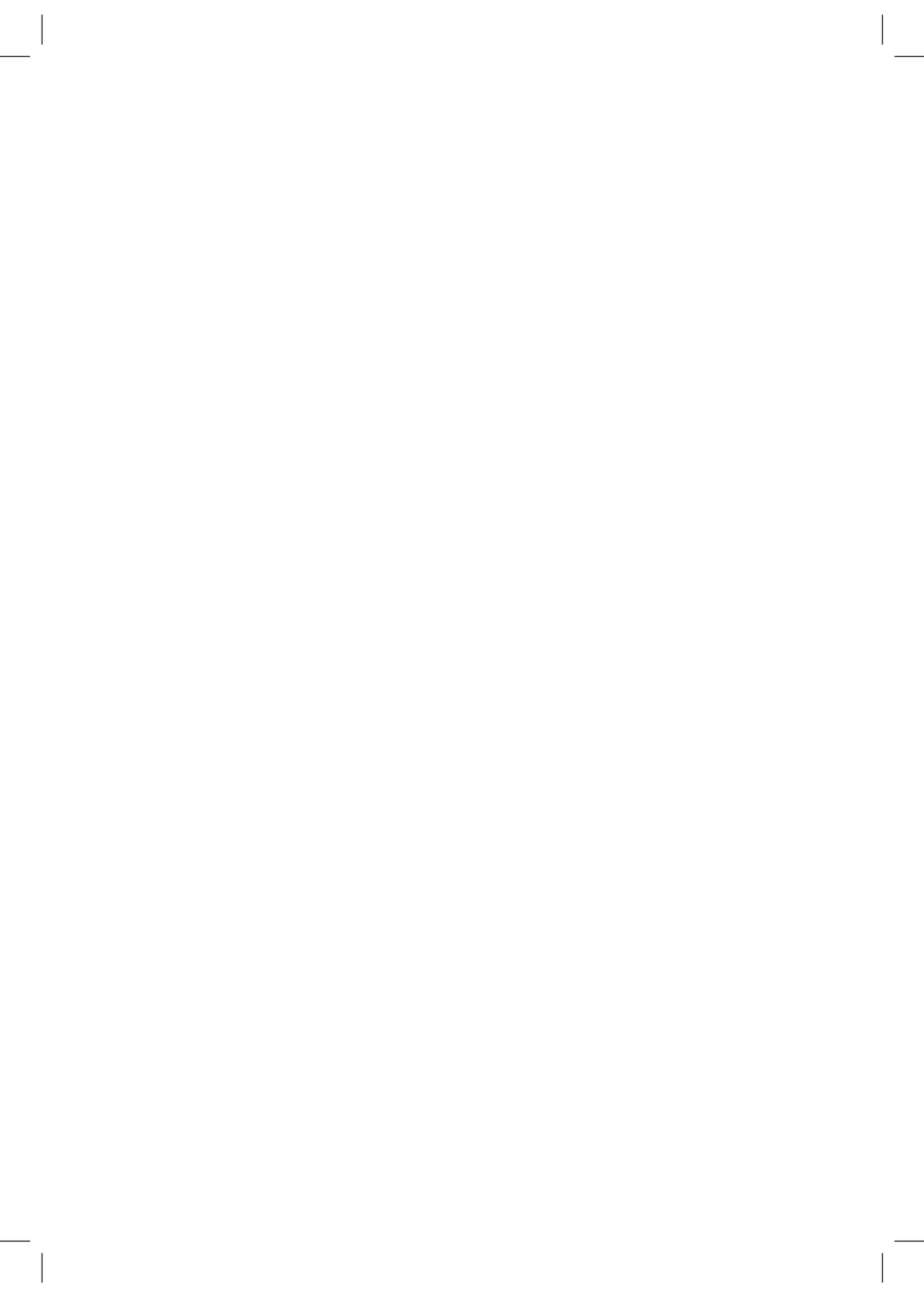
On peut évidemment supposer qu'au final, les transferts d'informations relatifs à la « vie privée » des citoyens ne seront effectués qu'avec leur accord... Mais dans quelle mesure ceux-ci seront-ils réellement libres de ne pas fournir les informations demandées, si l'obtention d'un emploi, d'un crédit hypothécaire ou d'une assurance en dépend ?

Une seule chose semble certaine : c'est le fait que les informations sur notre santé obtenues via les réseaux sociaux – et les moteurs de recherche ! – possèdent une valeur monétaire.

La marchandisation – contrôlée – des dossiers médicaux est ainsi un phénomène largement prévisible en Occident. Peut-être cette évolution mériterait-elle d'ailleurs d'être débattue publiquement, plutôt que de se poursuivre à l'insu des principaux intéressés ?

---

<sup>172</sup> « Blockchain: The Chain of Trust and its Potential to Transform Healthcare – Our Point of View » [Présentation de la société IBM], *healthit.gov*, 08/08/2016



## Les clients des assurances maladie entre le marteau et l'enclume ?

*« Un habitant du Massachussetts a perdu son emploi à la jardinerie Scotts Miracle-Gro lorsqu'un test de dépistage routinier s'est avéré positif. La trouvaille ? De la nicotine. Les dirigeants de l'entreprise cherchaient à combattre le tabagisme et d'autres comportements malsains qu'ils estimaient être mauvais pour leurs employés. »*

*(Harvard School of Public Health, 2009)*

En début d'année 2010, le célèbre cabinet de conseil McKinsey avait dressé un constat alarmant : « la plupart des pays de l'OCDE dépenseront plus de 20 pourcents de leur PIB en coûts de la santé d'ici 2050 » ! Il s'agissait donc tant pour les gouvernements que pour les assureurs privés « d'aider les consommateurs à adopter un mode de vie plus sain ». En d'autres termes : il fallait « **créer des incitations à changer de comportement** ». Telles que celles déjà mises en place par l'assureur Humana, par exemple :

*« Humana a fourni des [bracelets électroniques] gratuits [à certains patients] avec des objectifs journaliers en termes de nombre de pas à effectuer. Humana a également fourni à ces patients le moyen de vérifier le nombre de pas effectués en ligne, une information qu'ils peuvent ensuite partager avec leur coach-santé. »<sup>173</sup>*

Depuis, des programmes similaires ont été lancés par de nombreux assureurs aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suisse, etc. – avec des bonus à la clé pour récompenser les assurés disciplinés... Mais alors, pourquoi ne pas appliquer la même logique aux *comportements alimentaires* ?

---

<sup>173</sup> « Engaging consumers to manage health care demand », *mckinsey.com*, janvier 2010

## Michelle Obama et « l'éducation des consommateurs » américains

On se souvient en effet que Michelle Obama, en tant qu'épouse du président américain, avait lancé d'ambitieuses campagnes de prévention contre la malbouffe (*junk food*), en particulier auprès des jeunes. Des actions fortement médiatisées et qui sont restées dans les mémoires comme l'héritage politique de la très énergique *first lady*...

En janvier 2011 déjà, Mme Obama n'avait pas hésité à collaborer avec Walmart, le leader des grandes surfaces américaines, dans le cadre de son « programme pour une alimentation saine ». Des pancartes affublées de l'inscription « *Excellent pour vous !* » avaient ainsi été utilisées pour mettre en valeur les aliments les plus diététiques : fruits, légumes, riz complet, lait écrémé, etc.

Une démarche à première vue stupéfiantes de naïveté... sauf que notre géant de la grande distribution avait de la suite dans les idées ! L'année suivante en effet, Walmart, cherchant toujours à « améliorer la valeur nutritive de ses produits alimentaires », allait conclure un accord... avec l'assureur Humana !

*« Plus d'un million de membres du programme santé d'Humana vont recevoir 5 pourcents de remise sur environ 1'300 articles alimentaires sains. »*<sup>174</sup>

De toute évidence, Humana continuait d'appliquer la philosophie « d'éducation des consommateurs » prônée par McKinsey !

Or, cette approche devait, une fois de plus, faire école. Tout au moins aux États-Unis, où les programmes de « récompense pour les achats de nourriture saine » allaient se multiplier au cours des années suivantes.

---

<sup>174</sup> « Wal-Mart, Humana reward healthy food purchases », *Reuters*, 19/09/2012

## OBÉSITÉ : UN RATAGE MONUMENTAL DE L'OMS MET L'EUROPE EN ÉMOI

Le 6 mai 2015, débutait à Prague le Congrès européen sur l'obésité, un événement annuel qui allait durer trois jours. C'est dans ce contexte qu'un représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) allait présenter une étude, dont les conclusions effrayantes devaient susciter l'émoi dans l'Europe entière.

Le quotidien *Le Monde* allait par exemple titrer : « Une épidémie massive d'obésité menace l'Europe » ! Et la *Frankfurter Allgemeine* de s'alarmer : « En 2030, plus grand monde n'aura un poids normal » ! En Angleterre, le *Daily Mail* allait relever quant à lui que « presque tout le monde sera en surpoids en Irlande d'ici 15 ans » :

*« D'ici 2030, une crise d'obésité aux "proportions énormes" va frapper [...] Près de trois-quarts des hommes britanniques et deux-tiers des femmes seront en surpoids d'ici 15 ans. [...] L'obésité sera encore pire sur le continent qu'en Grande-Bretagne. »*<sup>175</sup>

Face au déchaînement médiatique qu'avait déclenché l'intervention de son représentant, l'OMS allait publier une « clarification » le jour-même :

*« Ces projections [ont été effectuées] il y a quelque temps [...] et dans certains pays européens, la tendance se tasse déjà [...]*

*Cette étude devrait être utilisée avec précaution. Elle était en effet assez petite [sic] et se basait sur des données nationales [britanniques], qui ne correspondent pas aux dernières estimations de l'OMS. [Ces données] sont encore en train d'être travaillées. »*<sup>176</sup>

Bref, la nouvelle qui avait fait trembler l'Europe se basait sur des extrapolations fondées exclusivement sur l'analyse de données britanniques. Qui plus est, l'échantillon considéré pour effectuer les projections était « petit »... et même pas à jour !

Mais comment alors « l'étude » en question avait-elle pu avancer des prévisions différenciées pour chaque pays européen ? On sait depuis Churchill que l'on peut faire dire n'importe quoi aux statistiques... Mais

<sup>175</sup> « Believe it or not, Britain is set to become the THIN man of Europe », *Daily Mail*, 06/05/2015

<sup>176</sup> « WHO/Europe obesity data: clarification » [Communiqué de presse de l'OMS – Région Europe], *euro.who.int*, 06/05/2015

les apparatchiks de l’OMS n’avaient-ils pas, tout de même, un peu forcé la dose ?

Peu importe ! Trois ans plus tard, les mêmes titres sensationnalistes ornaient toujours les sites web de nombreux journaux de référence européens.

Détail amusant, on peut constater que certains médias (britanniques notamment) ont publié leur compte-rendu sur Internet le 6 mai avant 8h du matin (et même à 1h29 du matin, pour l’un d’entre eux). Soit avant même le début de la fameuse conférence !

Le journal *Le Monde* aura, quant à lui, publié son article tapageur le 7 mai, soit le lendemain de la « clarification » de l’OMS...

Un manque de sérieux généralisé qui laisse entrevoir une opération de communication politique... un peu bâclée.

## Récompenser les bons comportements... et punir les mauvais ?

« En 2011, [la société McKinsey] avait fait la prédiction suivante : “dans approximativement dix ans, il sera possible de générer chaque année pour plus de 300 milliards de dollars de valeur supplémentaire” [aux États-Unis] **grâce au Big Data**, dont environ les deux tiers proviendront d’une baisse des coûts de la santé. »

(Site web de l’assureur Humana – section « Canaliser la puissance des données »)

Nous avons vu que l’assureur Humana, en bon élève de la société de conseil McKinsey, avait joué à plusieurs reprises un rôle de pionnier dans le domaine des « incitations à changer de comportement ». Or, il apparaît que cette société ne s’intéresse pas seulement à « récompenser les comportements positifs en matière de santé », mais également à « éliminer les habitudes [économiquement] inefficaces »... C’est même l’une des valeurs centrales de cette entreprise résolument tournée vers l’exploitation du *Big Data*<sup>177</sup> !

---

<sup>177</sup> « Humana: Powering digital health and wellness with self-service visual analytics », Tableau Analytics (via Youtube), 12/06/2018

Il faut dire qu'aux États-Unis, le fait de pénaliser financièrement les fumeurs lorsqu'ils contractent une assurance maladie est loin d'être une nouveauté...<sup>178</sup> Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les assureurs cherchent à exploiter toutes les données à leur disposition pour identifier d'autres « comportements malsains » !

Cette volonté de réprimer les mauvaises habitudes des assurés n'est toutefois pas une spécificité américaine. De l'autre côté de l'Atlantique, l'Observatoire européen des systèmes de santé<sup>179</sup> affiche, lui aussi, son intérêt pour une approche « de la carotte et du bâton ». Or, la Commission européenne fait partie intégrante de cette institution « parrainée » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) !

A la mi-année 2014, ce réseau de « partenaires » internationaux avait ainsi consacré un numéro de sa revue *Eurohealth* aux « systèmes d'incitation en matière de santé ». L'idée de punir financièrement les assurés coupables d'un mauvais comportement y était exposée en toutes lettres :

*« Les incitations financières fonctionnent soit comme des “carottes”, soit comme des “bâtons”. Les carottes peuvent consister en un paiement ou en une réduction de prime [...] Les bâtons sont des surcoûts ou des pénalités qui permettent d'imputer à l'utilisateur tout ou partie du coût que l'on attribue à un comportement malsain. »*<sup>180</sup>

Et le magazine d'attirer l'attention sur les travaux d'un *think tank* néerlandais spécialisé dans les questions « d'éthique de la santé »... En voici un extrait :

*« Les fumeurs et les gens qui boivent beaucoup devraient-ils payer de plus fortes primes d'assurance [maladie] ? D'après une étude récente [...] plus de la moitié des Néerlandais le pensent. Toutefois [...] le débat actuel concernant une différenciation basée sur le mode de vie est très délicat. [...] **Le principal obstacle est de déterminer qui a un mode de vie sain et qui a un mode de vie malsain. Comment peut-on***

<sup>178</sup> Dans de nombreux États, les fumeurs peuvent d'ailleurs être discriminés à l'embauche en toute légalité (voir p. ex. l'article « Hospitals Shift Smoking Bans to Smoker Ban », *New York Times*, 10/02/2011).

<sup>179</sup> L'appellation officielle de cet institut ne semble exister qu'en anglais. Il s'agit du European Observatory on Health Systems and Policies.

<sup>180</sup> « Planning, implementing and evaluating the effectiveness and ethics of health incentives », *Eurohealth*, Vol.20 / No.2 / 2014

*savoir si quelqu'un fume, ce qu'il mange et boit – et s'il prend d'autres risques ? »<sup>181</sup>*

Et voilà pour les grandes réflexions éthiques ! En fin de compte, tout se résumait à la question de savoir comment surveiller le comportement des assurés, afin de pouvoir les récompenser – ou les punir – de façon équitable.

### **La suppression du cash révolutionnera-t-elle l'assurance maladie ?**

Nous allons maintenant en venir à l'idée qui nous trotte dans la tête. Si l'argent liquide venait à disparaître, il serait très aisé, sur le plan technique, de mettre en place un système de bonus-malus dans l'assurance-maladie, en fonction du mode de vie des assurés.

Il deviendrait en effet très difficile de cacher les comportements jugés indésirables, tels que les achats d'aliments gras et sucrés, de sodas, d'alcool, de cigarettes, etc.

Si elle venait à se concrétiser, la suppression du cash ouvrirait ainsi très certainement de vastes perspectives en matière « d'éducation des consommateurs » !

### **RÉDUIRE LA COUVERTURE-SANTÉ AU STRICT MINIMUM ? UNE POTENTIALITÉ INATTENDUE DU REVENU DE BASE UNIVERSEL...**

*« Nous voulons élargir notre offre à d'autres types d'activités physiques, telles que le vélo et la natation. Nous pourrions également envisager d'introduire **un rabais pour les clients qui démontrent qu'ils s'alimentent sainement.** »<sup>182</sup>*

Ainsi parlait la nouvelle directrice générale de l'assurance maladie suisse CSS, suite à l'introduction d'un programme destiné à récompenser ses clients qui accepteraient de porter un *podomètre* (et d'accomplir plus de

---

<sup>181</sup> « Lifestyle Differentiation in Health Insurance », Centre for Ethics and Health (*ceg.nl*), mars 2013

<sup>182</sup> « Wer gesund lebt, soll weniger zahlen », *20 Minuten*, 22/05/2016

10'000 pas par jour, accessoirement !).

*« S'ils acceptent une surveillance électronique du nombre de pas qu'ils effectuent chaque jour, les clients de la CSS, l'une des plus importantes caisses-maladie du pays en nombre d'assurés, peuvent recevoir un bonus. »<sup>183</sup>*

Une approche entretemps validée par la Confédération suisse. « Surprise ! Les caisses [maladie] pourront récolter vos données sportives », allait joyeusement déclarer le quotidien *24heures*, suite au feu vert des plus hautes instances nationales.

Quelques mois plus tôt, le préposé à la protection des données d'un canton suisse avait pourtant publiquement exprimé les craintes que lui inspirait la multiplication de ces programmes « incitatifs » :

*« Les gens sont d'une naïveté confondante. Ils n'ont pas conscience de la valeur de leurs données. [...] Les gens qui donnent [c]es informations n'ont pas compris que le principe de solidarité va disparaître.*

*Ceux qui participent à ces actions des caisses ne se rendent pas compte qu'à la fin, tout cela va déboucher sur un nouveau système de bonus-malus dans l'assurance maladie. On se dira: "Pourquoi est-ce que je paierais pour mon voisin qui ne fait que boire et fumer". »*

Ou peut-être aussi : « Pourquoi est-ce que je devrais payer pour mon voisin qui ne fait qu'avaler des sodas et du fast-food »...

*« Toutes ces données transmises aux caisses vont concourir à l'établissement de mauvais profils d'assurés. [...] A l'avenir, la prime d'assurance maladie sera calculée en fonction du risque que vous représentez. [...] **Je crains qu'il ne reste plus qu'une assurance de base minimale et que le reste, ce sera à l'assuré de le payer.** »<sup>184</sup>*

Des propos qui pourraient aisément passer pour alarmistes... s'ils n'étaient pas corroborés par les déclarations de politiciens suisses de premier plan !

La très controversée « Initiative pour un Revenu de Base Inconditionnel » aura en effet donné lieu à des débats parlementaires aussi spectaculaires que méconnus du public. Voici en effet l'idée lancée par un représentant de l'UDC, la plus grande formation politique du pays :

<sup>183</sup> « Des rabais de primes maladie pour les assurés sportifs », *Le Temps*, 07/08/2016

<sup>184</sup> « Sébastien Fanti: "Les applications sportives sont un marché de dupes" », *Le Temps*, 17/10/2017

« Nous dépensons aujourd'hui des sommes colossales pour redistribuer les fonds des assurances sociales de façon équitable – et en particulier l'assurance-vieillesse, la prévoyance professionnelle, l'assurance-invalidité, l'assurance-chômage, l'assurance-accidents et l'assurance-maladie. Si l'on pouvait économiser toutes ces dépenses de redistribution et verser un certain montant à tous les habitants de ce pays, alors me disais-je, l'idée [du revenu de base] mériterait réflexion. Mais cela impliquerait que l'on supprime toutes les aides sociales existantes. »

Nous passerons sur le fait que Sebastian Frehner avait ainsi proposé de confisquer les capitaux de la prévoyance professionnelle (LPP), alors même que ceux-ci constituent une épargne privée...

Non, ce qui nous intéresse ici, c'est le fait que l'introduction du revenu de base universel pourrait bien offrir une opportunité de pulvériser les modèles de protection sociale traditionnels. Pour M. Frehner, par exemple, l'idéal serait que les malades et les accidentés paient pour leurs soins de leur propre poche – sauf s'ils disposent d'une assurance complémentaire, bien évidemment. Du moment qu'ils reçoivent un revenu de base en effet, pourquoi les citoyens auraient-ils encore besoin que l'État leur garantisse une quelconque couverture-santé ?

Or, cette vision des choses quelque peu radicale allait rencontrer une empathie inattendue de la part du socialiste Alain Berset, alors ministre de l'Intérieur (en charge des affaires sociales). Plus réaliste que le parlementaire conservateur, celui-ci allait toutefois apporter quelques nuances à la proposition du bouillant Sebastian Frehner :

« Même avec un revenu inconditionnel de base, nous aurions toujours besoin d'une **assurance-accidents** qui puisse aller au-delà du revenu inconditionnel de base ; nous aurions toujours besoin d'une **assurance-invalidité** [pour] couvrir les besoins d'une personne handicapée ou lourdement handicapée ; nous aurions certainement encore besoin d'une **assurance-maladie pour couvrir les cas les plus difficiles et les plus graves...** »

Ce qui se profile ainsi, c'est donc bien une assurance maladie de base minimaliste, exclusivement chargée de couvrir les pathologies les plus lourdes. Et pour tout le reste, eh bien, les patients dépourvus d'assurance complémentaire se retrouveront peut-être, un jour, à prendre en charge eux-mêmes l'intégralité de leurs frais de traitement et autres médicaments.

Quant au fait d'infliger des *malus* aux personnes dont le comportement dévie trop de la norme attendue, nous précisons simplement ceci : la Confédération suisse fait, elle aussi, partie de l'Observatoire européen des systèmes de santé, qui professe ouvertement cette philosophie (*voir plus haut*).

Morale de l'histoire : l'introduction du revenu de base représentera une opportunité inédite de remanier en profondeur les prestations sociales traditionnelles. Il se pourrait alors que les systèmes d'assurance maladie de certains pays n'échappent pas à une vigoureuse restructuration...



---

# **Revenu de base universel : la grande illusion d'optique**

*« Le revenu de base est une nécessité.  
La question n'est pas de savoir si on l'aime ou non. »*

Prof. Yanis Varoufakis,  
économiste et ancien ministre  
des Finances grec,  
mai 2016

*« Avec l'accélération de l'intelligence artificielle [sic] et d'autres technologies dans lesquelles Virgin Future Visions investit, le monde est en train de changer rapidement. Beaucoup de nouvelles innovations [sic] prometteuses vont être créées. Cela va générer beaucoup de nouvelles opportunités et beaucoup de valeur, mais il existe également un réel danger que cela réduise le nombre d'emplois. Cela rendra les expérimentations avec des idées comme le revenu de base encore plus importantes dans les années à venir. »*

Richard Branson  
in « Expérimenter avec  
le revenu de base universel »,  
août 2017



## Un projet humaniste piloté par les grandes entreprises mondialisées ?

« Les gens ont droit à [...] des soins médicaux adéquats, à une protection en cas de chômage [...] Eh bien, un moyen d'offrir cette garantie, c'est le revenu de base. En fait, c'est la prochaine étape. »

(Noam Chomsky, juin 2016)

Mais d'où provient donc cet engouement soudain – et que l'on dirait planétaire – pour l'idée du revenu de base universel ? Des plus grandes icônes de l'anticapitalisme aux milliardaires anglo-saxons, des technocrates bruxellois aux magnats de la Silicon Valley – en passant par le monde académique... Le revenu de base est aujourd'hui au centre de toutes les attentions !

Il convient donc de s'intéresser d'un peu plus près à cette « utopie sociale » qui présente encore des zones d'ombre intrigantes...

Prenons l'exemple du tentaculaire Basic Income Earth Network – ou Réseau mondial pour le revenu de base, en français. Il est vrai que cette ONG basée en Belgique – et implantée jusqu'en Inde, en Chine et au Japon ! – est animé par des militants de base idéalistes... Pourtant, l'on découvre peu à peu que le professeur londonien Guy Standing, qui a fondé ce mouvement, est très apprécié du *Financial Times*.<sup>185</sup> Mieux encore, cet utopiste social à la rhétorique marxiste entretient d'excellents rapports avec les magnats du Forum de Davos et du groupe Bilderberg !

Le parcours personnel tortueux du Prof. Standing illustre ainsi à merveille l'ambiguïté qui entoure la question du revenu de base. Quoique cette idée ait essentiellement été présentée au public comme une

---

<sup>185</sup> Voir par exemple l'article du 17 octobre 2016 consacré à son livre *The Corruption of Capitalism*.

avancée sociale, il se pourrait bien, en effet, qu'elle bénéficie en priorité aux grandes entreprises mondialisées. Avec, à la clé, une opportunité historique en termes de *compression du coût de la main d'œuvre*, grâce à l'automatisation massive des tâches susceptibles d'être effectuées par l'intelligence artificielle.

Rien d'étonnant, donc, à ce que le marketing global en faveur du revenu universel bénéficie de puissants soutiens financiers... pas toujours très transparents !

### **Suisse : la somptueuse campagne de militants sans le sous**

*« Le débat suisse est comme la bande-annonce du grand événement. Et les bandes-annonces finissent toujours avec les mots “coming soon” (ça arrive bientôt). »*

*(Daniel Häni, chef de file de « l'Initiative suisse pour un Revenu de Base Inconditionnel », entretien avec le Financial Times, mai 2016)*

En juin 2016, les Suisses avaient été appelés à se prononcer sur l'adoption d'un « Revenu de Base Inconditionnel ». Une idée qui avait été lancée par des militants « indépendant[s] de tout lobby ou autre groupe d'influence », à en croire le site web du mouvement.<sup>186</sup>

Une affirmation bien difficile à vérifier...

Trois mois à peine avant le vote populaire, le quotidien *Le Temps* avait en effet indiqué que les principaux promoteurs du Revenu de Base Inconditionnel se refusaient toujours « à révéler le montant » de leurs financements. Le chef d'orchestre de la campagne s'était contenté d'une déclaration lapidaire : « on n'a pas beaucoup d'argent »<sup>187</sup> !

Il n'en demeurait pas moins que les « actions-choc » menées par ses militants avaient consisté à « déverser 8 millions de pièces de cinq centimes sur la Place fédérale à Berne », ou encore à « distribuer 10'000 billets de 10 francs à la gare de Zurich ».

---

<sup>186</sup> « L'initiative fédérale », *Initiative-revunudebase.ch* (état au 30 mai 2018)

<sup>187</sup> « L'entrepreneur qui a lancé l'initiative pour un revenu de base inconditionnel », *Le Temps*, 18.03.2016



*Le déversement d'une cargaison de quinze tonnes de pièces de 5 centimes sur la Place fédérale à Berne. Une mise en scène qui aura marqué les esprits... et mobilisé des moyens non négligeables !*

*(Photo : Stefan Bohrer / Wikicommons)*

En plus des traditionnels matériels de campagne (dépliants, affiches...) et de nombreuses vidéos didactiques, le mouvement avait également réussi à attribuer un « revenu de base » de 2'500 francs par mois à deux personnes... pendant une année entière<sup>188</sup> !

*« Quand on a peu de moyens, on doit faire avec beaucoup de créativité. »*

*(Daniel Häni, chef de file de « l'Initiative suisse pour un Revenu de Base Inconditionnel »)*

<sup>188</sup> Voir l'article « Grande expérience pour le revenu de base », qui avait été publié simultanément dans les quotidiens *20minutes*, *Le Matin*, *24heures* et *Tribune de Genève*, le 6 juin 2017. Un article identique avait été publié en allemand le jour-même dans la *Handelszeitung*, puis repris le lendemain sur le site allemand de la revue *Business Insider*.



*« Que feriez-vous si votre revenu était assuré ? »*

*Cette campagne d'affichage monumentale en plein cœur de Genève  
aura assuré une visibilité mondiale à l'initiative helvétique...*

*(Source : Grundeinkommen.ch, 13/05/2016)*

Mais malgré le soutien des Verts et d'une fraction du Parti socialiste, la promesse d'un argent facile (et abondant !) n'était pas parvenue à séduire les Suisses...

Rejetée par plus de trois quarts des votants, cette initiative très marquée à gauche n'en avait pas moins réussi à attirer l'attention du public sur une idée de plus en plus à la mode parmi nos élites économiques.

Car comme nous allons le voir maintenant, le revenu de base universel est bel et bien un concept extrêmement populaire dans les hauts lieux du capitalisme occidental !

## DES ACTIONS PUBLICITAIRES UN BRIN SURREALISTES... MAIS D'UNE REDOUTABLE EFFICACITÉ !

« *Et vous, que feriez-vous avec 1000 euros par mois pendant un an ?* »

Telle est l'accroche on ne peut plus parlante de la loterie organisée sur le site web du mouvement français Mon Revenu de Base.

En décembre 2017, cette « petite association » avait ainsi offert à trois personnes un « revenu de base » de 12'000 euros étalé sur une année... Des fonds qui avaient pu être récoltés « grâce à une opération de financement participatif sur Internet »...<sup>189</sup>

Et voilà, l'histoire était on ne peut plus simple. Ce sont en réalité de simples Internauts qui ont avancé les quelques dizaines de milliers d'euros nécessaires à cette « expérience ». Un phénomène tellement banal que la rédaction du *Monde* n'aura même pas songé à le commenter !

A en croire le journal francophone de référence, le site *monrevenue-base.fr* avait en outre déjà recueilli quelque 80'000 inscriptions début 2018. Aussi mystérieuses que soient ses sources de financement, cette « expérimentation citoyenne » avait donc réussi un joli coup de pub !

Pourtant, un second article publié dans la même édition du *Monde* relativisait quelque peu les succès de l'ONG française...

« *Cette initiative française s'inspire directement d'une version similaire menée en Allemagne, Mein Grundeinkommen, qui, depuis sa création en 2014, a récolté suffisamment d'argent pour distribuer à 139 personnes un revenu de 1000 euros par mois pendant un an.* »<sup>190</sup>

Première observation : la similarité frappante entre la « start-up » allemande et l'association française. On remarquera en effet qu'en allemand, « mein Grundeinkommen » signifie très précisément « mon revenu de base »...

Deuxième observation : l'impressionnante générosité des donateurs

<sup>189</sup> « Ils testent le revenu de base : "J'ai senti la liberté qui arrivait" », *Le Monde*, 19/01/2018

<sup>190</sup> « Une association propose de tester le revenu de base », *Le Monde*, 19/01/2018

allemands, qui auront versé plus de deux millions d'euros dans le pot commun en quatre ans. A la fin mai 2018, ils avaient en effet déjà financé 180 « revenus de base » à 12'000 euros pièce. De quoi faire passer les Internauts français pour de terribles grippe-sous !

## Z | Arbeit

### Grundeinkommen

## "Ich habe geheult vor Erleichterung"

1.000 Euro pro Monat geschenkt, ein ganzes Jahr lang. Macht das frei oder wird man träge? Drei Menschen, die ein bedingungsloses Grundeinkommen gewonnen haben, erzählen.

Von Daniela Singhal [[https://www.zeit.de/autoren/S/Daniela\\_Singhal/index](https://www.zeit.de/autoren/S/Daniela_Singhal/index)], 16. September 2017, 14:37 Uhr / [316 Kommentare](#)

*« J'ai pleuré de soulagement ». En septembre 2017, le grand quotidien allemand Die Zeit avait dressé un portrait touchant de plusieurs bénéficiaires du « revenu de base » offert par l'association Mein Grundeinkommen. A la mi-année 2018, plus de 800'000 personnes s'étaient déjà inscrites pour participer aux « tirages au sort » de ce « projet-pilote ».*

Quand on voit de tels chiffres, on comprend mieux le fait que les militants suisses du revenu de base se soient, eux aussi, senti pousser des ailes !

En juin 2017, ceux-ci avaient en effet annoncé leur intention de réaliser « une grande expérience de simulation avec plusieurs centaines de personnes » qui recevraient un revenu de base durant deux ans... Là encore, on apprenait que « l'essai doit être financé par financement participatif ("crowdfunding") ». Sans surprise. Quant aux militants qui avaient eu l'idée d'organiser cette « loterie » un peu particulière, il s'agissait des membres de l'association « Dein Grundeinkommen ». Un nom qui, en français, se traduit très précisément par « **ton** revenu de base ». Il fallait bien que quelque chose distingue la copie suisse de l'original allemand !

# M Revenu universel

ÉCONOMIE

REVENU UNIVERSEL

## **Ils testent le revenu de base : « J'ai ressenti la liberté qui allait arriver »**

Brigitte, Denis et Caroline ont été tirés au sort pour participer à la première expérimentation citoyenne : ils recevront 1 000 euros par mois durant un an.

*Quatre mois après Die Zeit, le journal Le Monde allait lui aussi fournir un petit coup de pouce à la campagne internationale en faveur du revenu de base universel.*

*Avec un article étonnamment similaire à celui de son pendant germanique !*



## Une utopie sociale au Forum économique mondial de Davos

« 500 ans après avoir été proposée par le philosophe Thomas More, [l'idée du revenu de base universel] connaît aujourd'hui une renaissance qui pourrait la rapprocher de sa concrétisation. »

(*Financial Times*, décembre 2017)

A en croire certains milieux médiatiques et militants favorables au revenu de base universel, cette idée aurait été formulée pour la première fois au XVI<sup>ème</sup> siècle par l'humaniste (et futur Saint catholique) Thomas More.

Dans son roman philosophique *Utopia*, Sir Thomas More avait en effet esquissé un modèle de société (passablement totalitaire) dans laquelle « toutes choses » seraient redistribuées de façon égale au sein de la population (les enfants pouvant eux-mêmes être réalloués entre les ménages, en fonction de la fécondité des uns et des autres).

En elle-même toutefois, l'idée de mettre en commun l'intégralité des biens disponibles pour subvenir aux besoins de tous n'avait en réalité rien de très original. Cette proposition avait en effet déjà été tournée en ridicule près de deux mille ans (!) plus tôt par le poète grec Aristophane, dans son exubérante *Assemblée des femmes*. Ce partage parfaitement communiste des richesses avait en outre déjà été mis en pratique – à en croire les *Actes des Apôtres* – par les premières communautés chrétiennes, au tout début de notre ère<sup>191</sup>.

Mais il est temps pour nous de quitter les sommets artistiques, intellec-

---

<sup>191</sup> C'est d'ailleurs là, très certainement, la source d'inspiration du futur Saint. Son ouvrage, outre des références constantes à la *République* de Platon, foisonne en effet de citations bibliques, tirées tant de l'Ancien que du Nouveau Testament.

tuels et spirituels de l'Histoire occidentale, pour nous pencher sur le cas – à la fois drôle et pathétique – de l'un des plus éminents promoteurs du revenu de base moderne.

Le lecteur l'aura sans doute deviné : nous allons retrouver ici Guy Standing, professeur d'économie à la SOAS University de Londres et figure de proue du militantisme international en faveur du revenu de base.

### **Guy Standing, l'anticapitaliste préféré des élites mondialisées**

Créée du temps de l'Empire britannique pour former ses cadres coloniaux et les élites des peuples alliés, la SOAS University de Londres affiche aujourd'hui sa proximité avec l'ONU et diverses ONG internationales (Amnesty, etc.). Cette institution toujours très cosmopolite, offre ainsi des cursus axés sur les questions de « développement », de « migration », de « droits de l'Homme » – ainsi que des « études de genre » et même des « études palestiniennes » !

C'est donc dans un environnement très marqué à gauche que le Prof. Standing s'adonne aujourd'hui à ses recherches sur le revenu de base – et ce qu'il appelle le « précariat ».

Avec un certain succès puisque, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le Prof. Standing est l'un des fondateurs du Réseau mondial pour le revenu de base (Basic Income Earth Network), une ONG internationale basée à l'Université catholique de Louvain, à deux pas de Bruxelles.

Mais pour expliquer ce qui fait de Guy Standing un personnage réellement à part dans l'Histoire de la pensée économique, il nous faut insister sur sa sensibilité anticapitaliste. Le Prof. Standing dénonce en effet avec hardiesse la « corruption du capitalisme » – tout en appelant la gauche à « combattre le capitalisme de rente », selon une lecture parfaitement marxiste des rapports de force entre le capital et le travail...<sup>192</sup>

Or, ce positionnement radical n'empêche pas Guy Standing d'attirer à lui les sympathies de certaines des institutions les plus emblématiques du capitalisme contemporain !

---

<sup>192</sup> « The left must combat rentier capitalism », *OpenDemocracy.net*, 05/09/2016

Il faut dire que les soutiens du revenu de base universel ne manquent pas dans les milieux d'affaires mondialisés. En témoigne cette citation de l'ancien PDG d'Axa, Henri de Castries, qui siège aujourd'hui notamment aux conseils d'administration de HSBC et Nestlé :

« *Beaucoup de gens ricanent devant l'idée du revenu universel. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Cette idée n'est pas idiote.* »<sup>193</sup>

Peu étonnant, donc, que Guy Standing ait participé à la conférence du club Bilderberg de juin 2016, qui s'était tenue à Dresde sous la présidence d'Henri de Castries, justement.

Juste après cette rencontre à huis clos avec les « maîtres de l'univers »<sup>194</sup>, le Prof. Standing allait encore se voir offrir une tribune libre de près de quarante minutes au Forum de Davos, en janvier 2017. Il y aura également participé à un débat fort peu contradictoire, avec des hommes d'affaires incontestablement bienveillants à son égard.<sup>195</sup>

Il faut dire que lors de son édition précédente, le Forum de Davos avait déjà organisé un débat d'experts économiques autour de la question du revenu de base universel. Or, contre toute attente, ceux-ci avaient globalement exprimé de la compréhension – voire de la sympathie – pour cette idée venue de la gauche radicale.<sup>196</sup>

Les airs farouches de Guy Standing lors de son apparition à Davos suscitent ainsi une interrogation embarrassante. Est-il possible que ce politicien semi-professionnel ne se soit pas rendu compte qu'il évoluait en terrain ami ?

<sup>193</sup> « Quand le filloniste Henri de Castries défend le revenu universel de Benoît Hamon », *Challenges*, 24/01/2017

<sup>194</sup> Cette expression volontairement provocante nous vient du grand quotidien britannique *The Telegraph* (cf. « Bilderberg: What will Masters of the Universe discuss? », 11/06/2015).

<sup>195</sup> Même son chiffrage fantasque des programmes de rachat de d'actifs de la Réserve fédérale américaine n'aura suscité aucune réaction. Le Prof. Standing avait pourtant avancé un ordre de grandeur cent fois supérieur à n'importe quelle estimation réaliste, en évaluant le coût de ces interventions à « 475 trillions de dollars ». Pourtant, personne n'allait le corriger, ni même lui poser de question sur ce point. Comme s'il fallait éviter à tout prix d'écorner sa crédibilité !

<sup>196</sup> « A world without work? », *weforum.org*, 20/01/2016

## CES MILITANTS DU REVENU DE BASE QUI APPLAUDISSENT LA ROBOTISATION

*« Hier, les machines remplaçaient nos bras et nos jambes, demain, ce seront nos têtes qui pourront être remplacées » (Ralph Kundig, président de la branche suisse du Réseau mondial pour le revenu de base)*

Au cours des dernières années, la « robotisation de la société » est devenue l'un des thèmes récurrents des grands médias occidentaux. A force de répétition, cette idée de la *robotisation* s'est ainsi inscrite durablement dans l'imaginaire collectif. Les nombreuses vidéos mettant en scène des robots-gadgets capables de faire la cuisine, mimer des expressions humaines, réaliser des saltos arrière, etc., y sont sans doute pour beaucoup.

En France, le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2017 aura incontestablement contribué à ce matraquage médiatique en règle. Car tout au long de sa campagne, Benoît Hamon n'aura eu de cesse de répéter qu'il fallait introduire un revenu de base universel, pour faire face aux « destructions d'emplois » massives liées à la robotisation.

Avec quelques déclarations-choc passées étrangement inaperçues...

*« Il y aura [...] plus de robots qui remplace[ro]nt les hommes. La question est : si le robot remplace la personne, cotise-t-il pour financer la protection sociale [...] ou recule-t-on le départ à la retraite ? »<sup>197</sup>*

Dans ce grand débat d'actualité sur la *robotisation*, la question de l'intelligence artificielle n'aura toutefois été qu'assez rarement abordée de manière frontale... Même les déclarations brutales du très médiatique Elon Musk n'auront, de toute évidence, pas réussi à marquer les esprits.

Mais si certains s'inquiètent de cette substitution à grande échelle de l'homme par la machine, d'autres au contraire, s'en félicitent ouvertement. Comme certains militants du mouvement suisse en faveur d'un « Revenu de Base Inconditionnel »...

*« A l'avenir, les robots feront notre travail. C'est tout au moins ce dont sont convaincus les militants du Revenu de Base Inconditionnel, qui ont organisé aujourd'hui à Zurich une manifestation de robots. Environ 100*

<sup>197</sup> Émission « Territoires d'infos », *Public Sénat / Sud Radio*, 12/04/2017

personnes déguisées en robots ont dansé sur la Bahnhofstrasse... »<sup>198</sup>



*Robotisation heureuse : en avril 2016, les militants suisses du Revenu de Base Inconditionnel s'étaient costumés pour fêter la disparition du travail humain*

*(Source : Grundeinkommen.ch)*

En janvier 2016, ces mêmes militants avaient ainsi dépêché l'un de leurs « robots dansants » sur le campus du Forum économique de Davos. Et les activistes suisses d'expliquer :

*« Le robot dansant a fait de la publicité pour le revenu de base en tant que solution aux défis de la Quatrième Révolution industrielle. »<sup>199</sup>*

Une véritable déclaration d'amour aux organisateurs du Forum... Car ce sont eux, justement, qui ont inventé ce terme de « Quatrième Révolution industrielle » ! Après l'avènement 1) de la machine à vapeur, 2) de l'électricité et 3) de la numérisation, ce sera en effet au tour de l'**intelligence artificielle (IA)** de « révolutionner » les modes de production.

Les activistes suisses du Revenu de Base Universel parlaient donc couramment le langage des élites mondialisées !

<sup>198</sup> « Jetzt gehen die Roboter auf die Strasse », *Blick.ch*, 30/04/2016

<sup>199</sup> « Medienmitteilung WEF 2016 – Roboter für Grundeinkommen », *Grundeinkommen.ch*, 21/01/2016

Toutefois, malgré ces affinités incontestables, nos militants humanistes se défendent d'être de mèche avec les milieux d'affaires du World Economic Forum. A les en croire en effet, « la conférence de presse [qui se tenait alors au Forum] a été brièvement interrompue par les forces de sécurité », suite à l'apparition inopinée de leur représentant !



*Malgré sa carrosserie peu discrète, le « robot dansant » des militants du Revenu de Base Inconditionnel aura réussi à se faufiler jusqu'au cœur du Forum économique de Davos !*

*(Image : Grundeinkommen.ch)*

Nous voilà donc rassurés... Malgré le fait qu'elle s'insérerait parfaitement dans le cadre des débats du Forum de Davos sur le revenu universel, cette opération publicitaire était en réalité extrêmement subversive !

## Des perspectives d'avenir moins brillantes qu'il n'y paraît

*« Certaines personnes resteront peut-être dans leur fauteuil, d'autres iront travailler – pour l'instant, nous n'en savons rien. »*

*(Une responsable du projet-pilote de revenu de base universel en Finlande, citée par la revue Business Insider)*

Si l'expérimentation sur le revenu de base en Finlande a été grandement vantée dans la presse internationale pour ses effets bénéfiques sur le bien-être des chômeurs (réduction du niveau de stress, voire amélioration de leur « santé mentale » !), sa finalité réelle est bien plus prosaïque. Voici en effet à quoi sert le « projet-pilote » finlandais du point de vue de la Commission européenne :

*« Ce programme permettra d'évaluer si [le revenu de base] dissuade les gens de chercher du travail et représente un obstacle au retour à l'emploi. »<sup>200</sup>*

Après avoir fait l'effort de déchiffrer le texte original du projet adopté par le gouvernement finlandais, le *New York Times* avait apporté le complément d'explication suivant :

*« Le but du projet a toujours été d'inciter les gens à accepter des emplois à bas salaire et à faible productivité. »<sup>201</sup>*

Voilà donc la grande raison pour laquelle il convient de multiplier les « expérimentations » avec le revenu de base universel dans un maximum de pays différents. Il est en effet nécessaire de s'assurer du fait que les gens continueront de chercher du travail, même avec un revenu minimum garanti !

<sup>200</sup> « Answer to a written question - Universal Basic Income - E-005032/2017 (Answer given by Ms Thyssen on behalf of the Commission) », Parlement européen, 20/09/2017

<sup>201</sup> « Why Finland's Basic Income Experiment Isn't Working », *New York Times*, 20/07/2017

Il peut être bon de rappeler à ce propos que la Commission européenne cherche aujourd'hui à introduire simultanément un **revenu minimum** et un **salaire minimum** dans l'intégralité des pays de l'UE...<sup>202</sup> A côté d'un *revenu minimum* destiné à garantir la subsistance des citoyens européens, devrait donc également être introduit un *salaire minimum* – suffisamment élevé pour inciter les gens à continuer de chercher du travail. Mais cette incitation ne fonctionnera, bien évidemment, que si le *revenu minimum* reste lui-même à un niveau très modeste !

Ceux qui s'imaginaient que le revenu de base leur garantirait à lui seul une vie sans soucis financiers ont sans doute péché par excès d'optimisme...

### **Vers une instabilité professionnelle généralisée ?**

Au cours de l'édition 2017 de la cérémonie de remise des diplômes de l'Université de Harvard, le fondateur du site Facebook, Mark Zuckerberg, avait exprimé un enthousiasme sans faille pour l'idée du revenu de base universel. Ayant affirmé sa conviction que « chaque génération étend sa définition de l'égalité », le jeune multimilliardaire en avait appelé à l'élaboration d'un « nouveau contrat social » :

« *Notre société ne devrait pas uniquement mesurer le progrès à travers des indicateurs économiques tels que le PIB. Elle devrait aussi chercher à savoir combien d'entre nous peuvent jouer un rôle qui leur paraît avoir du sens.* »<sup>203</sup>

Ce « nouveau contrat social », des centaines de millions d'Occidentaux vont avoir l'occasion de le découvrir bien plus tôt qu'ils ne le pensent. Avec, très certainement, un sentiment de grand soulagement pour bon nombre d'entre eux.

Rien n'indique toutefois que cette nouvelle réalité sera aussi féérique que ce que ce que certains slogans humanistes incitent à penser.

Mais prenons plutôt un exemple concret. Comme le lecteur l'aura sans doute déjà remarqué, l'une des grandes constantes du marketing en

<sup>202</sup> Le discours complet de Jean-Claude Juncker n'ayant apparemment pas été publié en intégralité, la presse internationale a commenté cette nouvelle sur la base d'une dépêche de l'agence Reuters (« EU states should guarantee minimum income for citizens – Juncker », 23/01/2017)

<sup>203</sup> « Harvard Commencement Speech 2017 », *news.harvard.edu*, 25/05/2017

faveur du revenu de base universel est l'insistance sur la notion de *temps libre*. Les gens auront plus de temps pour s'occuper de leur famille, monter leurs propres projets, s'engager dans du bénévolat... Bref, faire des choses *qui ont du sens*.

Mais cette évolution résultera-t-elle réellement d'un choix délibéré ? Ou sera-t-elle plutôt la conséquence d'une disparition massive des emplois stables et correctement rémunérés ?

Certains observateurs clairvoyants (et isolés) ont très tôt averti des potentiels effets pervers du revenu de base universel. Ainsi de Denis Clerc<sup>204</sup>, un économiste engagé qui aura consacré l'essentiel de sa carrière aux questions de pauvreté, de chômage et de réinsertion professionnelle.

« C'est la porte ouverte aux mini-jobs à un euro, à l'auto-entreprise pour tous, à l'uberisation généralisée [...], chacun tentant de compléter ce revenu de base par quelques prestations pas trop chères pour que les clients abondent. »<sup>205</sup>

Le revenu de base sera donc l'outil idéal pour accompagner la création d'emplois à la petite semaine, dépourvus de toute garantie en termes de niveau de revenus.

Et à ceux qui seraient tentés de penser qu'il ne s'agit-là que des propos amers d'un gauchiste aigri, sachez que le Conseil national français du numérique – qui est ouvertement lié à un certain nombre de banques et autres fonds d'investissements – partage exactement la même analyse. A ceci près qu'il est, pour sa part, favorable à « l'élaboration d'un dispositif équivalent au revenu de base ».

Dans un rapport paru en janvier 2016, on apprenait ainsi que le revenu de base permettrait de mettre en place – non pas une *précarisation* des travailleurs, mais plutôt « une personnalisation du revenu ». Dans une société où chacun serait « auto-entrepreneur, multi-actif, indépendant », le revenu de base permettrait de « fluidifier les transitions » entre des « moments de suractivité » et des « périodes de sous-activité ».<sup>206</sup>

<sup>204</sup> Denis Clerc est aussi le fondateur de la revue mensuelle *Alternatives économiques*.

<sup>205</sup> D. Clerc et M. Dolle, *Réduire la pauvreté, un défi à notre portée*, mars 2016

<sup>206</sup> « Travail emploi numérique – *Les nouvelles trajectoires* », janvier 2016

Derrière les tournures de phrases aseptisées, on sent bien que c'est une instabilité professionnelle institutionnalisée qui point à l'horizon...

### Revenu de base : la fin de la retraite ?

Nous concluons en offrant au lecteur la vision d'avenir (enthousiaste !) développée dans le magazine *Business Insider* par un « conseiller financier de haut niveau ». Si cet exposé portait sur la thématique de « la fin de la retraite », il peignait un tableau étonnamment proche de celui proposé par le Conseil national français du numérique...

*« La notion de retraite, c'est terminé. C'était une innovation du XXème siècle [...] et ça n'existera plus au XXIème siècle. [...] Grâce aux notions d'économie de partage, de travail à temps partiel, de télétravail, il sera plus facile que jamais de gagner sa vie [...] Vous n'aurez pas besoin de travailler 40, 50 heures par semaine [...] Vous pourrez **compléter votre revenu** en travaillant à temps partiel. [...] Gagner de l'argent sera plus facile que jamais. Donc vous irez à l'école, vous trouverez du travail, puis vous prendrez quelques années de congé pour retourner vous former et démarrer une carrière complètement différente. Et vous répétez ce cycle [...] tout au long de votre vie. [...] Vous aurez un parcours cyclique, où vous alternerez entre périodes de formation, de travail et de loisirs – **aussi longtemps que vous vivrez.** »<sup>207</sup>*

Même si le terme n'avait pas été prononcé dans la vidéo, la notion de *revenu de base universel* jouait de toute évidence un rôle central dans cette sombre prédiction !

Voilà une bonne occasion de prendre conscience de cette potentialité rarement évoquée – quoiqu'assez évidente – du revenu de base universel. Si les pays occidentaux n'éradiqueront sans doute pas totalement la notion de retraite, l'introduction du revenu de base facilitera en revanche le repoussement de celle-ci au-delà de ce qui semble aujourd'hui envisageable en termes *d'âge minimum*...

<sup>207</sup> « A top financial adviser (Ric Edelman) explains how the notion of retirement is gone », *Business Insider* (via *Twitter*), 15/04/2018

---

## **Postface**

Après lecture de ces chapitres, attendons donc le krach final, puis le renouveau !

On pourrait se croire dans un film à épisodes américain de *Netflix*, dont on peut prédire les étapes de descente aux enfers avant un dernier rebondissement et une ère de transformation que l'on veut bénéfique pour l'avenir...

Sauf que le narrateur et auteur Vincent Held (dans le rôle du héros ou plutôt héraut?), déjà dénonciateur des turpitudes de la Banque nationale suisse dans son précédent opuscule, prend ici une posture d'annonceur démiurge (voire démoniaque par la manière) du monde qui se prépare sous nos yeux troublés.

Que faut-il en retenir et surtout comment pourrait-on y faire face ?

Il est vrai que notre nature humaine nous porte à prédire le pire et à espérer le meilleur...

Cependant, force est de reconnaître à la lecture de l'ouvrage que de nombreuses convergences plaident en faveur de la fin du monde économique tel que nous le connaissons en Occident. La Suisse, îlot de prospérité depuis septante ans, semble résister avec défiance aux statistiques venues d'ailleurs, mais pour combien de temps ?

Pire encore, face à notre passé et notre civilisation, se dresse désormais un nouveau géant multiforme appelé l'Asie, dont le principal bras armé est à coup sûr la nouvelle Chine. Géopolitique oblige, le réalisme veut que nous collaborions – ou parfois nous nous affrontions – au sein de la même arène commerciale, alors que le défi est ailleurs : il s'agit de réussir à s'adapter à d'extraordinaires mutations technolo-

riques et sociétales en préparation ou déjà à l'œuvre.

A cet égard, l'ensemble de l'Asie – et particulièrement ce qu'il convient d'appeler *le monde chinois* (avec un socle culturel commun qui regroupe le Japon, les deux Corée et l'ex-Indochine dont le Vietnam) – a révélé ces dernières décennies des évolutions et aussi des performances enviables. Dans cette zone géographique hyper-dynamique et hyper-connectée, l'automatisation des moyens de production, la robotisation des services, le couplage de l'intelligence artificielle et des capacités humaines, la gestion et l'exploitation du *Big Data* au quotidien, les technologies financières les plus sophistiquées, les moyens de transport individuels et collectifs les plus innovants, l'écologie du vivant sous toutes ses formes et la lutte contre les impacts climatiques – tous ces éléments sont encore imparfaits, sans doute, mais déjà en place. Et surtout, ils sont déjà familiers à la totalité des populations. Ce qui revient à dire que leur cycle d'adoption est infiniment plus rapide que dans nos contrées, plus rétives au changement – notamment quand il s'agit d'innovations de rupture !

Or, le propos du présent ouvrage est clairement celui d'un changement de paradigme, ou encore d'une transformation radicale de notre modèle de développement économique et sociétal.

Certains objecteront – non sans raison – que nous avons déjà vécu plusieurs révolutions d'envergure de ce type et que plaider le changement est plus aisé en Asie, avec un socle de classes moyennes moins ancien et moins large que chez nous. Sauf qu'au cours des quinze dernières années, les classes moyennes, qui préexistaient déjà au Japon et en Corée du Sud, ont progressé de manière exponentielle dans certaines régions – et notamment en Chine (la classe moyenne y vit aujourd'hui mieux que son équivalent italien ou français). Sauf que c'est le rythme du changement qui dicte à ce siècle le tempo des adaptations nécessaires – et à quelle allure ! Sauf que c'est de cette région du monde stratégiquement adossée à une Russie ambitieuse, désormais tournée vers l'Asie – et dont la réputation scientifique n'est plus à faire (une authentique pourvoyeuse de savants et de prix Nobel sur la durée) – que jailliront certaines des sources les plus abondantes en nouvelles technologies de pointe...

L'explication est donc ailleurs.

Et si en fait l'extraordinaire constellation de la zone d'innovation stra-

tégique que nous venons de décrire permettait à elle seule d'affirmer que le centre de gravité économique mondial est en train de se déplacer de manière durable vers l'Est de la mappemonde ?

Comment en effet ne pas être impressionné par la conjonction d'une immense population (2,5 milliards d'humains et donc de producteurs-consommateurs, dont le vieillissement accéléré au Japon – et bientôt en Chine – est compensé par la jeunesse d'Asie du Sud-Est), d'un territoire agricole prolongé jusqu'en Russie septentrionale et en Afrique, de l'accès stratégique à des ressources naturelles par la nouvelle route de la soie (l'OBOR – *One Belt, One Road*), de capacités industrielles extensibles et automatisées, d'un potentiel phénoménal de chercheurs / ingénieurs / techniciens, de moyens financiers couplés à une infrastructure digitale et urbaine qui n'a plus rien à envier aux meilleures capitales du monde ?

En résumé : nous avons là un marché intérieur garant de gigantesques besoins en termes de consommation, ainsi qu'une immense capacité de production assortie de ressources naturelles diverses. Le tout additionné d'épargne, avec des investissements publics et privés abondants – y compris dans des technologies propres.

En économie classique, cela donne de la croissance et du progrès ; en économie numérique, cela signifie de nouveaux modèles de développement ou d'affaires, mais aussi des profonds changements d'habitudes professionnelles, personnelles ou sociétales, donc une véritable recomposition identitaire des individus et des groupes sociaux.

C'est donc logiquement sur ce terrain qu'il convient de porter l'analyse.

Au-delà des inévitables contingences politiques et économiques marténées de contraintes légales et de choix technologiques, c'est véritablement cette fois non pas la survie... mais l'âme des peuples qui est en jeu. L'âme n'étant pas un terme accrédité en sociologie, nous parlerons donc plutôt de recomposition des populations dans leur fonction économique, leur rôle social et leur identité socioculturelle.

Dans la plupart de nos sociétés post-libérales occidentales fortement travaillées par les tentations de repli identitaire (populisme) et économique (protectionnisme), le passeport et le travail constituent les deux principaux axes de définition de soi en tant qu'individu et membre d'un groupe social. Il y a donc fort à parier que toute atteinte à ces deux composantes structurantes aura un impact fortement déstabilisa-

teur ! Certains objecteront à juste titre que la famille représente également un axe fondamental de structuration de l'individu en termes d'appartenance et de reconnaissance... Cependant, qu'advient-il de la décomposition puis recombinaison progressive de la cellule familiale en cours depuis quelques décennies, lorsque le tsunami dévastateur de la digitalisation aura déployé tous ses effets ? Chacun pressent que les premiers signes d'autisme social et familial déjà observables ne présagent rien de bon en matière de communication interpersonnelle...

Si l'on reste sur le terrain du travail, il s'agit probablement de la fonction sociale qui va le plus drastiquement évoluer – pour le meilleur et peut-être aussi pour le pire. Quand on sait qu'aujourd'hui la grande majorité des êtres humains s'auto-définit d'abord par ce qu'il ou elle *fait* et non par ce qu'il ou elle *est*, on peut s'attendre à quelques remous... Le célèbre *tripalium* romain – qui serait à l'origine du mot travail – revient en scène si l'on considère la digitalisation, qui se présente comme une sorte de carcan libérateur... Un oxymore *a priori* peu engageant ! Et pour en rajouter une couche, sachons qu'en russe travail se dit *robote*...

Si cette fonction sociale-clé qu'est le travail doit effectivement aboutir, par le biais de la numérisation, à une mise à l'écart des « infirmes digitaux » quel que soit leur âge, à une dé-classification – voire à une disparition – de notre identité professionnelle en vertu de l'abandon de la logique forte des métiers, à la nécessité permanente de s'adapter aux évolutions et à la formation continue que cela implique, alors oui, on peut parler d'une révolution des mentalités pour nos bassins culturels occidentaux. Par ailleurs, si l'on prend le risque de définir la capacité d'adaptation au changement par ce que les groupes sociaux perçoivent comme étant à gagner ou à perdre en termes de statut et de qualité de vie (un concept très occidental, il faut le dire), il y a peu d'espoir que la transition inévitable se passe en douceur...

Face à la déferlante qui se déploie sous nos yeux, de nombreux décideurs des mondes politique, économique et financier (mais sont-ils encore séparables ?) semblent s'être ralliés au concept – devenu projet – du revenu de base universel. Comme l'explique avec raison – et non sans malice – l'auteur précité, une sorte de confluence idéologique rassemble désormais des acteurs que tout oppose sur d'autres

sujets de société. Cette potion magique supposée, dont la recette est opportunément gardée dans les tiroirs des décideurs ou inspireurs de demain, conduirait sans guère de doute en Occident à un monde bipolaire, profondément et durablement scindé entre nantis et assistés à vie. Cette mort programmée de la classe moyenne serait une régression sans commune mesure sur le plan social et donc humain. Une simple loi physique devrait en effet nous rappeler que le milieu constitue une zone d'équilibre. Or, cet équilibre, nous avons mis plus d'un siècle à le construire, avec à la clé une paix et une prospérité qui ont duré des décennies...

Mettre sous tutelle financière une majorité des peuples concernés en ne leur offrant le choix qu'entre une oisiveté misérable et une contrepartie citoyenne à des prestations gratuites envers un quatrième âge devenu pléthorique faute de sang neuf, c'est véritablement une atteinte insupportable à une notion ravageuse en cas de frustration : la dignité.

Si nous sommes trop souvent témoins, en cette période chaotique, d'excès ou de déviances en termes de comportements, c'est précisément parce que la phase de transition qui nous submerge s'avère psychologiquement pathogène, faute d'espérance en des temps meilleurs. Il faut dire que la liste des options possibles est de plus en plus restreinte !

Lorsque l'on apprend par cet opuscule la concentration du pouvoir financier entre des mains cupides et donc peu soucieuses de l'intérêt général, et la déliquescence programmée d'une classe politique sous influence – car de plus en plus dépendante des prêteurs issus du monde financier, comment ne pas s'inquiéter des manigances en préparation ? Qu'il s'agisse de l'introduction d'une cryptomonnaie officielle, synonyme de perte de liberté pour les usagers... ou encore de la confiscation légalisée de l'épargne disponible dans nos pays !

Ce spectre grandissant, qui combine la réduction de nos libertés citoyennes, la mise sous tutelle de notre identité professionnelle et sociale sous le sceau de l'indignité, l'éclatement des liens familiaux au profit de chaînons virtuels investis de fantasmes mais dénués de sens, tout ceci nous paraît éminemment déstabilisateur. Toutefois, là encore, la perception culturelle influe considérablement sur les observations et les conclusions.

Du côté de l'Asie – qui a aussi connu des séismes politiques et économiques récents, la réalité se profile sous un angle plus favorable. Outre le déplacement du centre de gravité de la croissance économique mondiale, elle accueille déjà des poches de richesse considérables, tout en ayant maîtrisé l'émergence d'une classe moyenne nombreuse et instruite, avec des revendications politiques et sociales moins marquées qu'en Occident. Pourquoi ce phénomène ? Historiquement et culturellement, dans le monde chinois et la plupart des pays environnants, le pouvoir passe par un leadership affirmé et démonstratif, avec des citoyens dévoués et reconnaissants tant que la paix et la prospérité sont au rendez-vous. Ce fut aussi le cas en Occident avec des personnalités marquantes qui ont émergé au sortir du désastre des deux Guerres mondiales.

Dès lors, la différence se situe ailleurs ou au-delà. Au niveau politique, la récurrence des échéances électorales à intervalles fréquents saucissonne l'action gouvernementale et inhibe la vision ou dissimule le chemin des réformes structurelles. Au niveau macroéconomique, un projet comme l'OBOR n'aurait jamais pu naître dans un contexte aussi étriqué que celui de l'Union européenne, ambitieuse dans son concept fondateur, mais engluée dans ses règlements internes et sa bureaucratie. Enfin et peut-être surtout, les peuples d'Asie ont développé et gardé au fil du temps des pratiques sociétales infiniment plus solidaires, fondées sur le lien familial et le lien social comme éléments indissociables de l'individu, entité sublimée dans la culture anglo-saxonne et simplement canalisée en milieu culturel asiatique.

Il est vrai que l'on peut observer aujourd'hui des tensions naissantes en raison de l'égoïsme croissant de la dernière génération, ainsi qu'une timide remise en question du devoir filial ou du comportement social. D'où cette mise en place d'un observatoire du contrôle social de type « orwellien » qui vise à normaliser les attentes du pouvoir vis-à-vis du citoyen modèle chinois. Face à cette crainte résurgente et angoissante du chaos social, l'ère numérique apporte son lot de solutions contestables.

Confrontés à un changement radical dorénavant prévisible dans son

ampleur et sa portée<sup>208</sup>, l'Orient et l'Occident réagiront de manière dissemblable à ces bouleversements économiques et sociaux. Portés par leur croyance solidement ancrée dans le fait que l'avenir sera porteur de technologies simplificatrices de la vie quotidienne – et donc forcément radieux<sup>209</sup>, à l'instar du positivisme des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles en Europe – les peuples de l'Orient tireront l'échelle du progrès digital vers un cycle d'adoption rapide dans tous les domaines, tandis que les peuples d'Occident s'accorderont majoritairement à y mettre quelques barrières éthiques et environnementales, soucieux qu'ils seront de préserver un minimum de sphère privée et d'espaces naturels pour les générations suivantes.

Toutefois et au-delà des intentions ou tentations, il faut admettre que le temps des signaux faibles se rétrécit à vue d'œil dans l'horizon observable pour laisser place à des signaux de plus en plus forts, annonciateurs de défis de grande envergure pour l'espèce humaine : combien de sacrifices nous séparent encore de « l'homo deus »<sup>210</sup>, dont l'algorithme de la raison ou de la logique pure prendrait le dessus sur l'algorithme toujours incertain des sentiments ?

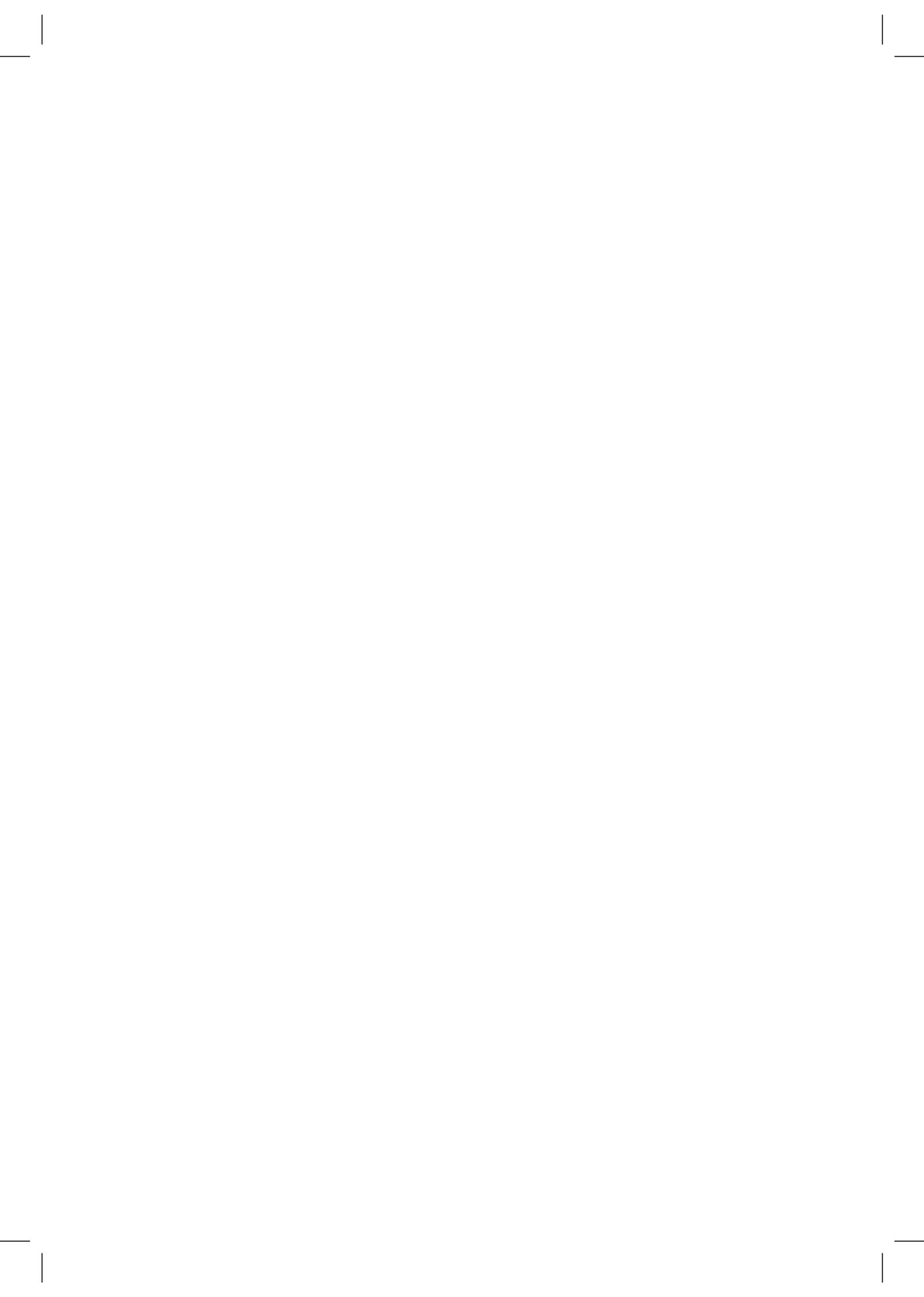
Prof. Philippe LAURENT, 16/07/2018

---

<sup>208</sup> Voir entre autres, pour ce qui est de l'impact métier, l'article « Digitalisation de l'économie en pratique » paru dans le magazine *Entreprise Romande* (juin 2018)

<sup>209</sup> Lire ou relire sur ce point l'excellent ouvrage sur les risques du totalitarisme d'Alexandre Zinoviev, *L'avenir radieux* (prix Médicis étranger en 1978), ou encore *1984* de George Orwell... toujours d'actualité !

<sup>210</sup> Consulter sans tarder la version française maintenant disponible du livre *Homo Deus* de Yuval Noah Harari (paru en hébreu en 2016, puis en anglais en 2017).



## Du même auteur

---



### **LE CRÉPUSCULE DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE**

#### **La déroute financière annoncée d'une institution en faillite morale**

(Éditions Xenia, novembre 2017)

Cet ouvrage décrit la fuite en avant éperdue dans laquelle s'est engagée la Banque nationale suisse il y a de cela une décennie, dans le but affiché de mettre l'économie helvétique à l'abri des dysfonctionnements de l'euro.

Mais le cas suisse, étonnant de transparence, permet aussi de lever le voile sur les montages financiers explosifs adoptés par de nombreuses autres banques centrales occidentales suite à l'éclatement de la crise des subprimes.

L'auteur s'y penche, en particulier, sur le cas de la BCE et de son acrobatique « sauvetage de la zone euro », toujours en cours plus de dix ans après le début de la crise...









